

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°29

janvier-mars 2023

Mouvement et initiatives populaires



Humour de Siné mensuel

Table des matières

Le Champs des Possibles : les Robin di Bwés réenchangent la forêt wallonne.....	3
Occupons le terrain.....	8
Plus de 2 000 manifestants contre l'extension de l'aéroport de Liège.....	13
Occupons le terrain.....	14
Comment se passer de la voiture ?	22
Luttes locales, sabotages... Le mouvement climat toujours vaillant	28
Le grand retour du sabotage.....	34
Incendies, déboulonnages... le sabotage au cœur des luttes écologistes.....	39
SUV, abribus, trottinettes... le retour des petits sabotages du quotidien	43
Marais poitevin : le bras de fer se durcit autour d'une retenue d'eau en construction	46
Mégabassines : Sainte-Soline prend des allures de Notre-Dame-des-Landes.....	48
Plus de 5 000 personnes ont déterré les canalisations d'une future méga-bassine dans les Deux-Sèvres.....	50
Répression et désinformation	50
L'urgence de préserver l'eau	52
Mégabassines : « Une parodie de procès », selon les opposants	54
Des aliments de qualité pour les quartiers populaires : « On a aussi droit au beau	59
Alpes : contre une retenue d'eau, des zadistes iront « jusqu'au bout ».....	64
Paroles de philosophes : « Il faut cesser de traiter les animaux comme des marchandises ».....	69
Occupons-nous de la Terre avant de construire sur la Lune.....	76
Bertrand Louart, saper la méga-machine.....	79
Cinq initiatives pour ensauvager la ville.....	81
« Nous refusons de servir ce système » : des ingénieurs diplômés d'AgroParisTech appellent à désertir ...	85
Des militants antipub perturbent le Mondial de l'auto	87
Des savoirs indigènes pour inventer de nouveaux mondes	89
En Amazonie française, une zad contre une mégacentrale électrique	93
En Angleterre, ils sauvent leur village grâce à l'autogestion	97
En Australie, une « zad » aborigène pour empêcher une mine de charbon.....	101
Désertir ? Pas si simple.....	106
Le syndrome du colibri.....	109
Pour « le droit de vivre sans smartphone », un collectif réinstalle des cabines téléphoniques	110
Le collectif <i>Dernière rénovation</i> bloque les Champs-Élysées	112
Loin du mondial au Qatar, une fédération défend un foot « engagé »	115
« La lutte zapatiste incarne ce changement radical que nous devons opérer à l'échelle globale ».....	121
La liberté du travail, ça voudrait dire quoi ?	123
Utopies dans l'histoire.....	128
Deux siècles d'utopies : tentatives, échecs et héritages	128

Le Champs des Possibles : les Robin di Bwés réenchangent la forêt wallonne



On vous emmène en randonnée, dans la forêt de Vecmont près de La Roche-en-Ardenne dans les pas de Marie et Nicolas... C'est un grand moment pour ces deux passionnés de la nature, ils marchent sur leur terre : la première forêt que le collectif citoyen Robin di Bwés vient d'acquérir !



Les Robins di Bwè. Jonathan Bradfer

Ensemble, avec quelques dizaines de citoyens, ils forment le premier groupement forestier citoyen belge, qui sera lancé officiellement ce mardi 4 octobre à Namur. Leur objectif : recréer des massifs forestiers vivants et résilients, les gérer en commun pour avoir un impact visible sur la région et la planète.



Le début de leur forêt présente une vaste zone rasée par l'ancien exploitant, mais la vie reprend déjà son cours...

« Regarde toutes les espèces qui sont en train d'apparaître comme le noisetier ou le chêne. Ce sont les pionnières qui réapparaissent naturellement », dit Marie Collard, membre du projet. « Oui et cet arbre là-bas qui a survécu à la mise à blanc », complète Nicolas Spineux, porteur du groupement forestier citoyen, « Je suppose que c'est un chêne. Tout le reste, c'était de l'épicéa qui a été coupé et donc ils ont épargné celui-là. C'est un peu un symbole de résistance et c'est un bon signe pour l'avenir ».



La forêt est notre meilleure alliée contre les changements climatiques, la perte de la biodiversité et la crise énergétique. Ces citoyens veulent passer à l'action et construire ensemble les forêts de demain ! « Il y a beaucoup de tensions entre les chasseurs et les producteurs de bois et ceux qui voient la nature comme quelque chose de sacré », explique Nicolas. « Notre approche, c'est de dire : il y a une dimension économique, il y a une dimension écologique, il y a une dimension socioculturelle et, en fait, nous pensons que le meilleur moyen de balancer tout ça et de faire des arbitrages, c'est de gérer la forêt en groupe ! »

La forêt belge occupe aujourd'hui 23% du territoire national soit un peu plus de 700 000 ha. 55% de cette surface appartient à des propriétaires privés avec une surface moyenne de 2,5 ha par propriétaire. La Belgique ne protège actuellement que 15% de son territoire, ce qui est en dessous de la moyenne européenne (26%) et des objectifs des Nations Unies pour 2030 (30%).

Marie est aussi une passionnée de la nature, elle est notamment maraîchère et rêve d'une forêt plus vivante, plus sauvage, avec une plus grande diversité que les monocultures actuelles : « Si on n'a qu'une seule essence et qu'on plante des arbres qui ont tous le même âge au même moment, ils vont être tous coupés en même temps.

Ça veut dire qu'on a une coupe à blanc. Et donc, pendant un moment, on n'a plus rien. Ça fait aussi une moins grande résistance aux maladies dans notre forêt ! »



Les forêts wallonnes. Jonathan Bradfer

Les Robin veulent réduire le morcellement extrême des forêts en Belgique pour recréer un véritable maillage écologique et mutualiser les moyens au service de la forêt. Assurer une sylviculture plus proche des dynamiques naturelles, respectueuse des sols et de la biodiversité tout en permettant la récolte de bois de grande qualité alimentant une filière forêt-bois locale, à taille humaine.

« On est convaincus quand on va se balader en forêt en Ardenne qu'on est dans 'la forêt sauvage ardennaise'. Mais en fait, la plupart du temps, c'est la même culture classique, hyper bien rangée, avec des arbres du même âge, de mêmes essences. Et donc au final, on s'aperçoit qu'elle n'est pas du tout sauvage. Maintenant, heureusement, je sais bien qu'il y a plein d'initiatives qui se lancent à gauche, à droite, du côté du public, du côté du privé, pour essayer de sauver la forêt », explique Nicolas.



Les forêts wallonnes. Jonathan Bradfer



Aujourd'hui, ils reçoivent la visite de Vincent Colson, Expert forestier pour l'Office économique wallon du bois, il vient soutenir les citoyens pour la gestion de petite forêt privée. *« Il y a de plus en plus de citoyens qui veulent acquérir un petit bout de forêt. C'est dans l'air du temps et c'est sans doute un effet post-confinement »*, nous dit-il.

Et Nicolas de conclure, les pieds bien ancrés dans le sol riche de la première forêt du collectif : *« Tout le monde se rend compte de l'enjeu du 21^e siècle et la forêt a une influence énorme sur tous les enjeux donc pour nous c'est un terrain de jeu pour avoir un impact ! »*

Jonathan BRADFER, 22 sept. 2022 (RTBF)

GREENPEACE



Bonne nouvelle : *La Chartreuse – petit havre de paix au cœur de la cité liégeoise – est préservée ! Et c'est en partie grâce à vous. Après une incroyable mobilisation de votre part – avec plus de 2 720 emails envoyés – et une volonté sans faille des activistes d'un Air de Chartreuse et Chartreuse Occupée un accord a été conclu. Le dimanche 25 septembre, le Bourgmestre Willy Demeyer a organisé à l'Hôtel de Ville une réunion de conciliation entre la société Matexi, Un Air de Chartreuse et des représentants des occupants du site.*

Les parties ont convenu ce qui suit :

- D'une part, la société Matexi ne poursuivra pas de projet immobilier sur l'ensemble du site lui appartenant.
- D'autre part, les représentants d'Un Air de Chartreuse et les représentants des occupants mettent fin à l'occupation du site sans titre ni droit légal.
- Par ailleurs, Matexi ne fera pas exécuter la décision de justice, en sa faveur, permettant l'expulsion des occupants du site.

La fin de l'occupation et la remise en état du site ont été entamées dès ce lundi 26 septembre 2022. *Nous restons vigilants quant à l'avenir d'une autre partie de la forêt de La Chartreuse qui appartient aussi au promoteur immobilier Matexi.*

Mais pour l'heure, célébrons cette belle victoire.

Si vous voulez vous tenir au courant de l'avancée, n'hésitez pas à suivre la page facebook d'un Air de Chartreuse.

Merci de tout coeur pour votre soutien,

L'équipe de GREENPEACE BELGIQUE

Occupons le terrain

Seraing : grande victoire contre le projet du Cristal Park !

Le collège communal de Seraing a décidé à l'unanimité d'interdire toute construction dans la forêt et les prairies du Val Saint-Lambert. Tout futur projet de réhabilitation des cristalleries devra uniquement s'insérer sur les zones déjà bâties.

C'est une énorme victoire contre un projet – le Cristal Park – qui a englouti 40 millions d'euros sans presque aucun résultat visible, et qui est aujourd'hui passé aux mains de la justice sur fond de faillites de sociétés, de détournements d'argent, d'inculpations du principal promoteur privé...

Cette victoire est le résultat de la détermination du collectif Le Bois du Val, de journalistes d'investigation et de militants politiques, à défendre les espaces verts et à faire éclater la vérité sur ce projet à la fois colossal, nuisible, mensonger et frauduleux. [...]

Le collectif Le Bois du Val reste attentif aux suites de la décision du conseil communal (qui est un pas de géant) puisque celle-ci doit encore être actée juridiquement, notamment par une révision des règlements urbanistiques de la commune.



Nouvelle victoire pour Autour des Orchidées (Liège) !

« Thomas et Piron » a jeté l'éponge : le Conseil d'État vient de l'entériner.



Le collectif Autour des Orchidées, qui est actif sur un quartier de Liège, avait décidé en 2019 d'introduire un recours au Conseil d'État, afin qu'il casse la décision de la Ville de Liège d'octroyer un permis de bâtir à l'entreprise Thomas et Piron pour la construction d'un gros immeuble de 11 appartements en retrait de la rue de Herve (en saccageant pour cela un magnifique parc et en laissant à l'abandon la très belle maison « Art Nouveau » à rue).

Suite au dépôt de ce recours, l'accord entre le propriétaire du terrain et la société Thomas et Piron avait été rompu, la parcelle remise en vente et acquise par l'association Caritas. Celle-ci a remis en état la maison à rue, préservé le parc et mis en œuvre un beau projet d'insertion pour jeunes candidats réfugiés ("mineurs étrangers non accompagnés", selon les termes officiels).

Le 13 mai, notre avocat nous a informés que « Thomas et Piron » renonçait officiellement et définitivement au bénéfice du permis d'urbanisme qui lui avait été octroyé par la Ville de Liège. Ce qui est très drôle, vu qu'il y a près de trois ans que cette société avait jeté l'éponge dans ce dossier !

Le Conseil d'État a rendu son arrêt le 16 novembre 2022 en rejetant la requête du collectif, devenue nulle et non avenue suite à la renonciation du promoteur au bénéfice de son permis d'urbanisme.

Match nul juridique mais nouvelle victoire de la nature contre le béton !



Nous sommes le vivant qui se défend ! »

Dimanche 27 novembre dernier, le collectif citoyen les Bourgeois a mené une action pleine de sens à Bierset avec le soutien de Stop Alibaba &co.

Prenant au pied de la fourche l'appel « Yes we plant » du Gouvernement wallon (Cabinet de la ministre Tellier), une septantaine d'activistes a planté 300 arbres et plusieurs dizaines de mètres de haie sur le site voué à être occupé par l'entreprise Weerts à Fontaine, près de Bierset.

Cette action souligne une nouvelle fois les contradictions énormes portées par le gouvernement qui se prononce en faveur de la neutralité carbone en 2050 mais continue de soutenir et financer ses aéroports. Rappelons que la ministre Tellier, initiatrice du programme Yes We Plant, devra se prononcer quant à l'avenir de Liège Airport début 2023. Nous attendons de la cohérence de sa part...

Voici le communiqué publié par Les Bourgeois après leur « action de sur-obéissance civile » :

Ce dimanche 27 novembre, près de 70 citoyens et citoyennes se sont munis de leur pelle et de leur bêche pour répondre à la campagne « Yes We Plant » initiée par le Gouvernement Wallon. Le temps d'une après-midi, 300 arbres et plusieurs dizaines de mètres de haies ont été plantés afin d'offrir à nouveau un avenir vivant à une zone pourtant promise au béton et aux camions.

À 14 h ce dimanche, le site situé sur la commune de Fontaine a été investi par des citoyens et citoyennes venus donner corps à la campagne wallonne qui promeut le plantage de feuillus et de haies. La zone revégétalisée n'est pas choisie au hasard. Récemment, cet espace a fait l'objet d'une destruction massive d'habitats d'êtres vivants. Le village de Fontaine ainsi qu'une grande zone arborée ont été rasés l'année dernière pour accueillir un nouvel espace d'entreposage et de transport de marchandises, géré par la société de logistique Weerts.

Camille exprime ses motivations : « Par cette action de sur-obéissance civile, j'ai pris les discours politiques au pied de la fourche ! Planter un arbre ici est un acte de citoyenneté. J'agis en cohérence avec le programme politique proposé par le Gouvernement Wallon via sa campagne Yes We Plant ».

La Ministre Wallonne de l'Environnement Céline Tellier s'exprime elle-aussi sur la campagne Yes We Plant « (...) je remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux qui y participent avec enthousiasme ! Planter des arbres et des haies est une action essentielle pour faire face aux importants défis climatiques et restaurer la biodiversité. »

En réponse à 345 quais de chargement, 212 places de parking pour les camions, 131 emplacements de voitures, 224 emplacements vélos, Les Bourgeois dessinent un projet paysan sur ces 35 hectares. Selon un maraîcher namurois, ce projet pourrait ouvrir plus d'une centaine d'emplois temps-plein et nourrirait plus de 2 700 foyers, et ce, sans compter le redéploiement de la faune et flore dans ce milieu de vie diversifiée.

Cette action invite chacun et chacune à imaginer un autre avenir pour la zone de Liège Airport. Un futur qui permette à cette zone de retrouver ses propriétés fertiles originelles pour atteindre la souveraineté alimentaire. Un futur où les capacités naturelles de captation de CO² du monde végétal sont de nouveau célébrées. Et surtout un futur où tous les êtres vivants puissent exister dans un cadre de vie agréable, sain et viable.

Si ces plants devaient être retirés de leur terre, les Bourgeois appellent la société gestionnaire du chantier ainsi que les autorités compétentes à contacter le collectif pour qu'une solution constructive et concertée

soit prise quant à l'avenir de ces êtres vivants. Le collectif veut à tout prix empêcher un second massacre et viendra à la rescousse de ces végétaux.

Published by secretariat on 14 décembre 2022

Adresse mail : lesbourgeois@riseup.net

Page Facebook : https://www.facebook.com/profile.php?id=100087879660339&locale=fr_FR

Contact presse : Delphine Parisis 0492565110



Le combat de Celly-C-Nous « Non à l'urbanisation de nos forêts ardennaises » continue !



Sur la butte du Celly, magnifique espace forestier situé dans le Parc Naturel des Deux Ourthes, à cheval sur les communes de Sainte-Ode et Tenneville dans la Province de Luxembourg, la société d'investissements Mamm-Ut envisage la construction d'un important centre touristique comprenant entre autres un hôtel de 40 suites, des restaurants, un centre wellness, des appartements, jusqu'à 50 gîtes de luxe de grande capacité, pour loger jusqu'à 700 touristes, sans oublier les aménagements annexes : routes, parkings, etc...

Le collectif Celly-C-Nous se mobilise pour protéger ce patrimoine naturel et historique et pour une réaffectation des bâtiments existants après rénovation sans aucune autre nouvelle construction permanente sur le site.

Signez leur pétition (qui a déjà récolté plus de 3 600 signataires !) et demandez avec eux que nos dirigeants/élus mettent un terme à ce projet et travaillent avec les citoyens à un projet alternatif respectueux des enjeux climatiques et environnementaux actuels.

Plus de 2 000 manifestants contre l'extension de l'aéroport de Liège



Dimanche 25 septembre, plus de 2 000 personnes ont manifesté contre l'extension de l'aéroport de Liège à l'appel du collectif Stop Alibaba and c°. Un beau succès dû à une magnifique communication du collectif et une organisation au top : trois cortèges, venus de trois quartiers de Liège et organisés sur les thèmes « Stopper », « Résister » et « Imaginer », et convergeant vers la gare des Guillemins. Cette manifestation avait reçu le soutien de 95 associations !

Un véritable mouvement citoyen a été initié par ce collectif pour ce combat contre l'extension de l'aéroport, un projet colossal dont la réalisation ferait disparaître des dizaines d'hectares de terres agricoles et aurait des conséquences dramatiques sur le plan du climat, de la pollution, du bruit, de la mobilité... Ce projet bénéficie depuis longtemps d'un large soutien politique local et régional, mais de plus en plus de voix s'élèvent pour en souligner les dangers et pour réclamer un moratoire sur sa réalisation, le temps d'analyser clairement toutes les incidences qu'il aurait pour la région liégeoise et même pour toute la Wallonie.

Continuons à suivre et soutenir les actions de Stop Alibaba and c°.

OCCUPONS LE TERRAIN

Occupons le terrain

Les Grenouilles du Bois l'Évêque coassent de plaisir !



Le quartier de *Cointe à Liège* déchaîne les appétits des promoteurs. Bonne nouvelle : l'un d'eux vient de mordre la poussière.

La zone dite du Bois l'Évêque a déjà fait l'objet de plusieurs projets successifs qui ont chaque fois été contestés fortement par les riverains et refusés par la Ville de Liège. Le dernier promoteur en date s'est entêté et a décidé d'aller en recours de cette décision de refus de la Ville auprès du Ministre de la Région wallonne, Willy Borsus.

Mal lui en a pris. Après l'avis négatif du Département de la Nature et des Forêts (DNF) et le refus de la Ville de Liège, il peut maintenant ajouter à la liste un avis négatif de l'administration de la Région wallonne suivi par un refus du ministre Borsus qui bétonne (si on peut dire !) le refus de la demande de permis par la Ville de Liège. Un fameux palmarès !

Mais si les riverains (réunis dans le collectif Les Grenouilles du Bois l'Évêque), les vraies grenouilles et les lucanes du bois l'Évêque soufflent de satisfaction, d'autres projets sont toujours en suspens dans le quartier. Affaire à suivre donc...

Une première victoire pour Esprit Bonnelles !

Lundi 14 novembre, le Conseil Communal de la ville de Seraing s'est exprimé concernant *l'ouverture de voiries* pour deux projets urbanistiques différents à Bonnelles).

Ces deux projets, qui menacent l'existence des derniers prés du village, ont rencontré une inédite opposition citoyenne, laquelle s'est traduite en plusieurs centaines de lettres suite à l'enquête publique.

En vue de faire opposition à ces projets, près de 100 citoyens se sont donc rendus au Conseil communal de ce 14 novembre. À la surprise générale, le Conseil a décidé de refuser l'ouverture de la voirie concernant l'un des deux projets, celui se situant dans le plein centre du village. Par contre, il a accordé un permis partiel pour la voirie du deuxième projet, celui-là étant prévu à proximité de la zone commerciale de Bonnelles.



Dans ce dernier cas, l'accord partiel risque de rendre moins rentable le projet de construction puisqu'il le limite fortement. De plus, cette décision nous protège pour le moment d'un recours à la Région de la part du constructeur.

Les votes actés lors de ce Conseil communal sont une *victoire partielle* pour Esprit Boncelles mais leur combat n'est pas terminé pour autant. De fait, les constructions encore prévues consistent en 21 maisons, dont plusieurs 4 façades, dans une zone de Boncelles qui connaît des engorgements quotidiens. Il y a donc de quoi s'opposer encore à tout cela !



Parc Léopold à Namur : l'ASBL Ramur introduit un recours au Conseil d'État

La campagne pour *sauver le parc Léopold à Namur*, c'est une histoire qui a débuté en 2012 suite à l'annonce d'un projet de centre commercial qui éradiquerait tous les arbres de ce parc en centre-ville. Ce projet est une hérésie environnementale, énergétique, économique totale. Le réchauffement climatique, la perte de biodiversité alarmante, les îlots de chaleur, les pollutions urbaines, le stop béton ; rien de tout cela n'a infléchi le projet soutenu par la majorité politique namuroise (les Engagés, le MR et Écolo).

L'histoire de cette lutte, c'est 12 000 signatures récoltées, une consultation populaire avec plus de 20 000 participants, des dizaines d'actions menées, deux promoteurs en faillite, et aujourd'hui un 3ème promoteur (la société Besix) qui prétend, lui aussi, faire disparaître cet espace vert.



Cette société persiste à vouloir imposer un projet immobilier titanesque sur le site du parc Léopold tout en rejetant les alternatives proposées lors de la consultation citoyenne qui permettraient de satisfaire toutes les parties et de préserver une belle partie de cet espace vert : <http://ramur.be/2021/03/09/quartier-leopold-ramur-ameliore-le-projet-de-besix/>

Ce projet de logements, bureaux et centre commercial implique une modification du Plan de Secteur. C'est le rôle du PRU (Périmètre de Remembrement urbain) dont l'approbation définitive vient d'être signée par le Ministre Borsus malgré la levée de boucliers générale.

Cette procédure vient juste avant le dépôt de la demande de permis intégré qui permettra, si ce permis est accordé, de raser le parc et lancer la construction.

L'ASBL Ramur a donc introduit ce vendredi 21 octobre un recours au Conseil d'État contre le projet de PRU du parc Léopold et lance un appel aux dons pour financer cette action en justice.

Canopea (ex Inter-Environnement Wallonie) soutient l'initiative et propose un crowdfunding au départ de son site web : <https://canopea.koalect.com/fr-FR/project/recours-au-conseil-d-etat-pour-annuler-le-pru-parc-leopold-a-namur?tab=overview>

Pour garantir son indépendance d'action et d'expression, Ramur ne reçoit aucune subvention et ne bénéficie donc pas de l'exonération fiscale des dons.

La confidentialité des versements est strictement garantie et tous dons, même minimes, peuvent contribuer à lutter contre ce projet destructeur.

Si vous souhaitez aider le collectif de toute autre façon, merci de contacter Marcel Guillaume à l'adresse contact@ramur.be ou au 0476.779815.



Les défenseurs de terres agricoles menacés par une extension de zoning à Hondelange interviennent au Parlement Wallon



Les agriculteurs et leurs soutiens ont gagné leur pari : ils ont réuni près de 3 500 signatures sur leur pétition en défense des terres agricoles menacées par une extension de zoning à Messancy (dans le sud de la province du Luxembourg). Ils ont ainsi pu défendre leur position devant le Parlement wallon.

(https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=Wyl0MzUiLCIxazlZjdi bjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjaylsjQxOSlsmU2NWRINzY4ZDU5NCIsZmFsc2V) pour visualiser la présentation (à partir de 14h09) suivie d'un échange de questions/réponses.

Le long combat du Collectif pour la Préservation du Village de Hondelange (CPVH) est expliqué [ICI](#) : https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=Wyl0MzUiLCIxazlZjdi bjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjaylsjQxOSlsmNiMGY0YWY4YjBhNSIsZmFsc2Vd.

Et la réponse piquante du collectif aux affirmations étonnantes du député MR Philippe Dodrimont lors du débat qui a suivi l'intervention citoyenne est [ICI](#) :

https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=Wyl0MzUiLCIxazlZjdi bjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjaylsjQxOSlsmUIOTZINTkxYWFKMClSzmFsc2Vd.

Les chauves-souris au secours du Val Saint-Lambert



Le site du *Val Saint-Lambert* à *Seraing* est un milieu naturel riche d'une biodiversité impressionnante mais il est menacé depuis des années par le « *Cristal Park* », un projet colossal de construction de centaines de bureaux, de logements, de commerces, d'hôtels, de parkings...

Une opposition de plus en plus large se développe contre ce projet qui bat de plus en plus de l'aile. Ces dernières semaines, la Justice a été saisie de plaintes multiples suite aux révélations sur les fausses factures et détournements d'argent commis par le principal promoteur privé de ce projet et sur l'apathie (passablement complice) de la Ville de Seraing dans ce dossier.

Le collectif « Le Bois du Val » se bat pour sauver l'intégralité de ce site remarquable. Sa dernière initiative ne manque pas d'originalité : il a fait réaliser une étude par "analyse de signatures sonores" pour en savoir plus concernant les chauves-souris (chiroptères) présentes sur le site. L'étude a été menée à bien en août par Nils Bouillard, spécialiste international reconnu, et les résultats sont à présent disponibles. On y retrouve pas moins de 10 espèces sur les 24 présentes en Belgique, dont certaines rares et menacées.

Le rapport complet est disponible en téléchargement sur le site du collectif. [...]

Le collectif espère que ceci contribuera à établir un peu plus le caractère précieux du Bois de l'Abbaye à Seraing et à le préserver contre les projets immobiliers qui le menacent !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – Réaction à la sortie médiatique de l'aéroport de Liège du 13 octobre 2022 concernant le renouvellement de son permis d'exploitation



Le

nouveau permis d'exploitation de l'aéroport de Liège contient (enfin) quelques limites (insuffisantes) pour encadrer son futur développement. Inacceptable pour ses dirigeants, qui mobilisent le registre éculé mais efficace du chantage à l'emploi : « 5 000 emplois seraient supprimés avec le nouveau permis, il doit être revu ! » nous alarmaient-ils ainsi, le 13 octobre dernier, dans une mise en scène volontairement catastrophiste. Un chantage à l'emploi non seulement grotesque, mais aussi hypocrite et irresponsable.

Un chantage grotesque

Grotesque, tout d'abord, parce que les sombres prévisions de l'aéroport sont évidemment absurdes. 5 000 emplois, c'est la moitié des 10 000 emplois (directs et indirects) qui existeraient aujourd'hui selon les chiffres (invérifiables) de l'aéroport. Or, pour rappel, le nouveau permis n'impose ni une diminution (pourtant souhaitable, nous y reviendrons), ni même un gel du volume des activités actuelles, mais simplement une limite à la croissance autorisée du nombre de vols, ainsi qu'une réduction progressive des nuisances sonores liées aux seuls vols de nuit. Rien sur les impacts climatiques de l'aéroport (pourtant massifs), aucune référence contraignante aux critères de bruit de l'OMS... Bref, des contraintes finalement légères au vu des urgences écologiques et des niveaux de nuisances actuels. Mais à en croire les dirigeants de l'aéroport, aussi limitées

et insuffisantes soient-elles, ces contraintes menaceraient déjà à elles seules la moitié du volume de l'emploi lié à l'aéroport !

On se demande ce qu'il en sera lorsque l'Union européenne adoptera des mesures imminentes et autrement plus sérieuses comme la taxation du kérosène ou encore l'inclusion des émissions de l'aérien dans les objectifs nationaux liés à l'accord de Paris...

Un chantage hypocrite

Le chantage de l'aéroport est aussi largement hypocrite. On sait en effet que la menace des pertes d'emploi est un argument systématiquement mobilisé par les industries polluantes pour défendre le statu quo en jouant cyniquement sur l'importance des emplois pour la majorité de la population. Pourtant, quand on se soucie véritablement des travailleuses et travailleurs, on anticipe dès maintenant le déclin inévitable des industries dont le développement n'est tout simplement plus tenable, et on réfléchit surtout aux façons d'organiser et de répartir le travail dans une perspective de justice écologique, économique et sociale. À l'inverse, ce que cherchent aujourd'hui à préserver les défenseurs du *business as usual*, ce ne sont pas les emplois (selon l'ONU, 80 millions d'emplois sont menacés par une hausse des températures de 1,5 °C... que l'on est déjà pratiquement certains de dépasser), mais bien un modèle économique qui permet à une minorité de s'enrichir au détriment de la planète, du bien-être des travailleuses et travailleurs qu'elle exploite et de la population dont elle saccage le cadre de vie.

Un chantage irresponsable

Enfin, le chantage de l'aéroport de Liège est aussi et surtout gravement irresponsable. Le GIEC vient encore de nous rappeler que sans une réduction « rapide, radicale et le plus souvent immédiate » des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, nous ne parviendrons pas à limiter la hausse des températures à 1,5 °C, ni même à 2 °C, ce qui aurait des conséquences dévastatrices pour la vie sur terre. Pendant ce temps-là, et malgré des avancées technologiques bien réelles, les émissions du transport aérien continuent d'augmenter. Rien qu'à l'aéroport de Liège, ces augmentations ont annulé ces dernières années la totalité des efforts de réduction réalisés à l'échelle de la Wallonie... Dans ces conditions, entendre les dirigeants de l'aéroport plaider pour des « solutions équilibrées » en continuant de vouloir doubler le nombre de vols d'ici 2040 est tout simplement insupportable. Cela revient soit à nier l'importance et l'urgence des ajustements à effectuer, soit à en reporter la responsabilité sur d'autres secteurs ou acteurs. Dans les deux cas, c'est criminel.

Ce qui menace aujourd'hui massivement des emplois, c'est l'inaction climatique. Nous méritons mieux que les chantages simplistes et démagogiques des partisans du statu quo, a fortiori lorsqu'ils dirigent un instrument économique largement financé par nos impôts.

STOP ALIBABA, 15/10/2022

Prés de Tilff : les bains boiront-ils la tasse ?

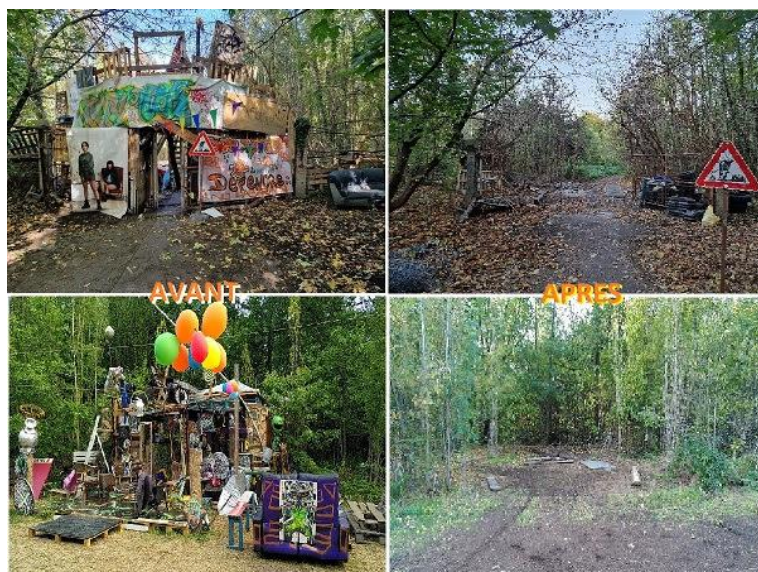


Des installations sportives et une piscine en plein air abandonnées depuis plus de dix ans. Des projets successifs de relance de l'activité qui avortent l'un après l'autre. Et puis l'idée géniale d'un nouveau promoteur : installer une foire permanente avec plusieurs piscines, de nombreuses attractions et de la musique en permanence !

Petit détail : ce bel endroit, les Prés de Tiff, se situe à Esneux au bord de l'Ourthe. On imagine sans peine le plaisir qu'auront les riverains des deux versants de la rivière à écouter de la musique « en permanence ». Mais surtout, l'Ourthe est une rivière qui sort fréquemment de son lit et envahit les rivages. S'ils sont en état naturel, une partie de l'eau peut s'infiltrer. S'ils sont complètement artificialisés, l'eau noie la zone et s'étend plus loin, notamment vers les villages proches.

La présentation du projet du promoteur se veut tout en séduction et passe sous silence tous les dangers. En réaction, cinq comités et collectifs défendant les intérêts de la population se sont regroupés pour protester et pour imaginer un autre avenir pour le site, plus respectueux de la nature et des riverains. [...]

Un air de Chartreuse : La ZAD est partie... mais la « zone » est toujours « à défendre » !



Comme annoncé le mois dernier, une belle victoire a été remportée à Liège par les défenseurs de la Chartreuse, regroupés autour du collectif d'habitants Un Air de Chartreuse et des occupants du site menacé qui s'étaient organisés en Zone à Défendre (ZAD).

Conformément à l'accord qui organisait l'abandon définitif par Matexi de ses projets immobiliers sur le site de la Chartreuse, toutes les installations construites par les zadistes ont été démontées par ces derniers, le matériel utile déménagé pour conservation en vue d'actions futures et le reste évacué par containers. Aujourd'hui le site a retrouvé l'aspect et le calme qu'il avait il y a huit mois – et un gai parfum d'optimisme en prime.

Évidemment, le journal local La Meuse a tenté de déconsidérer les zadistes en prétendant qu'ils n'avaient pas tenu leur engagement dans les délais prévus, ce qui lui a valu une fière réponse des zadistes.

Si nous avons remporté une belle victoire (après 5 ans de lutte !), l'avenir du site n'est pas encore dégagé. Un groupe immobilier flamand a un projet qui, sous couvert de réhabiliter le Fort et ses dépendances, vise à créer un ensemble de logements, une maison de retraites, des magasins, ... sur le site, ce qui détruirait une bonne partie de la forêt urbaine qui s'y est développée. Inutile de dire que ce projet sera combattu avec autant de détermination que celui de Matexi. Puis restera à organiser un avenir plus souriant et plus durable pour l'ensemble du site.

La ZAD est partie mais, aujourd'hui comme hier, la Chartreuse reste une « zone à défendre » et à restaurer.

OCCUPONS LE TERRAIN

Comment se passer de la voiture ?



Ni vélos ni voitures, les « véhicules intermédiaires » prennent de l'ampleur. Certes, le marché reste confidentiel mais velocargos, voiturettes ou tricycles électriques pourraient représenter l'avenir des transports quotidiens.

Ni vélo ni voiture. Il existe d'autres véhicules légers et sobres capables de proposer une alternative aux autos thermiques et électriques pour les trajets quotidiens. Si les vélos à assistance électrique (VAE) et les velocargos sont désormais communs en milieu urbain, d'autres modes de transports encore confidentiels pourraient les rejoindre. Speed-pedelects, vélomobiles, vélovoitures, microvoitures et voiturettes... sont prometteurs, alors que les ressources s'épuisent et que le prix des carburants augmente.

Chercheur sur la transition énergétique des transports, Aurélien Bigo l'assure : « Leur potentiel est énorme ! Les véhicules intermédiaires étendent le domaine de pertinence du vélo : transport des enfants, de charges, protection des intempéries... Ce sont des véhicules beaucoup plus sobres en matières, en espace et en énergie, disponibles là où la voiture est aujourd'hui utilisée. »

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 68 % des actifs se rendent seul et en voiture au travail. Or, « la distance moyenne domicile-travail en France est d'environ 15 kilomètres, la plupart de ces trajets sont tout à fait réalisables en véhicules intermédiaires, pointe Frédéric Héran, économiste des transports et urbaniste au Clerse, le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques. Une voiture, c'est 1,25 tonne pour transporter en moyenne 110 kilos de charges. Un ratio très médiocre ! Et c'est encore pire quand on prend en compte l'empreinte matière : pour fabriquer une voiture, on mobilise 7 à 10 tonnes de matériaux. »

Tour d'horizon des véhicules intermédiaire, en dix types :

Vélos à assistance électrique (VAE)

Leur assistance au pédalage jusqu'à 25 kilomètres par heure leur permet de doubler les distances parcourues à vélo et de faciliter les trajets dans les territoires à dénivelés. En 2021, les VAE représentaient 24,5 % des vélos vendus en France selon l'Observatoire du cycle, et pourraient dépasser 50 % en 2022. Leurs prix varient de 600 euros à plus de 2 000 euros selon les modèles.



Infirmière, elle se rend à son travail à l'hôpital de Millau (Aveyron) en vélo électrique, février 2022. © Pierre Morel

Vélocargo et vélos spéciaux

Rarissimes en France avant 2010, les vélocargos font désormais partie du paysage. Ils permettent de transporter jusqu'à 300 kg de charges et peuvent être munis d'une assistance au pédalage. Les modèles s'adressent autant aux familles qu'aux professionnels. Plombiers, électriciens et déménageurs enfourchent au quotidien leurs biclous spécialisés pour travailler, leurs outils à disposition dans leur coffre. Et les ventes s'envolent : 3 000 unités vendues en 2019, 11 000 en 2020, et 17 000 en 2021. Le prix de ces vélos s'échelonne de 2 000 euros pour le modèle de base, jusqu'à 9 500 euros pour le plus sophistiqué.



Diane et ses deux enfants à Paris. Les vélocargos s'adressent autant aux familles qu'aux professionnels. © Marion Esnault / Reporterre

Tricycles pour adultes et handicycles

« Certains véhicules, qui ne sont pas encore apparus en France, devraient s'imposer », promet Frédéric Héran. Tricycle et handicycle en font partie selon le chercheur. Ces modèles extrêmement stables permettent aux personnes souffrant de problèmes d'équilibre ou de handicaps de se déplacer de façon autonome et sécurisée.

Un marché de niche en France, mais en pleine croissance aux Pays-Bas et en Allemagne. Les prix s'étalent de 300 à 900 euros pour les tricycles, et de 3 000 à 5 500 euros pour un handicycle électrique.

Vélo à assistance électrique (VAE)  Gitane	Speedelec  Medeo T10	Tandem  Gitane	Tricycle  Damius	Vélo allongé (long tail)  Respire
Vélo pliant  Brompton	Vélo pliant électrique  Tern	Biporteur  Douze Cycles	Triporteur  Nihola	Triporteur pour enfants  Chike kids
Triporteur familial  Wello family-up	Vélo poussette  Wike Salamander	Rickshaw  Amsterdamer	Vélo taxi 8 enfants  GoCab	Rosalie  France quadricycle
Vélo modulaire  Add bike	Vélo modulaire  Cigogne cycle	Caddy  Donkey	Remorque autotractée  Toutenvélo	Porte-palette pour vélo  BicyLift trailer
Vélo couché  Lacka	Trike  Ice Adventure	Handicycle  Hase	Vélo pousseur  Rollfiets	Vélo pour fauteuil roulant  Benur
Tricycle pendulaire  Longabike	Vélobobile  Velocar type H (Mochet)	Vélobobile  Frikar	Vélobobile  Quest	Vélobobile  Milan SL MK7
Vélo-voiture  Veemo	Vélo-voiture  Podride	Vélo-voiture  Midipile	Vélo-voiture  Tricycar	Micro-voiture  EV4
Quadricycle protégé  EU-Live (Peugeot)	Tricycle protégé  Velocipedo (Torrot)	Voiturette  Ami (Citroen)	Voiturette  City Pack (Aixam)	Voiturette  C+Pod (Toyota)
Tricycle avec cabine  EEC	Mini-voiture avec pédalier  Twike 5	Mini-voiture  Twizy 80(Renault)	Mini-voiture  Minimó (Seat)	Mini-voiture  Micro electric

Groupement pour l'étude des transports urbains modernes

Vélos pliants

Pratique pour les adeptes de l'intermodalité, les vélos pliants gagnent du terrain sur les pistes cyclables et dans les transports en commun. Leur conception nécessite d'accorder prix, facilité de pliage, légèreté et résistance des matériaux. La gamme de modèles disponibles est vaste, ses prix vont de 200 à 2 000 euros. Les experts recommandent cependant d'y mettre le prix pour trouver un modèle intéressant.

Speed pedelec

Au premier coup d'œil, on pourrait les confondre avec des vélos électriques typiques. La différence se joue sur leur puissance. Ces « *speed bikes* » sont capables de rouler jusqu'à 45 km/h avec leur assistance électrique. Une vitesse idéale pour les trajets interurbains mais qui les classe dans la catégorie des cyclomoteurs et leur impose des plaques d'immatriculation, un rétroviseur, le permis AM [1] et le port du casque. L'usage des pistes cyclables leur est interdit. Frédéric Héran observe : « *Ce n'est pas du tout recommandé en ville de rouler aussi vite et ce serait dangereux. Mais en montagne ou à la campagne, cette solution est intéressante. Elle est déjà en plein essor en Suisse, aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Belgique.* » Il faut compter entre 3 000 à 8 000 euros selon les modèles.



Ce speedelec peut rouler jusqu'à 45 km/heure (et peut bénéficier d'une double batterie). *Moustachesbike*

Vélobobiles

Légalement des vélos, plus proches de la voiture, les vélobobiles sont des véhicules couchés et carénés. Le cycliste, protégé des intempéries, pédale en position allongée avec force et confort. Pour la même énergie dépensée que sur un vélo classique, ces vélobobiles vont deux fois plus vite. Néanmoins, Frédéric Héran reste prudent : « *Ils sont bas sur la route et peu pratiques pour des usagers lambda. Ils sont plutôt faits pour la vitesse ou les loisirs que des déplacements utilitaires.* » Les prix s'étendent de 2 500 à 10 000 euros.

Vélovoitures

Trois ou quatre roues, un habitacle généralement fermé, de une à trois places et des pédales. Le vélovoiture dispose d'une assistance électrique au pédalage qui peut aller de 25 à 45 km/h selon les modèles. « *Ils pourraient remplacer une voiture pour les trajets domicile-travail de 20 à 30 kilomètres, dit Frédéric Héran. On est aujourd'hui dans une phase d'élaboration de nouveaux modèles.* » Ces véhicules coûtent entre 6 000 et 9 000 euros.



Michel et Hélène Jacquemin et un prototype de Vélovoiture, en février 2022 à Saint-Beauzély (Aveyron). © Pierre Morel

Deux-roues, tricycles et quadricycles motorisés

Semblables à des motos, ces deux-roues, tricycles ou quadricycles motorisés peuvent bénéficier d'un toit ou d'un habitacle protégé. Ces véhicules peuvent rouler jusqu'à 90, voire 130 km/h, et certains d'entre eux sont électriques. Mais leur vitesse et leur faible protection laissent les experts dubitatifs quant à leur essor. « *En*

France, 20 à 25 % des morts sur la route sont des usagers de deux-roues motorisés », rappelle Frédéric Héran. Il faut compter entre 6 000 à 15 000 euros pour les modèles dotés d'un habitacle.

Microvoitures

Aussi légères que confidentielles, les microvoitures ont l'allure de quads urbains électriques. Dépourvues de pédaaliers, elles disposent d'une à deux places et d'une toiture. Elles sont limitées à une puissance de 4 kilowatts, et pèsent généralement moins de 100 kg. Elles coûtent entre 9 000 et 13 000 euros.

Voiturettes

Elles sont apparues un matin devant les lycées privés huppés, et font désormais un tabac chez les adolescents fortunés. Ces voitures sans permis sont limitées à 425 kg, roulent jusqu'à 45 km/h et tendent à devenir électriques. Leur marché est en plein essor : 16 000 modèles ont été vendus en 2021, notamment la Citroën AMI au prix compétitif de 7 000 euros contre 11 000 à 15 000 euros pour ses concurrents.



Une voiturette électrique au Mondial de l'auto de 2022 : 2,44 mètres de long, 1,5 mètre de large, 500 kilogrammes avec la batterie. © Scandola Graziani / Reporterre

L'essor « dépendra des soutiens apportés par les politiques publiques »

L'essor des véhicules intermédiaires est freiné par l'hégémonie du modèle automobile : la dépendance profonde de la société à la voiture individuelle, le poids des représentations sociales et la puissance des logiques de production. *« C'est tout un ensemble qu'il faut faire évoluer par une approche systémique, en commençant par la publicité. Les constructeurs automobiles consacrent 10 % de la valeur de la voiture dans la publicité, voire 15 % pour les SUV. Tant que l'imaginaire sera verrouillé, on ne pourra pas avancer, appuie Frédéric Héran, pour qui l'exemple doit venir des politiques. Si nos dirigeants continuent à faire tous leurs déplacements en voiture, c'est impossible. Aux Pays-Bas, les deux tiers des députés viennent en vélo au Parlement. »*

Développement massif ou marché de niche, *« tout dépendra des soutiens apportés par les politiques publiques pour aider la filière à passer à l'échelle industrielle, de l'engouement du public, et des contraintes globales comme le prix des carburants »,* prévoit Aurélien Bigo. Reste selon le chercheur au grand public de tester ces véhicules pour s'en faire sa propre impression : *« Il faut une opportunité pour tester, et se rendre compte qu'il y a un côté ludique, presque défouloir, avec une coupure domicile-travail intéressante. Que les gens puissent décider : est-ce qu'il y a un plaisir à utiliser ces véhicules ? »*



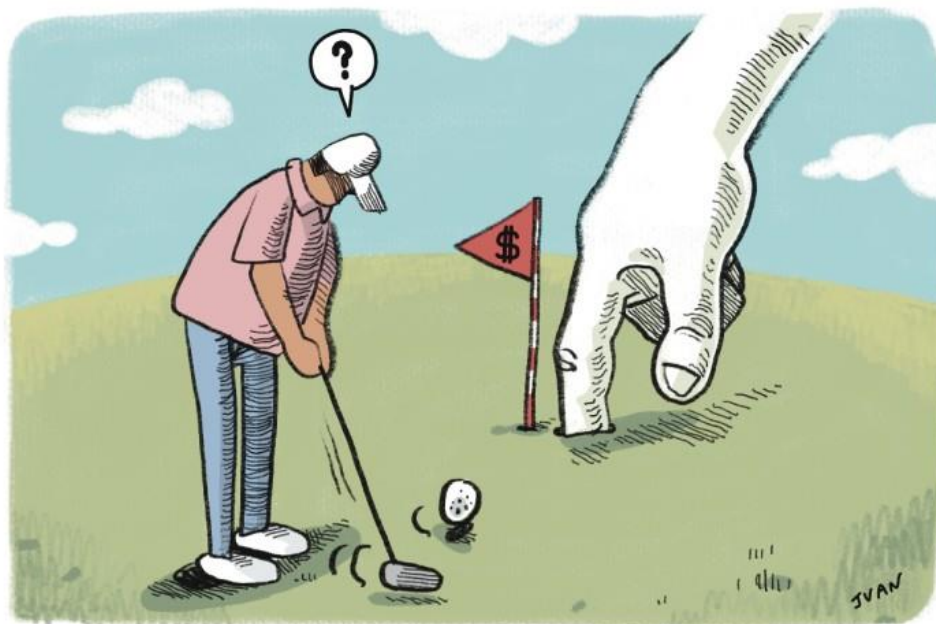
Des vélomobiles plutôt que des voitures électriques

Notes

[1] La catégorie AM permet de conduire dès 14 ans des cyclomoteurs (motocyclettes de moins de 50 centimètres cubes) et des voiturettes (quadricycles légers). Elle est délivrée à l'issue d'une formation d'une durée minimale de huit heures. Cette catégorie est la seule exclue du régime de permis à points.

Moran KERINEC (Reporterre), 16 novembre 2022

Luttes locales, sabotages... Le mouvement climat toujours vaillant



Après plusieurs années de lutte, le mouvement climat revient avec une nouvelle stratégie, plus offensive : sabotages, dénonciation des ultrariches, conquête de l'Assemblée nationale...

Face à la destruction du monde, elles et ils se remontent les manches. Où en est le mouvement pour la justice climatique ? Reporterre a posé la question à une quinzaine d'activistes qui y sont engagés. Dans une enquête en deux volets, nous revenons sur quatre ans d'une lutte intense et évoquons leur stratégie pour qu'une société juste et écolo advienne.

Après une année marquée par l'élection présidentielle et l'omniprésence médiatique de l'extrême droite, la guerre en Ukraine et une crise énergétique galopante, le mouvement climat compte revenir en force. Par quels moyens ? Pour le savoir, Reporterre s'est entretenu avec quinze personnalités qui le composent. Voici leur stratégie pour lutter contre la destruction du monde :

I- Renforcer les luttes locales

Des nouveaux entrepôts Amazon, des fermes usines, des autoroutes, des extensions d'aéroports, des mégabassines... Héritières du combat contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les luttes locales contre des projets imposés se sont multipliées ces dernières années. En atteste la carte des luttes de Reporterre, qui ne cesse de se garnir depuis sa création en 2019, pour atteindre maintenant 531 projets contestés.

Souvent initiées par des riverains, elles attirent de nombreux militants entrés dans le mouvement climat en 2018. Pourquoi ? « Comparé à la lutte globale contre le changement climatique, qui peut paraître parfois trop grande et décourageante, arriver à empêcher la construction d'une route ou d'un aéroport est très motivant, dit Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace. Il a un effet "retour sur investissement" immédiat, la sensation d'avoir une prise face à un système dévastateur. »



Manifestation contre Amazon à Rouen, en février 2022. © NnoMan Cadoret/Reporterre

À partir de mars 2021, une constellation de personnes en lutte pour un monde habitable et désirable, réunies derrière l'étiquette des Soulèvements de la terre, a préparé un programme d'actions contre « le ravage climaticide » et pour s'attaquer simultanément à tous ces projets. Pour Léna Lazare, membre de Youth For Climate et des Soulèvements de la terre, ces terrains de bataille « ancrés » sont « un horizon important pour le mouvement climat » : « Ils permettent d'attaquer nos ennemis à des endroits où il y a plus de brèches, de tisser une culture de la résistance entre les habitants d'un territoire et de bâtir des projets d'autonomie politique. »

Depuis quelque temps, épaulées par des organisations comme Les Amis de la Terre, ces luttes se relient et tendent à former des coalitions à envergure nationale : contre les projets routiers, contre l'industrialisation des forêts, contre les mégabassines, ou encore pour stopper Amazon. « Il faut faire en sorte que ces luttes ne restent pas isolées à un niveau local, car elles se heurtent toutes à des politiques publiques et à des enjeux nationaux », dit Chloé Gerbier, cofondatrice de Terres de luttes, une association créée à l'été 2021, qui propose des partages d'expérience, d'outils et de compétences à destination des luttes locales.

Sous leur impulsion, il est par exemple de plus en plus difficile, pour l'entreprise Amazon, d'implanter ses entrepôts en France. Des zad sont par ailleurs nées au Carnet (Loire-Atlantique), à Pertuis (Vaucluse) ou plus récemment à La Clusaz (Haute-Savoie). Le rapport de force reste compliqué, mais cette tendance réjouit un membre de l'appel pour des forêts vivantes, qui a souhaité rester anonyme : « Ces luttes sont une invitation à reterritorialiser le mouvement climat, pour qu'il retrouve la terre qui le porte, qu'il ne soit plus déraciné ou seulement urbain. L'écologie s'ancre dans des milieux de vie, qu'il faut apprendre à connaître et à chérir pour mieux les défendre. »

2- Assumer plus de radicalité

Face à l'urgence climatique, les militants climat ont conscience qu'ils ne peuvent plus se contenter de protester poliment. Comme l'a montré une récente enquête de Reporterre sur le sabotage, ils sont de plus en plus désireux de neutraliser directement les responsables du désastre. « Le niveau de confrontation acceptable s'est élevé », observe Jean-François Julliard. « Après quatre années à lutter sans obtenir de changement de cap politique, la nécessité de "désarmer" les projets écocidaires, quitte à dégrader du matériel, est de plus en plus consensuelle au sein du mouvement », confirme Léna Lazare.



Une bassin sabotée en Charente-Maritime, le 6 novembre 2021. © Corentin Fohlen/Reporterre

L'enquête sociologique sur la « *génération climat* » menée par le CNRS en 2021 met en lumière la tolérance de la nouvelle génération à « *la violence physique sur des objets* », en particulier chez celles et ceux engagés dans Alternatiba, ANV-COP21 ou Extinction Rebellion. Un constat qui se retrouve dans nos entretiens : toutes les personnalités interrogées par Reporterre, y compris dans des organisations qui ne pratiquent jamais le sabotage, ont bien accueilli le débâchage de plusieurs mégabassines – des réserves d'eau immenses – dans le sud de la Vendée fin 2021.

Attention, néanmoins, à « *ne pas tomber dans le fétichisme des gestes* », prévient Anton, d'Extinction Rebellion. « *Le sabotage n'est pas toujours opportun, estime aussi Chloé Gerbier. Il doit être pensé dans un mouvement stratégique global de mobilisation plus large, parmi d'autres modes d'action possible. Les mouvements victorieux, comme à Notre-Dame-des-Landes, sont souvent ceux où l'on utilise le mieux la complémentarité des tactiques [zone à défendre, pétitions, marches, créations artistiques, actions directes...].* »

3- Nommer les criminels climatiques

Au cœur d'un été caniculaire et à l'aube de la crise énergétique, Emmanuel Macron a annoncé « *la fin de l'abondance* ». Le gouvernement a multiplié les injonctions de sobriété aux ménages : baisser la climatisation et le chauffage, couper le wifi. Dans le même temps, comme l'ont révélé les comptes Twitter I Fly Bernard et Yacht CO₂ tracker, Bernard Arnault (LVMH), Vincent Bolloré, Martin Bouygues, François Pinault (Kering) ou Patrick Pouyanné (TotalÉnergies) n'ont cessé de voyager à bord de leurs avions et de leurs yachts.

« *Le séparatisme des riches est inacceptable, d'autant plus quand on demande aux citoyens de se serrer la ceinture* », observe Annick Coupé, porte-parole d'Attac, qui rappelle que 63 milliardaires français émettraient au moins autant de CO₂ que la moitié de la population. C'est pourquoi Attac et Extinction Rebellion ont décidé de lancer une campagne commune visant à « *désarmer les criminels climatiques* ».



Des activistes bloquant l'aéroport du Bourget, le 23 septembre 2022. © NnoMan Cadoret / Reporterre

Les activistes appellent à multiplier les actions consistant à investir et bloquer les sièges des entreprises appartenant aux « ultrariches », à neutraliser les halls d'embarquement de leurs avions, les quais d'amarrage de leurs yachts ou encore les greens de leurs terrains de golf. « Par leur patrimoine, leur influence médiatique et leur consommation directe d'énergie, ce sont eux les "criminels climatiques", les représentants d'un système qui nous emmène dans le mur : il ne faut plus avoir peur de les nommer directement », affirme Anton, d'Extinction Rebellion.

4- (Re)construire un mouvement de masse

Le mouvement climat doit-il poursuivre ses marches nationales ? Le débat a parfois été vif, celles-ci étant jugées trop peu confrontatives. « Après toutes les manifestations de 2018 et 2019, j'ai eu le sentiment de tourner en rond », confie Léna Lazare. « J'entends ce sentiment, les marches prennent souvent un caractère rituel, assure Vincent Gay, sociologue et membre d'Attac. Mais tant qu'on n'en attend pas des miracles, il faut continuer de faire apparaître une majorité culturelle sur la question climatique et ne pas délaisser ces moments-là. J'ai été très déçu qu'il n'y ait pas de manifestation, lors de la rentrée sociale, après trois mois de canicule. »

Pour Pablo Flye, militant de 18 ans au sein de Fridays For Future, les marches permettent de recruter : « On le voit bien dans notre mouvement, il est nécessaire de conserver des points d'entrée faciles, avec un coût d'engagement faible pour de nouveaux militants. C'est souvent, pour eux, la première étape avant des actions plus radicales ». « Le mouvement climat est sur un chemin de crête : il doit trouver une synthèse astucieuse entre la montée en radicalité, une culture de la résistance, et la construction d'un mouvement de masse », analyse le militant Jon Palais, pour qui « un mouvement marginal ne changera pas radicalement le système ».



Manifestation avant le sabotage de la bassine de Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres), le 6 novembre 2021. © Corentin Fohlen / Reporterre

Les récentes mobilisations autour des mégabassines ont par ailleurs rappelé que les marches pouvaient aussi prendre une forme plus offensive. C'est le cas des « *manifs actions* » : au cours de certaines marches, des dizaines de personnes présentes dans le cortège se sont attaquées aux mégabassines et les ont mises « *hors d'état de nuire* », tout en étant protégées par la masse de manifestants.

5- Tisser des alliances

Un front commun est possible. La preuve : le 18 juillet 2020, après des mois de rencontre, des militants du mouvement climat, notamment d'Alternatiba, manifestaient aux côtés du comité La vérité pour Adama derrière le slogan « *On veut respirer* ». Quelques mois plus tôt était né le collectif Plus jamais ça, regroupant une quinzaine d'organisations environnementales comme Greenpeace, France Nature Environnement (FNE), les syndicats CGT, Solidaires et la Fédération syndicale unitaire (FSU), mais aussi Oxfam, Attac ou la Confédération paysanne, afin « *de donner à voir que l'écologie et le social sont une seule et même question* », expliquait Benoît Teste, secrétaire général de la FSU.

Le 13 juin 2021, la première maison de l'écologie populaire, Verdragon, a ouvert ses portes en Seine-Saint-Denis, portée en commun par Alternatiba et le Front des mères. Le samedi 9 avril dernier, à la veille du premier tour de la présidentielle, la « *marche pour le futur* » a rassemblé divers collectifs souhaitant mettre la justice, le climat, l'égalité et la paix au cœur des débats.



Samedi 18 juillet, à Beaumont-sur-Oise, la génération Adama et la génération climat ont marché ensemble pour exiger vérité et justice pour Adama. © *Amanda Jaquel/Reporterre*

« *Ces alliances sont primordiales et doivent être consolidées, dit Élodie Nace, porte-parole d'Alternatiba et ANV-COP21. Elles sont une manière de clarifier quelle société on veut : plus juste, plus digne, sur une planète vivable. Nous ne voulons pas du repli sur soi de l'extrême droite, ni du technosolutionnisme du capitalisme. Les combats contre le racisme, les violences de genre, la précarité et le chaos climatique s'entremêlent. À nous, mouvement climat, de faire de la place à la parole des principaux concernés. Ça fait deux élections que Marine Le Pen est au second tour, elle gagne du terrain. On ne peut pas juste à chaque élection se dire "Ouf", jusqu'à la prochaine. Il faut travailler sur cet imaginaire, construire un projet de société désirable.* »

Pour Gabriel Mazzolini, chargé de mobilisation aux Amis de la Terre, « *l'hiver qui vient sera décisif* » : « *Avec la crise des prix de l'énergie, on va vivre des augmentations hallucinantes et toutes les conditions sont réunies pour que la colère explose. Nous devons être au cœur d'un front commun pour forcer la transition énergétique et alimentaire, et porter des mesures profondément sociales comme l'isolation thermique des logements.* »

6- Entrer dans les institutions ?

Alma Dufour, Claire Lejeune, Marie Pochon, Noé Gauchard... Activistes au sein du mouvement, elles et ils ont décidé, avant les élections législatives, de se lancer à la conquête de l'Assemblée nationale. « *Si on a autant de retard, c'est aussi parce qu'on n'a pas assez de représentants politiques qui ont les luttes écologiques et sociales chevillées au corps*, dit Alma Dufour, devenue députée Nupes de la 4^e circonscription de Seine-Maritime. *Il ne*



faut pas avoir peur de le dire : il faut conquérir le pouvoir, infuser de partout, mettre en branle tous les moyens possibles, y compris ceux de l'État. »

Alma Dufour

INTERDICTION DES JETS PRIVÉS. Avec @Portes_Thomas, @ALeaument, @ManonMeunier_UP nous déposons une proposition de loi pour interdire l'usage des jets

privés. Explications

10:29 AM · 12 sept. 2022

L'intérêt de ces trajectoires ne fait pas consensus au sein du mouvement climat. Certains estiment qu'elles l'affaiblissent en l'amputant de militants chevronnés. C'est pourquoi elles concernent, pour l'heure, « des réflexions individuelles, et pas une volonté concertée du mouvement pour envoyer des relais dans les institutions », dit Élodie Nace, porte-parole d'Alternatiba.

Il n'en reste pas moins qu'« à un moment donné, la question des débouchés politiques se pose quand même pour le mouvement, étant donné l'ampleur des

changements dont on a besoin », estime Nicolas Haeringer, membre de 350.org. « On a besoin de lois pour taxer les superprofits ou interdire les véhicules lourds, et d'institutions qui réapprennent à dire non aux lobbies », précise-t-il. « Avoir des députés favorables à ce que l'on défend, je prends. À nous de faire pression pour qu'ils gardent le cap », juge quant à lui Gabriel Mazzolini.

La stratégie du mouvement climat et de ses activistes sera-t-elle payante ? Les prochaines semaines promettent d'être agitées, dans le contexte de la crise énergétique et d'une précarité galopante. Au menu : des actions ciblant les « criminels climatiques », des jeunes qui se préparent à occuper leurs écoles et leurs universités d'ici la fin de l'année, la mise hors service de la publicité lumineuse, ou encore les actions imprévisibles de nouveaux collectifs, comme Dernière rénovation, qui appelle à la « résistance civile ».

En attendant, dans la seconde partie de cette enquête, Reporterre revient sur quatre années de lutte intense pour la justice climatique.

Alexandre-Reza KOKABI (Reporterre)
20 octobre 2022

Le grand retour du sabotage

À la croisée des chemins, le mouvement écologiste s'interroge sur ses pratiques et renoue avec des gestes plus offensifs, comme le sabotage. Une façon de s'opposer frontalement au désastre qui vient. [Enquête 1/2]

Le temps de la protestation polie est peut-être définitivement révolu. À mesure que la catastrophe climatique se précise et devient de plus en plus palpable, le sabotage revient sur le devant de la scène. Sa pratique gagne en légitimité et se généralise au sein du mouvement écologiste.

Il suffit de voir son essor ces derniers mois, au cœur d'un été suffocant : des dizaines de greens de golf ont été bouchés au béton, des jacuzzis détruits et des SUV dégonflés dans plusieurs villes du pays. Dans le sud de la Vendée, plusieurs mégabassines – des réserves d'eau immenses – ont été débâchées. Face à l'urgence climatique, des activistes ont décidé de cibler directement les responsables du désastre et les comportements polluants des plus riches.

« On tend de plus en plus vers une écologie de la conflictualité », atteste le sociologue Manuel Cervera-Marzal, auteur de *Résister* (éd. 10-18). « On sort enfin de l'idée que l'écologie serait ce qui nous rassemble et que l'on serait tous sur le même bateau. L'écologie est, en réalité, ce qui nous divise. Des gens ont intérêt à lutter contre le réchauffement climatique, d'autres se font de l'argent sur la crise », souligne le chercheur, qui voit dans le développement actuel du sabotage « une forme renouvelée de désobéissance civile ». Une nouvelle manière de dire non et d'assumer la fracture dans une époque gangrenée par le greenwashing où tout le monde se prétend écolo.



Une bassine sabotée en Charente-Maritime, le 6 novembre 2021. © Corentin Fohlen/Reporterre

Avec le sabotage, il ne s'agit plus seulement de se faire entendre ou d'espérer vainement être écouté par le pouvoir, les activistes veulent très concrètement entraver, gêner et ralentir la machine qui nous menace, « combattre le feu par le feu » [1]. « Si quelqu'un a placé une bombe à retardement dans votre maison, vous êtes en droit de la débrancher et de la détruire », affirme ainsi le chercheur Andreas Malm dans *Comment saboter un pipeline*, un livre qui a connu un certain succès dans le milieu militant.

« Il n'est plus possible de militer comme nous le faisons avant »

Aujourd'hui, aucun secteur économique n'est épargné. Des distributeurs de billets de banque sont mis hors service. Des milliers de trottinettes électriques sont sabordées. Chaque mois, des antennes relais 5G continuent de brûler. Des compteurs Linky sont démontés. Pour lutter contre l'exploitation forestière, des abatteuses sont incendiées. En région parisienne, des usines de ciment Lafarge sont attaquées. À Bure (Meuse), des sous-traitants du nucléaire sont pris pour cible, la voie ferrée qui devait acheminer les déchets radioactifs a été endommagée. Dans le Bugey (Ain), des antisépécistes ont mis le feu à un abattoir. Partout, des miradors de chasse ont été dégradés. Pour

dénoncer l'élevage hors-sol, d'autres activistes ont même vidé un wagon de céréales en mars dernier tandis que des vendanges sauvages ont pillé le vignoble de Bernard Arnault cet été.



Action des Soulèvements de la Terre devant un site cimentier à Gennevilliers, le 29 juin. © NnoMan Cadoret/Reporterre

Les actions se multiplient aussi sur le front des luttes locales, où le sabotage est pleinement revendiqué pour freiner les grands projets dits inutiles. Encore récemment, à l'ancienne ZAP du Pertuis, des machines de l'entreprise Pellenc ont été dégradées. Dans le Marais poitevin, des mégabassines sont régulièrement sabotées.

« Il y a clairement une popularisation de ce mode d'action », estime un membre de l'équipe des Soulèvements de la Terre. Le militant antinucléaire et antiLinky Stéphane Lhomme y voit « une résistance diffuse » : « Nous sommes dans une période très mouvante de l'histoire. Des portes s'ouvrent, avec de nouveaux imaginaires et de nouvelles pratiques. »

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte général, qui touche tout le monde occidental. En Allemagne, un groupe écolo a lancé les Fridays for Sabotage. Aux États-Unis, des oléoducs sont régulièrement visés. En Angleterre, des « Tyre Extinguishers » – littéralement dégonneur de pneus – sévissent dans les villes. Des livres et des brochures circulent, et des tutos sur internet rendent ces gestes facilement reproductibles. Les militants n'hésitent plus à se filmer, à se mettre en scène, à communiquer massivement. On se montre en train d'agir, en train de bloquer physiquement la machine.

« Une radicalisation express »

Le sabotage a toujours existé dans les luttes écologiques, mais il semble aujourd'hui acquérir une plus grande acceptabilité. L'enquête sociologique sur la « génération climat » menée par le CNRS en 2021 met en exergue la tolérance de la nouvelle génération à « la violence physique sur des objets », en particulier chez celles et ceux engagés dans Alternatiba, ANV-COP21 ou Extinction Rebellion.

De manière plus générale, un tiers des personnes interrogées disent comprendre le recours à des actes violents pour s'opposer à des décisions politiques. Ce sentiment est partagé par 15 % des plus de 65 ans et par 47 % des 18-24 ans, selon une étude de Harris Interactive. Ces chiffres sont complètement inédits sous la V^e République.

« Les règles du jeu ont volé en éclats »

Après la révolte des Gilets jaunes et sa répression, un constat s'impose : « Il n'est plus possible de militer comme nous le faisons il y a vingt ans, ni même il y a cinq ans. Les règles du jeu ont volé en éclats, observe ainsi le chercheur Manuel Cervera-Marzal. La manifestation a perdu son côté subversif et l'interpellation des pouvoirs publics peut paraître inefficace, inutile, voire dépassée. »

Le sociologue parle de « théorème du TGV » pour illustrer « les parcours de radicalisation express des militants écologistes ». Cette transformation s'explique, selon lui, de plusieurs manières : l'aggravation objective de la situation, le sentiment d'urgence et d'impuissance qui ronge les activistes et le tournant autoritaire du pouvoir.

Le rôle pivot de la zad

« Il y a aussi une humeur anarchiste propre à notre époque, analyse un membre d'Extinction Rebellion ayant participé à des actions de dégonflage de pneus. Nous trouvons plus de sens à nous organiser par le bas, par nous-même, via des petits groupes affinitaires en agissant concrètement contre les pollueurs, plutôt qu'à être aux ordres de certaines ONG aux happenings trop souvent inoffensifs. »

La porosité entre le mouvement écologiste et le milieu libertaire, très présent sur les zad, a sûrement joué un rôle. Les liens se sont raffermis ces dernières années. La bataille de Notre-Dame-des-Landes et la séquence qu'elle a ouverte avec la multiplication des luttes territoriales ont nourri les réflexions stratégiques et les occasions de rencontre.



La levée d'un tronc au festival Zadenvies à Notre-Dame-des-Landes, en juillet 2022. © Théophile Pouillot-Chévara / Reporterre

« Sur la zad, nous avons toujours assumé la complémentarité des pratiques, de la pétition aux sabotages, des recours juridiques à l'affrontement avec les forces de l'ordre, rappelle Sylvain, un habitant du bocage. Tout au long de la lutte, Vinci a subi des dégâts matériels conséquents et les travaux préliminaires de l'aéroport ont été en permanence attaqués. C'est cette culture de la résistance, associée à un mouvement de masse, qui a permis d'arracher la victoire. »

Cet imaginaire s'est peu à peu répandu. « Les mouvements sociaux sont désormais plus intelligents, moins identitaires, veut croire un compagnon de route du mouvement climat, qui souhaite rester anonyme. On essaye de mieux se comprendre entre différentes composantes, il y a plus de soin, moins de jugement. L'heure est au pragmatisme, pas au fétichisme. Tout le monde s'interroge sur ses modes d'action et la manière d'être véritablement efficaces. »

La circulation entre les mondes se fait plus facilement, les militants échangent abondamment. Des membres des Soulèvements de la Terre ont par exemple été invités à participer aux journées d'été de Greenpeace et de la CGT en août dernier.

« Retourner l'arme de l'ennemi contre lui-même »

Au creux de ces réflexions, d'anciens récits resurgissent, ils réactivent une mémoire militante parfois trop sélective. On redécouvre peu à peu les gestes offensifs qu'ont pu avoir nos aînés, avec les campagnes de sabotage contre le nucléaire, les OGM ou l'élevage industriel.

Déjà dans les années 1970, des penseurs de l'écologie parlaient du sabotage comme d'une forme « d'autodéfense » face au ravage du monde. « La morale l'emporte sur la légalité, écrivait Günther Anders [2]. Il est nécessaire d'intimider ceux qui exercent le pouvoir et nous menacent, de les menacer en retour et de neutraliser ces politiques qui sans conscience morale s'accommodent de la catastrophe quand ils ne la préparent pas directement. »

La penseuse écoféministe Françoise d'Eaubonne a même forgé le concept de « contre violence » pour qualifier les sabotages écologiques. « Une action très indiquée dans le retournement de l'arme de l'ennemi contre lui-même », déclarait-elle [3].

Les militants actuels parlent désormais de « désarmement », une subtilité sémantique qui bouscule les imaginaires politiques. « Ce terme permet ainsi de clarifier notre attention et de réanimer le débat de manière fertile, estime un militant

des Soulèvements de la Terre. *Des armes de guerre sont actuellement braquées sur le vivant. Il faut les neutraliser et désarmer les saccageurs pour aller vers un monde plus en paix.* »

50 nuances de sabotage écolo

- « La manif action » : le sabotage prend alors une dimension collective. Au cours d'une manifestation, des dizaines voire des milliers de personnes s'attaquent à des infrastructures écocidaire, les mettent hors d'état de nuire et revendiquent publiquement le geste. Dernier exemple en date : les mobilisations autour des mégabassines ou la lutte antinucléaire à Bure. En 2016, des centaines de personnes avaient démolé le mur construit illégalement autour du bois Lejuc.



Sabotage d'une mégabassine à Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres), le 6 novembre 2021. © Yoan Jäger/Reporterre

- « L'action clandestine » : pratiqué le plus souvent de nuit et à visage couvert, ce type de sabotage cherche moins à être médiatique qu'efficace, et à provoquer le maximum de dégâts. Ces actions clandestines sont le fruit de groupes affinitaires ou de personnes seules. Les risques juridiques sont importants et les enquêtes policières nombreuses. On les retrouve particulièrement dans les « *technoluttes* », avec notamment la destruction d'antennes relais 5G.
- « Le microsabotage » : forme d'écogeste du sabotage, certains évoquent même un « *colibrisme du sabotage* ». Popularisé fin 2020 par le groupe La Ronce, ce sabotage se pratique souvent de manière individuelle ou par petits groupes. Les risques légaux sont très limités. À l'époque, La Ronce appelait à déboucher des paquets de sucre dans les magasins pour cibler le lobby de la betterave responsable, selon eux, de la réintroduction des néonicotinoïdes. Ils proposaient aussi de neutraliser les terminaux de paiement des stations Total ou de peindre le QR code de trottinettes électriques.
- « Le détournement » ou « le sabotage subtil » sans casse ni dégradation. Pour reprendre l'expression du chercheur québécois Samuel Lamoureux, ce type d'action consiste à se jouer des dispositifs technologiques, à les détourner voire à se les réapproprier. C'est un art du travestissement et du canular qu'apprécie particulièrement les humoristes ou les hackers.



Les Yes Men se faisant passer pour des dirigeants pétroliers d'ExxonMobil, au Canada, en 2007. *Wikimedia Commons/CC BY 2.0/Tavis*

Dans les années 2000, les Yes Men se sont notamment fait connaître pour s'être fait passer à la télé pour le porte-parole de Dow Chemical – l'entreprise responsable de la catastrophe de Bhopal. Ils ont annoncé en direct devant 300 millions de téléspectateurs vouloir vendre l'entreprise pour fournir des soins médicaux aux victimes de la catastrophe. En vingt-trois minutes, la valeur en bourse de Dow a chuté de 2 milliards de dollars. Plus récemment, en novembre 2016, des opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes publiaient un faux communiqué de Vinci qui annonçait le licenciement de son directeur financier après avoir découvert d'importantes erreurs comptables. En sept minutes, le cours en bourse de l'entreprise a chuté de 18 %.



Notes

[1] Selon l'expression de Nelson Mandela. Dans son autobiographie, il déclare : « *Nous avons utilisé toutes les armes non violentes de notre arsenal – discours délégations menaces arrêts de travail grèves à domicile, emprisonnement volontaire, tout ça en vain, car quoi que nous fassions une main de fer s'abattait sur nous. Un combattant de la liberté apprend de façon brutale que c'est l'oppresseur qui définit la nature de la lutte, et il ne reste souvent à l'opprimé d'autres recours que d'utiliser les méthodes qui*

reflètent celles de l'oppresseur. À un certain moment on ne peut combattre le feu que par le feu. »

[2] Günther Anders, *La violence, oui ou non – Une discussion nécessaire*, 1986.

[3] Françoise d'Eaubonne, *Contre violence ou la résistance à l'État*, 1978

Gaspard D'ALLENS, 3 octobre 2022 (Reporterre)

Incendies, déboulonnages... le sabotage au cœur des luttes écologistes

Nucléaire, OGM, défense des animaux... Nombreux sont les activistes écologistes à avoir utilisé le sabotage pour s'opposer physiquement aux industriels et à leurs machines. Retour sur les écosabotages les plus marquants.

Le sabotage a toujours accompagné les luttes écologistes. Depuis le bouillonnement des années post-1968 et l'avènement d'un mouvement populaire de défense de l'environnement, nombreuses sont celles et ceux qui ont fait le choix de ce mode d'action pour contrer des projets écocides. Incendies, déboulonnages, attaques à l'explosif, engins de chantier endommagés... Le sabotage est devenu peu à peu le cri de résistance de ceux qui ont décidé de s'opposer physiquement aux industriels et à leurs machines.

De 1970 à 2010, plus de 27 000 actions clandestines ont été revendiquées dans le monde par les mouvances animalistes et écologistes, selon l'inventaire minutieux du chercheur Michael Loadenthal. Si elles ont créé des dégâts matériels majeurs, 99,7 % n'ont fait aucun blessé. *Reporterre* revient sur les écosabotages (ou « écotages ») les plus marquants de ces cinquante dernières années.

Des bombes dans les réacteurs

Un des principaux secteurs industriels à avoir subi la foudre des écologistes est sans aucun doute le nucléaire. Son déploiement autoritaire, au tournant des années 1970, avec le plan Messmer en France, mais aussi dans les autres pays européens, a provoqué une levée de boucliers de la part de la population. Aux manifestations de masse, vivement réprimées, se sont vite greffés des modes d'action plus radicaux. À l'époque, le mouvement antinucléaire était à la fois puissant et diffus, non centralisé et hétérogène. Il s'organisait en comités locaux, rejoints rapidement par des militants libertaires et révolutionnaires.

La pince-monseigneur, la clé à molette et la bouteille incendiaire sont devenues des outils incontournables dans la lutte. Des dizaines de centres techniques et d'agences EDF ont été attaqués au cocktail Molotov, des lignes à haute tension ont été détruites, des entreprises de BTP et des engins de chantier ont brûlé. Dans les années 1970, des vagues d'attentats contre des infrastructures nucléaires, baptisées « *les nuits bleues* », ont été organisées dans tout le pays.

Pendant la bataille de Plogoff (Finistère) ou de Golfech (Tarn-et-Garonne), des bombes ont été placées sous les mairies annexes pour empêcher les enquêtes publiques. En 1975, la première centrale de Brennilis (Finistère) fut la cible de deux attaques à l'explosif. La même année, Françoise d'Eaubonne, une des pionnières de l'écoféminisme, posa une bombe dans le futur réacteur de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin). Elle provoqua d'importants dégâts et retarda la mise en chantier de dix mois.

D'autres faits d'armes sont restés dans les mémoires. Au Pays basque, la lutte contre le projet de centrale de Lemoiz (Espagne) a rassemblé des centaines de milliers de personnes, dont les indépendantistes de l'ETA (pour « *Pays basque et liberté* »). À plusieurs reprises, des engins explosifs ont endommagé le chantier. Après dix ans de lutte et l'abandon du projet en 1984, l'entreprise chargée de la centrale affirmait avoir subi 250 attentats et 2 milliards de pesetas de pertes financières.



Des manifestants opposés à Superphénix réprimés en 1977, à Creys-Malville. *Capture d'écran/YouTube/poustik99*

Autre action emblématique : l'attaque au lance-roquette du surgénérateur Superphénix en 1982 par un écologiste suisse devenu ensuite député. « *Le développement forcé actuel de l'énergie nucléaire est un choix irréversible que le capitalisme nous impose. De par son fonctionnement et sa nature, l'énergie nucléaire est la caricature d'un univers hiérarchisé, technocratisé et militarisé* », justifiaient les militants de l'époque, avant d'appeler à « *intensifier les sabotages* ». Une réalité qui se poursuit aujourd'hui, même si la majorité des centrales ont été construites. Encore récemment, le projet Cigéo d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure (Meuse) a subi une série de sabotages et les trains Castors (« *casK for storage and transport of radioactive material* ») de transport de combustibles radioactifs sont régulièrement bloqués.

70 % des champs d'OGM détruits

La lutte contre les OGM est un autre exemple saillant d'écোসabotage. À partir des années 1990, et dans la veine du mouvement altermondialiste, de nombreux militants ont décidé de s'attaquer directement aux cultures d'essai d'OGM tout en se réclamant de la désobéissance civile. Ils dénonçaient l'emprise des industries semencières sur l'agriculture et « *le brevetage du vivant* ». Pour José Bové, alors secrétaire national du syndicat la Confédération paysanne, le fauchage d'OGM donnait de la visibilité à un message qui n'avait pas trouvé d'autres moyens d'expression publique.

Plusieurs stratégies se côtoyaient alors. Certains sabotages se firent la nuit de manière clandestine et anonyme, tandis que d'autres acteurs assumèrent l'illégalité à visage découvert. Ils tentèrent de construire un rapport de force médiatique et transformèrent leur procès en arène politique. Des centaines de militants se sont ainsi retrouvés devant la justice. Le mouvement s'est structuré en 2003 autour du collectif des faucheurs volontaires. 5 000 personnes s'en réclamaient deux ans après sa création et la dynamique a rapidement pris de l'ampleur jusqu'au moratoire de 2008.

En juin 2005, les faucheurs annonçaient avoir détruit 70 % des essais commerciaux en France qui existaient en 2004. En juillet 2006, le ministère de l'Agriculture estimait que 40 % des champs expérimentaux avaient été détruits. En 2008, la société Monsanto reconnaissait, elle-même, la destruction de la totalité de ses essais d'OGM.

Plusieurs actions resteront gravées dans l'histoire : la destruction des serres du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) en 1999 qui conduira les leaders paysans José Bové et René Riesel en prison, ou encore l'arrachage de Valdivienne en 2004 où 500 faucheurs affrontèrent des centaines de gendarmes mobiles. Au même moment, des sabotages contre des symboles de la malbouffe et de la mondialisation eurent aussi un grand retentissement, comme le démontage du McDonald's de Millau (Aveyron) en 1999 par 300 paysans, dont José Bové.

La dynamique Earth First !

Moins connus mais tout autant décisifs, les groupes Reclaim the Streets et Earth First !, en Angleterre, méritent leur place dans le panthéon des luttes écologistes. Dans les années 1980-1990, alors que Margaret Thatcher gouvernait

d'une main de fer la Grande-Bretagne, ces activistes ont fondé un véritable mouvement d'action directe pour défendre les écosystèmes et créer « des zones d'autonomie temporaire ». Ils réussirent à mettre en dérouté 500 projets autoroutiers sur les 600 prévus en associant rave parties, émeutes, sabotages et camps autogérés avec barricades et cabanes dans les arbres. Des sortes de proto zad. L'excellent livre *À bas l'empire, vive le printemps !*, en raconte l'épopée et montre comment ces militants assumaient pleinement la complémentarité des pratiques.



Reclaim the Streets en 2009. *Wikimedia Commons/CC BY 2.0/Alberto*

Une des actions les plus spectaculaires en donne le ton, la radicalité et la subversion. Elle s'est déroulée le 13 juillet 1996 à Londres. Près de 10 000 personnes prirent complètement de court les forces de police et envahirent l'autoroute M41 pendant neuf heures. Des voitures conduites par des militants servirent de barrage et furent détruites à coups de masse, tandis qu'une grande fête fut organisée en lieu et place du trafic. Un bac à sable fut installé pour les enfants. Des cracheurs de feu circulaient, de grandes banderoles étaient accrochées. Des camions vibraient au son de leur sono. L'ambiance était carnavalesque, mais il ne fallait pas se méprendre. Pendant que les gens dansaient, d'autres, couverts par les bruits, attaquèrent la route au marteau piqueur pour y replanter des arbres.

Dans le monde anglo-saxon, dès les années 1970, le sabotage a finalement pris une place centrale dans les courants écologistes radicaux. Le livre d'Edward Abbey *Le Gang de la clef à molette*, qui raconte la croisade d'une bande de saboteurs pour défendre la « wilderness », a sans aucun doute suscité des vocations. Aux États-Unis, sous l'impulsion de Earth first!, des groupes décentralisés et clandestins réunis sous le nom de Earth Liberation Front (ELF) se créèrent. Plus de 300 actions furent menées pour s'attaquer aussi bien aux exploitations forestières, qu'aux barrages ou aux forages pétroliers.

Earth Liberation Front plastiqua ainsi une station de ski, des scieries et des résidences de luxe. Un manuel d'action directe de 300 pages fut publié (et est toujours disponible) pour présenter de manière décomplexée des dizaines de méthodes afin de démolir toute sorte de machines. Au début des années 2000, le groupe fut classé par le FBI comme la menace terroriste interne la plus élevée avant d'être en partie démantelé, en 2005, à l'occasion de l'opération policière Backfire, où dix-huit activistes furent arrêtés et condamnés à de lourdes peines.

Les groupes animalistes

Mais c'est sûrement à travers les luttes de défense des animaux et chez les antispécistes que le sabotage s'est le plus développé dans le monde anglo-saxon. C'est d'ailleurs là où il est apparu. Dès le début des années 1960, la Hunt Saboteurs Association fut créée en Angleterre pour perturber les parties de chasse. Les militants mettaient du parfum et des odeurs fortes pour tromper l'odorat des chiens. Ils utilisaient des trompettes pour désorienter les chasseurs, cassaient les pièges, dégonflaient les pneus des véhicules et détruisaient les miradors.

Très tôt, le courant animaliste a repris ce mode d'action. Autre exemple, dans le monde de la mer : Paul Watson et son association Sea Shepherd n'ont pas hésité à éperonner les braconniers et saboter des navires de baleiniers à quai. Des actions qui leur ont valu le surnom de « pirates écologues », et le fait d'être inscrits sur la liste rouge d'Interpol à la suite d'un mandat d'arrêt lancé par le Costa Rica. La tête de Paul Watson a aussi été mise à prix par la mafia taïwanaise, dont il gênait le trafic d'ailerons de requins.

Beaucoup plus controversé et plus extrémiste encore, l'Animal Liberation Front (ALF) s'est constitué à la fin des années 1970 dans l'Angleterre thatcherienne. Ses militants maniaient l'explosif contre l'industrie pharmaceutique qui pratiquait des tests sur les animaux, et envoyaient des colis piégés à Margaret Thatcher. De nombreux laboratoires ont été incendiés. En 1985, une autre action du courant animaliste marquera fortement les esprits. Des activistes de l'Animal Rights Militia, un groupuscule en scission avec l'ALF, annoncèrent, dans une sorte de canular, avoir empoisonné des barres de chocolat pour manifester contre les expérimentations animales pratiquées par l'entreprise qui les produisait. Elle dut enlever ses produits des rayons – ce qui lui coûta des millions d'euros – et arrêter ses vivisections de singes.

Le sabotage, une arme décoloniale ?

Dans un passage célèbre des *Damnés de la terre*, Frantz Fanon parle de la violence qui « désintoxique ». Elle libère, dit-il, « l'indigène de ses attitudes contemplatives ou désespérées. Elle le rend intrépide, le réhabilite à ses propres yeux ». À l'ombre du mouvement écologiste occidental, il est intéressant de voir que plusieurs mouvements décoloniaux ont aussi fait du sabotage des infrastructures polluantes et écocidaires, une stratégie pour s'émanciper du joug des colons, stopper la dégradation de leur terre et le pillage des ressources. À la croisée, donc, des questions décoloniales et écologiques.

Le chercheur Andreas Malm dans son livre *Comment saboter un pipeline* en reprend plusieurs exemples. À Bornéo, les Penans attaquent les engins de chantier des bûcherons et les plantations d'huile de palme. Aux États-Unis, les Sioux dégradent les oléoducs qui servent à transporter le gaz de schiste. En Suède, les Lapons font exploser des lignes électriques sur leur territoire de chasse. Au Nigeria, le mouvement pour l'émancipation du delta Niger fait sauter des pipelines jusqu'à faire chuter d'un tiers la production de pétrole du pays entre 2006 et 2008.

Les mouvements indigènes ont souvent pris pour cible prioritaire les projets extractivistes et agro-industriels qui symbolisaient autant la destruction des écosystèmes que des sociétés humaines. En Papouasie-Nouvelle Guinée, l'armée révolutionnaire de Bougainville réussira ainsi en 1989, après une série de sabotages, à fermer la plus grande mine de cuivre au monde, exploitée par la multinationale Rio Tinto, qui polluait massivement les villages alentour. En Argentine, face à Monsanto, des paysans indigènes utilisèrent des bombes à graines avec de l'amarante pour contaminer les champs de soja transgénique et protéger leur terre. Une belle alliance multisécifique !

Gaspard D'ALLENS, 4 octobre 2022 (Reporterre)

SUV, abribus, trottinettes... le retour des petits sabotages du quotidien



Du 20 au 26 juin 2022, le groupe bordelais d'Extinction Rebellion a mené une action « anti-pub », revendiquant le retrait de quelque 400 affiches publicitaires dans toute l'agglomération. © Extinction Rebellion Bordeaux

Dégonfler les pneus des SUV, ouvrir les paquets de sucre dans les supermarchés, forcer les panneaux publicitaires des Abribus, recouvrir le QR code des trottinettes en libre-service... Il existe tout un panel de sabotages accessibles et peu risqués qui intègrent au fil du temps le corpus d'actions de certains activistes. Si leur impact est difficilement quantifiable, ces « petits gestes du quotidien », trop radicaux pour certains et pas assez pour d'autres, se fraient un chemin dans l'imaginaire militant de ceux qui prônent la diversité des tactiques.

Depuis quelques mois, un mystérieux collectif anglophone sévit dans plus de huit pays. Son objectif : libérer les villes des SUV, « ces énormes voitures coûteuses, polluantes et "tout-terrain", dont la puissance herculéenne n'est d'aucune utilité pour déposer les enfants à l'école ou aller faire les courses au supermarché ». Sa méthode : un tutoriel d'un usage enfantin diffusé sur les réseaux sociaux pour ouvrir la valve des pneus et déposer un petit tract pré-rédigé à destination du propriétaire de façon à lui expliquer les raisons du méfait. Ces « Tyre Extinguishers » (« dégonfleurs de pneus ») font déjà beaucoup parler d'eux dans la presse et sur les réseaux, alors que les ventes de SUV continuent de progresser (+ 10 % entre 2020 et 2021) et qu'ils sont aujourd'hui montrés du doigt comme étant l'une des causes importantes de l'augmentation des émissions de CO₂ constatée ces dernières années.

Les « Tyre Extinguishers », dans leur communiqué de lancement, exposent : « Pour arrêter l'élite de riches pollueurs qui nous tue, nous pensons qu'il faut recourir à une diversité de tactiques. Nous souscrivons à la vision d'Andreas Malm dans son livre *Comment saboter un pipeline, qui plaide pour [cette multiplicité], incluant l'action non violente et le sabotage.* » Dans cet ouvrage, le chercheur et militant suédois Andreas Malm s'interroge sur le bien-fondé du pacifisme stratégique dont se réclament les mouvements écologistes. « Quand commencerons-nous à nous en prendre physiquement aux choses qui consomment cette planète – la seule sur laquelle les humains et des millions d'autres espèces peuvent vivre – et à les détruire de nos propres mains ? Y a-t-il une bonne raison d'avoir attendu si longtemps ? », questionne l'auteur, qui reconnaît que le mot sabotage peut faire peur. Il implique des enjeux moraux, des prises de risques juridiques, une organisation souterraine rodée. Mais « il peut pourtant se pratiquer doucement, délicatement même », suggère Andreas Malm.

Il existe en effet des petits sabotages qui s'exercent en sifflotant, par des gestes facilement reproductibles, anodins, quasi hygiéniques, potaches même. Mais qui, s'ils étaient largement adoptés, pourraient bien causer de gros tracas aux multinationales qui font fi des enjeux climatiques. En 2020 a notamment émergé La Ronce : « Ensemble nous allons mener des actions simultanées, pertinentes, faciles, drôles ou pas, aux risques légaux très

limités [...], et le faire avec irrévérence, malice et joie. Nous allons mettre un joyeux bordel, car nous savons que c'est dans l'ordre et la discipline qu'ils organisent la destruction systématique des conditions de la vie sur Terre », explique ce collectif écolo. Sa première action décentralisée cible le lobby du sucre, responsable à ses yeux de la réintroduction des insecticides néonicotinoïdes. La Ronce appelle alors à ouvrir des paquets de grandes marques dans les supermarchés pour les rendre impropres à la vente. Cette action (connue sous le nom d'opération « Épine sucrée ») a été suivie par 2 000 personnes, pour un total estimé de 55 000 paquets endommagés, selon le collectif. Suffisant pour inquiéter les grandes enseignes, comme en témoigne une note interne de Carrefour dévoilée par Reporterre.



S'initier au vandalisme... et y prendre goût

Une pratique qu'intègre également le collectif Extinction Rebellion (XR) dans son corpus d'actions. Si certains militants du groupe n'hésitent pas à s'attacher parfois aux grilles des ministères à visage découvert, de manière collective et organisée, d'autres, tapis dans l'ombre, se munissent d'une clé que l'on trouve pour quelques euros sur le marché et vident les Abribus de leurs publicités. Jusqu'à 400 affiches ont ainsi disparu en une nuit dans le centre-ville de Grenoble, fin avril 2022, remplacées par des tracts, des brins d'herbe... ou laissant béants les supports publicitaires. XR revendique également, depuis la nuit du 5 décembre 2019, la mise hors service de quelque 5 000 trottinettes électriques, dont il a suffi de couvrir le QR code d'un trait de feutre indélébile pour les rendre inutilisables.



Polluantes, en raison du coût énergétique de leur transport pour les recharger, de leurs batteries au lithium... et remplaçant non pas des véhicules plus lourds mais des trajets habituellement effectués à pied, elles étaient en outre, en ce mois de décembre 2019, au cœur d'un partenariat signé avec la RATP pour contrer les effets de la grève de salariés militant pour une retraite digne. C'est pour toutes ces raisons énumérées par XR qu'Élé et Jacques ont rejoint le mouvement et sont devenus des petits saboteurs du quotidien : « Dans cette période à forte intensité militante, c'était plutôt une petite satisfaction personnelle de savoir qu'on allait emmerder un start-upeur en chemise qui aurait tranquillement enfourché une trott' en direction de son open space, sans un œil pour le mouvement social », se souvient-elle. Pour autant, face au nombre de trottinettes hors service dès le lendemain matin, Jacques a ressenti une sorte d'allégresse : « On n'est pas les seuls à vouloir enrayer le système, à se dire que ce mec qu'on croise dans la rue a peut-être fait la même chose pendant la nuit. »

Passée l'adrénaline du méfait accompli, se pose une question centrale : ces microgestes ont-ils une quelconque utilité ? Suffisent-ils à alerter l'opinion publique, à faire plier des multinationales ? En tant que tels, sans être adoptés massivement, force est de constater qu'il n'en est rien. « L'impact vient surtout de la médiatisation a posteriori, présume Jacques. Ça a un minimum d'effet quand l'action est appelée par un collectif de renom, ciblée sur un objet précis et à un moment donné. Sinon, c'est vraiment une aiguille dans une botte de foin... » Élé prône quant à elle la diversité des tactiques et leur potentielle gradualité qu'introduit ce genre de pratiques. « On peut commencer facilement par des petites virées pour s'approprier le vandalisme, apprendre à jouer avec la loi : frauder le métro, chourer dans les supermarchés, saboter des trottinettes... On s'initie sans trop de risques à l'auto-organisation, la formation de groupes affinitaires, et on y prend goût », énumère-t-elle avec malice. Et après ? « On se sent plus légitimes pour rejoindre des actions collectives un peu plus musclées », remarque celle qui a aussi participé au mouvement allemand anticharbon Ende Gelände et à certains sabotages antinucléaires à Bure.



« On ne gaspille pas une arme quand on la détruit »

Si les petits sabotages du quotidien n'ont que peu de conséquences, ils sont pourtant loin d'être exempts de critiques. Certains leur reprochent de desservir la cause écologique en ce qu'ils conduisent au gaspillage. La Ronce répond : « Les biens matériels n'ont pas de sentiments. Nous refusons d'appeler leur dégradation du gaspillage, quand on sait la dégradation que leur production ou leur utilisation provoque sur le vivant. On ne gaspille pas une arme quand on la détruit. » De l'autre côté de l'échiquier activiste,

des groupes plus radicaux peuvent y voir une sorte de « colibrisme du sabotage », bonne conscience facilement accessible pour écolos bourgeois et citadins qui s'encanaillent, mais pas trop. Jacques dément : « J'ai plutôt l'impression que c'est l'arme des faibles : quand tu es démuni face à la mégamachine, tu ne peux que t'attaquer au produit fini. Comme les ouvriers qui ralentissaient volontairement la cadence pour faire dérailler l'outil de production. Et justement, on a des preuves historiques que parfois, si ça se massifie, même si on en est très loin actuellement, ça peut faire son petit effet. » Un espoir qui anime également Andreas Malm : en Suède, après le « désarmement temporaire » de quelque 1 500 SUV en 2007, un débat national a été initié sur ces véhicules, dont les ventes ont chuté de 27 % au semestre suivant.

Isma LE DANTEC, Journaliste, publié le 4 octobre 2022

(Socialter)

Marais poitevin : le bras de fer se durcit autour d'une retenue d'eau en construction

Dans les bassins de la Sèvre niortaise et du Mignon, la construction d'une seconde retenue d'eau, parmi les seize prévues, cristallise les tensions. Une manifestation, ce week-end, vient d'être interdite par la préfecture des Deux-Sèvres. Explications.



© BNM 79. *La mégabassine en construction couvre 16 hectares. Nous voulons obtenir un moratoire sur ces projets de mégabassines* », indique Benoît Feuillu, du mouvement Les soulèvements de la terre, pour justifier la mobilisation, normalement prévue les 29 et 30 octobre prochains, visant à s'opposer à la création de grandes retenues d'eau.

Le rassemblement envisagé comme « *festif et familial* », selon les organisateurs, prévoyait initialement des tables rondes durant tout le week-end, des concerts, promenades, mais aussi de contribuer à l'arrêt du chantier de la retenue d'eau sur la commune de Sainte-Soline (79). Car ce projet d'aménagement au lieu-dit des Terres rouges fait partie des seize retenues d'eau des bassins de la Sèvre niortaise et du Mignon (Deux-Sèvres, Charente-Maritime et Vienne), emblématiques du débat autour des choix de gestion de l'eau. Le projet prévoit une retenue de grande ampleur d'une capacité de près de 720 000 m³ – près de 300 piscines olympiques – et une emprise de 16 hectares.

Les opposants veulent gagner du temps

Opposés à ce chantier, des mouvements de différents horizons et modes d'action - des associations environnementales et collectifs, des syndicats, des politiques et des agriculteurs – se sont regroupés pour organiser la mobilisation.

« [L'association environnementale] NE 17 n'appellera pas à bloquer le chantier et souhaite rester dans le cadre de la loi. Nous serons là pour informer le public sur les enjeux du bassin et les impacts sur l'environnement, s'est positionné Patrick Picaud, président de Nature environnement 17. Le protocole d'accord [signé avec les agriculteurs pour engager une transition du modèle en contrepartie de la construction des retenues] est exemplaire, mais n'est pas à la hauteur des enjeux. »

L'enjeu pour les organisateurs est également de gagner du temps sur le terrain administratif. « Nous demandons la suspension des travaux, car nous craignons de nous retrouver dans la même situation que les bassines de l'Asa des Roches, qui ont été construites et ensuite reconnues illégales, a expliqué Mélissa Gingreau, du collectif Bassines non merci 79. Nous avons lancé des recours contre les autorisations de construction, pas encore statué pour l'instant. »

Certains autres participants ont, quant à eux, une position en faveur de la désobéissance civile et d'une intervention sur le chantier pour l'arrêter.

Une interdiction sur 12 communes

L'initiative prévue ce week-end a fait réagir la Coordination rurale. Dans une lettre ouverte aux ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, Bernard Lannes, président du syndicat agricole, incite les services de l'État à

prendre des mesures de protection du site. « *Les actions prévues à Sainte-Soline sont l'acte premier d'une série dont Mauzé-le-Mignon était la répétition générale, aux dires des organisateurs* », souligne-t-il. La construction de cette première retenue avait en effet entraîné une forte opposition, des manifestations et conduit à la dégradation de la retenue, notamment au démontage d'une pompe.

La préfecture des Deux-Sèvres a donc arbitré dans ce sens et a interdit les manifestations, les attroupements ou rassemblements, du samedi matin 29 octobre au lundi matin 31 octobre à Sainte-Soline et onze communes avoisinantes. Parmi les motivations invoquées : le « *risque avéré d'affrontements avec des agriculteurs* », « *la nécessité de préserver l'intégrité des exploitations agricoles parties prenantes au projet de réserve* » et la nécessité « *d'empêcher toute atteinte au chantier de Sainte-Soline* ».

Une interdiction que regrettent les organisateurs. « *C'est une atteinte grave à la liberté de manifester, a réagi Mélissa Gingreau. Nous allons déposer un référé liberté le plus rapidement possible et réfléchissons à des options pour maintenir la manifestation.* » Le collectif souhaite pouvoir alerter sur les implications à long terme de ces chantiers.

« *La première bassine construite à Mauzé-sur-le-Mignon est remplie à 80 % de sa capacité totale, en dessous des seuils de remplissage autorisés, en raison de la tension sur la ressource de cet été, a indiqué Mélissa Gingreau. De nombreux scientifiques appuient que ces solutions sont une maladaptation.* »

Dorothee LAPERCHE, journaliste, rédactrice spécialisée (Actu-Environnement), 26 octobre 2022

[https://www.actu-environnement.com/ae/news/marais-poitevin-bras-de-fer-bassines-construction-40541.php4#ntrack=cXVvdGlkaWVubmV8MzE2MQ%3D%3D\[MTY1Njgx\]](https://www.actu-environnement.com/ae/news/marais-poitevin-bras-de-fer-bassines-construction-40541.php4#ntrack=cXVvdGlkaWVubmV8MzE2MQ%3D%3D[MTY1Njgx])

Mégabassines : Sainte-Soline prend des allures de Notre-Dame-des-Landes

Une manifestation interdite a rassemblé plusieurs milliers de personnes le 29 octobre à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, contre le projet de « mégabassine » agricole soutenu par le gouvernement. De nombreux gendarmes et manifestants ont été blessés au cours d'affrontements violents, observe la presse étrangère.



Des affrontements entre gendarmes et manifestants ont eu lieu à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), le samedi 29 octobre 2022. Photo Pascal Lachenaud/AFP

« Sainte-Soline, bourgade jusqu'alors tranquille des Deux-Sèvres, a pris des allures de 'Notre-Dame-des-Landes' », annonce Le Soir. Pour le quotidien belge, le spectre de la ZAD, occupée six années durant dans la banlieue nantaise, plane sur le projet contesté de « mégabassine ».

Des milliers de manifestants – 7 000 selon les organisateurs, 4 000 selon les forces de l'ordre – s'étaient rassemblés samedi, malgré une interdiction prononcée par la préfecture des Deux-Sèvres. Des affrontements violents ont éclaté dans l'après-midi, rapporte Le Soir. « Jets de projectiles et de cocktails Molotov d'un côté contre tirs de gaz lacrymogène de l'autre : soixante et un gendarmes ont été blessés, selon le ministre de l'Intérieur. Cinquante manifestants ont également été touchés. Sans compter trois députés malmenés ».

Depuis plusieurs années, des collectifs d'habitants du bassin de la Sèvre Niortaise et des militants écologistes dénoncent « le projet de création avec le soutien de l'État de seize réserves de substitution d'une capacité de 650 000 mètres cubes d'une eau destinée à plus de 400 exploitations agricoles du centre et de l'ouest de la France », résume le quotidien espagnol ABC. L'une de ces mégabassines sera implantée à Sainte-Soline, sa construction a déjà commencé. Le Soir décrit « d'immenses cratères à ciel ouvert, recouverts de bâches en plastique. Une aberration, selon les écologistes, qui dénoncent l'impact sur la biodiversité ».

La coopérative de 400 agriculteurs réunis au sein de la coopérative Coop de l'eau défend le projet et espère, grâce à ces réserves d'eau pompée en hiver dans les nappes phréatiques ou les rivières, pouvoir irriguer ses exploitations en été. Mais même après un été particulièrement sec, la possibilité de stocker de grandes quantités d'eau pour l'agriculture est pointée du doigt.

ABC décrit deux blocs particulièrement déterminés, composés de milliers d'« écologistes, majoritairement radicaux, face à un déploiement impressionnant de forces de l'ordre : 1 700 soldats et policiers antiémeute ». The Times, quotidien britannique à tendance conservatrice, décrit plutôt les manifestants comme « un mélange de défenseurs de l'environnement et de militants anticapitalistes ».

Dans les rangs de la contestation contre le chantier en cours, c'est surtout la présence de black blocs issus de l'ultra-gauche qui a déclenché les heurts, selon le quotidien hispanique. « À la fin d'une manifestation pacifique

mais tendue, des petits groupes d'écologistes radicaux se sont dirigés vers les grillages qui protégeaient l'un des chantiers ».

« Incarner l'ordre »

Mais la position du gouvernement, et celle du ministre de l'intérieur, est également questionnée. Pour l'exécutif, pas question de laisser la gauche en faire un nouvel étendard. La presse étrangère se souvient de l'échec du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, après des années de lutte entre occupants et forces de l'ordre. *« Les ministres de Macron ne voulaient pas que le site devienne une cause nationale portée par des militants écologistes violents »,* écrit le *Times*.

Au milieu d'une séquence difficile pour le gouvernement, qui a récemment actionné trois 49.3, le chef de l'État veut affirmer son autorité à travers l'avancée du projet des « méga-bassines », analyse *Le Soir*. *« Emmanuel Macron, soucieux de gagner le soutien de la droite pour gouverner faute de majorité absolue, veut incarner l'ordre. »*

L'épisode est devenu le sujet d'une polémique, quand Gérard Darmanin a condamné les violences de certains manifestants en les accusant d'« écoterrorisme ». Sur le lieu même du projet, le sujet n'est pas tout à fait clos. *« Le gouvernement surveille le site comme le lait sur le feu. Avec en tête le souvenir en 2014 de la mort du jeune militant écologiste Rémi Fraisse »,* mort lors d'une intervention des gendarmes mobiles à Sivens dans le Tarn en 2014, indique *Le Soir*.

Mercredi matin, les travaux n'avaient pas encore repris à Sainte-Soline, et plus de mille gendarmes étaient toujours présents sur le site.

COURRIER INTERNATIONAL

Plus de 5 000 personnes ont déterré les canalisations d'une future méga-bassine dans les Deux-Sèvres

En stockant l'eau de manière artificielle, les méga-bassines assèchent les sols, épuisent les nappes et brisent le cycle de l'eau.



31 octobre 2022 - Laurie Debove

Malgré un important dispositif policier déployé, plus de 5 000 personnes se sont réunies à Sainte-Soline pour bloquer les projets de méga-bassines en cours dans le Marais Poitevin. Ils ont réussi à s'introduire sur un chantier et déterrer un réseau de canalisations. Les citoyens dénoncent l'accaparement de 720 000 m³ d'eau alors que la France subit une sécheresse hors-norme depuis plusieurs mois.

Répression et désinformation

La Préfète des Deux-Sèvres avait interdit toute manifestation et le gouvernement mobilisé plus de 1 700 gendarmes et 7 hélicoptères, mais rien n'a pu ébranler la détermination des activistes, citoyens, paysans et même élus inquiets pour protester contre les méga-bassines suite à l'appel de 150 associations et collectifs (*Bassines Non Merci, Soulèvements de la Terre, la Confédération Paysanne, la CGT, ATTAC, SUD Solidaires...*)

Selon les chiffres du gouvernement et ceux des manifestants, *entre 4 000 et 7 000 personnes se sont réunies près de la commune de Sainte-Soline*. L'objectif du weekend : atteindre un cratère de 16 hectares, creusé il y a près d'un mois pour devenir la plus grande méga-bassine de France. Un pari réussi, malgré la pluie abondante de gaz lacrymogènes et les multiples barrages policiers.



Crédit : Les Soulèvements de la Terre

Après avoir réussi à atteindre le cratère samedi, grâce à trois cortèges empruntant des itinéraires différents, les participants ont frappé fort dimanche en déterrants un réseau de tuyauterie afin de gêner les futurs chantiers avec le mot d'ordre « No bassaran ! ». Si elle voit le jour, la méga-bassine visée aura 6 réseaux pompant dans les nappes phréatiques pour remplir ses 720 000 m³ d'eau.

« Le réseau démonté aujourd'hui pompe dans la nappe au niveau du Bignon, cours d'eau à sec comme de nombreux autres au vu du niveau de sécheresse et de la crise climatique. Certaines de ses canalisations risquent de reprendre des réseaux existants et 18 km restent à construire, si le chantier continue malgré tout » expliquent les collectifs à l'origine de la manifestation



Crédit : Les Soulèvements de la Terre

Malgré le caractère non-violent de la manifestation, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a accusé leurs actions de relever « de l'écoterrorisme », en précisant « qu'une quarantaine » de militants « fichés S » avaient été identifiés sur place. Une démonstration de la criminalisation de plus en plus importante des écologistes manifestant sur le terrain par l'exécutif. De nombreuses personnalités politiques ont réagi en dénonçant un « amalgame dangereux », comme la députée EELV Lisa Belluco qui était présente lors du week-end.

« J'étais dans un cortège familial et populaire, très calme », précise l'élue pour franceinfo. « Quand ça a commencé à vraiment devenir tendu, l'énorme majorité du cortège a reculé ». Elle ajoute avoir surtout assisté à « la violence d'État »

d'un gouvernement qui « n'écoute pas les personnes qui défendent l'accès à l'eau pour tous », une « liberté fondamentale ».

La députée Lisa Belluco a elle-même subi le courroux de cette violence d'État en recevant des coups de matraque, tout comme les élus Manon Meunier, Loïc Prud'homme et le porte-parole de « Bassines non merci » Julien Le Guet. Les organisateurs ont également déploré une cinquantaine de blessés dont cinq hospitalisations causées par des tirs de LBD et des éclats de grenades de désencerclement. Quatre manifestants ont été arrêtés et placés en garde à vue. Gérald Darmanin prétend que 61 gendarmes ont été blessés, un chiffre contesté par les manifestants.



L'urgence de préserver l'eau

En tout, seize méga-bassines doivent se construire dans le Marais Poitevin pour tenter de stocker un total de 14 millions de m³ d'eau, en plus de la cinquantaine de bassines déjà construites ailleurs, notamment en Vendée et dans l'Est. La mobilisation du week-end est la 4^{ème} d'une série de manifestations et actions à l'œuvre depuis un an dans le Marais Poitevin, dont nous nous faisons régulièrement l'écho sur La Relève et La Peste.

Restitution de l'eau à la nappe phréatique, actions coups de poings et sabotage par de petits groupes indépendants, démontage d'un réseau de pompage, victoires juridiques, la lutte prend de plus en plus d'ampleur. Écologistes et porteurs des méga-bassines partagent pourtant la même peur : la raréfaction de plus en plus préoccupante de l'eau en France.

Et ce n'est pas près de s'arranger avec la montée en puissance de la crise climatique. Après un hiver dramatiquement sec, un été caniculaire avec plusieurs vagues de chaleur, c'est l'automne qui est en ce moment-même anormalement chaud, bouleversant le cycle des écosystèmes et aggravant la baisse des niveaux des nappes phréatiques.

Ce qui divise pro et anti-bassines, c'est leur façon de faire face à la sécheresse. Les pro-bassines veulent stocker l'eau dans une tentative désespérée de se protéger d'une réalité brutale : en France, l'eau se fait de plus en plus rare depuis plusieurs années.

De nombreux hydrologues expliquent pourtant que les bassines sont une solution court-termiste risquant surtout d'aggraver le problème au fil des ans à cause de l'évaporation et l'eutrophisation de l'eau dans les méga-bassines. En stockant l'eau de manière artificielle, les méga-bassines assèchent les sols, épuisent les nappes et brisent le cycle de l'eau.



« Cette idée des retenues d'eau est un non-sens, assène ainsi Christian Amblard, spécialiste de l'eau et des systèmes hydrobiologiques, directeur de recherche honoraire au CNRS, au micro de franceinfo. Pour avoir une bonne gestion de la ressource en eau, il faut tout faire pour qu'elle s'infilte dans le sol. Il faut donc limiter l'usage du bitume et du goudron et favoriser la création de zones humides qui fonctionnent comme des éponges »

Un constat scientifique porté par les participants à la mobilisation du week-end, qui demandent « un moratoire et l'arrêt immédiat de ces projets de bassines » afin de mettre en œuvre une agriculture agroécologique. Le gouvernement, lui, soutient activement les près de 1 000 méga-bassines qui risquent d'être construites à l'horizon 2025, dont certaines sont financées à hauteur de 80% par des subventions publiques.

Le gouvernement, par peur d'une ZAD similaire à Notre-Dame-des-Landes, a également laissé un millier de gendarmes sur place, créant de nouvelles dépenses publiques. Pour montrer leur détermination à bloquer les chantiers, les militants ont construit une vigie sur le champ prêté par un paysan ex-irrigant et désormais opposant aux Bassines.

« D'autres solutions pour le partage de l'eau et une agriculture paysanne existent, et nous continuerons de le répéter jusqu'à ce que nos voix soient entendues. No bassaran ! » concluent les écologistes.

31 octobre 2022 - Laurie DEBOVE

<https://lareleveetlapeste.fr/plus-de-5000-personnes-ont-deterre-les-canalizations-dune-future-mega-bassine-dans-les-deux-sevres/>

Mégabassines : « Une parodie de procès », selon les opposants



Cinq militants interpellés lors de la manifestation contre la bassine de Sainte-Soline ont été condamnés le 28 novembre à entre deux et trois mois de prison avec sursis. Ils ont déserté leur procès dès le début de l'audience.

Niort (Deux-Sèvres), reportage

C'est un procès déserté par ses prévenus qui s'est tenu lundi 28 novembre au tribunal de Niort. François B., David et Jean H. ainsi que Julien M. comparaissaient pour avoir pris part à la manifestation contre la bassine de Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, le 29 octobre dernier. Ils étaient accusés de « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou dégradations de biens ». Cette mobilisation contre ces gigantesques réserves d'eau dédiées à l'agriculture industrielle avait été fortement réprimée, avec près de soixante blessés parmi les manifestants et six gardes à vue.



Julien Le Guet, porte-parole de Bassines non merci. © Yoan Jäger / Reporterre

Dès l'ouverture de l'audience, l'avocat des prévenus, Alexis Baudelin, a demandé le report du procès afin de mieux préparer la défense. « Je reprends les mots du ministère public tenu lors de la comparution immédiate [1]. Il souhaitait faire de ce procès un exemple pour montrer qu'on ne manifeste pas impunément. Or, nous ne voulons pas d'un procès expéditif où l'on va se contenter de contester l'infraction reprochée. Nous souhaitons montrer à toutes ces personnes que leur lutte est légitime. Car lorsqu'on manifeste contre un projet écocidaire mené par des criminels climatiques, il peut s'avérer nécessaire de s'y opposer, c'est un état de nécessité. »

L'avocat a également pointé l'absence de l'un des cinq prévenus, Robin [*], blessé à la tête par un tir de LBD durant la manifestation et toujours souffrant. Signalons également l'absence de la seconde avocate des prévenus, Hanna Rajbenbach.



Devant le tribunal de Niort, le 28 novembre 2022. © Yoan Jäger / Reporterre

« Nous allons quitter la salle »

Cette demande de renvoi a été rejetée par le tribunal, qui a estimé que la défense avait eu largement le temps de préparer les éléments nécessaires. L'avocat des prévenus s'est alors emporté : « Ce procès va être une parodie, nous allons quitter la salle. » Les quatre prévenus présents ainsi que l'ensemble de leurs soutiens ont ainsi déserté le tribunal. « Il y a une forme de pression pour juger vite et rapidement. Trois semaines pour préparer un procès comme celui-là, ce n'est pas suffisant pour s'accorder sur une stratégie, trouver les témoins », a déclaré Alexis Baudelin devant la foule de militants venue soutenir les prévenus.

Julien M., l'un des prévenus, a renchéri : « Je lance mon activité professionnelle en ce moment, j'ai à peine eu le temps de discuter avec mon avocat. Nous juger ainsi, ce n'est pas juste. » L'homme exerce le métier de foreur et a déjà mesuré le niveau de centaines de nappes phréatiques. Il connaît particulièrement bien le sujet des bassines. « C'est mon métier et je sais que nous avons affaire à un accaparement de l'eau. Cela pose les jalons pour une future privatisation de la ressource. »



À la sortie du tribunal et dans l'attente du jugement, l'avocat de la défense a annoncé que la lutte ne s'arrêterait pas là et a scandé « No bassaran ! » (« Bassines, non merci »), repris en chœur par la foule. © Yoan Jäger / Reporterre

À ses côtés sur le banc des prévenus, François B., un ex-prof de sport de 66 ans, n'avait jamais vu une telle répression en manifestation, malgré ses nombreuses années de militantisme, notamment chez Attac. « J'étais dans un cortège très tranquille, avec les familles et les enfants. On faisait des farandoles. Pourtant, nous avons essuyé beaucoup de gaz lacrymogènes. Pour les éviter, je me suis écarté du groupe. Je n'ai pas été très malin, car c'est à ce moment que j'ai été arrêté. »

Une arrestation suivie d'une garde à vue de 48 heures, comme pour les autres prévenus. François B. estime ainsi que la justice utilise tous les moyens possibles pour « faire taire les opposants aux bassines ». Amendes en série, interdictions de manifestations, surveillance des militants et mobilisation de la section de recherches de Poitiers, une unité de la gendarmerie exerçant des missions de police judiciaire visant habituellement la criminalité organisée comme l'explique *Libération*. *Mediapart* a également dévoilé une circulaire du garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, qui appelle à « une réponse pénale systématique et rapide » contre « les infractions commises dans le cadre de contestations de projets d'aménagement du territoire ».

Cette consigne semble avoir été suivie à la lettre par le tribunal de Niort. Un peu dépité par le départ des prévenus, le juge a quand même poursuivi l'audience. « Le fait que la défense ne soit pas là, c'est inconfortable. Mais je veux montrer que le tribunal a préparé avec le sérieux requis, car c'est notre devoir de montrer les éléments à charge et à décharge. » Il a surtout diffusé de nombreuses photos des altercations entre les manifestants et les forces de police et de gendarmerie. À plusieurs reprises, il s'est adressé aux journalistes – dont une bonne partie est sortie du tribunal en même temps que les prévenus – pour savoir s'ils avaient eu le temps de voir tous les éléments défilant sur les écrans.



Julien Le Guet, porte-parole de Bassines non merci, devant le tribunal de Niort. © Yoan Jäger / Reporterre

« Vous ne convoquez pas ceux qui ont fait ces violences »

Il a également écouté le témoignage d'un témoin cité par la défense. Il s'agit d'André Puygrenier, un ancien faucheur d'OGM. À la barre, l'homme de 85 ans n'a pas la langue dans sa poche. Dans un émouvant témoignage, il a rappelé la « nécessité de la désobéissance civile », s'appuyant sur son expérience de faucheur. Il s'est également indigné du sort réservé aux manifestants. « Vous parlez de violences, mais vous ne convoquez pas ceux qui ont fait ces violences. »

Le juge l'interroge notamment sur la présence d'un « black bloc », dont les participants auraient jeté des pierres et lancé des feux d'artifice en direction des forces de gendarmerie. « Je me demande si ces gens venaient vraiment pour l'écologie ? On peut estimer que leur violence délégitime votre action. » Mais André Puygrenier ne s'est pas laissé démonter : « Il y a eu beaucoup de manifestations où nous avons été gentils. Si on avait écouté les gens à ce moment-là, on aurait pu remettre en cause le projet. C'est malheureux d'avoir à dire que la violence permet à ces sujets d'être débattus. »



Le procès populaire des 40 voleurs d'eau s'installe devant le tribunal. Cette mise en scène fera comparaître 40 bassineurs et bassineuses devant un tribunal d'animaux. © Yoan Jäger / Reporterre

Après ce seul et unique témoin, le procureur de la République Nicolas Leclainche a fait son réquisitoire en balayant d'emblée les motifs écologiques de la manifestation : « Ces questions liées au dérèglement climatique et à la protection de la biodiversité sont louables et légitimes. Mais ce n'est pas l'enjeu aujourd'hui. Dans un tribunal, on juge s'il y a eu ou pas une infraction pénale. » Pour lui, si les prévenus n'avaient pas l'intention de commettre des violences à titre individuel, ils ne pouvaient pas ignorer qu'ils participaient à un regroupement en vue de commettre des violences ou des dégradations de biens.

Selon le procureur, les intentions des organisateurs de la manifestation étaient claires, détaillées notamment dans leur communiqué de presse. Et la tournure prise par les événements démontrait les velléités de certains participants. « *Quand on voit gens des cagoules commettre des mouvements guerriers, cela explique clairement que ces personnes avaient l'intention de commettre des violences.* » Il a requis une peine de quatre mois de prison avec sursis simple, ainsi qu'une interdiction de séjour dans le département des Deux-Sèvres pour cinq ans. Des réquisitions suivies presque à la lettre par le juge, qui a condamné les prévenus entre deux et trois mois de prison avec sursis simple, ainsi qu'une interdiction de séjour de trois ans dans le département.



De nombreuses personnes sont venues soutenir les prévenus à Niort, le 28 novembre 2022. © Yoan Jäger / Reporterre

Dans un communiqué de presse, les avocats des prévenus ont assuré qu'ils feraient appel. « *Il y a là de toute évidence un empressement à faire des "exemples" afin de décourager tout un chacun e de se rendre à des manifestations, pourtant suivies à chaque fois plus massivement. Ce refus de renvoi, cette condamnation sont les signes d'un gouvernement aux abois, et d'une justice aux ordres.* »

Notes

[1] Le procureur avait déclaré : « *On n'a pas réussi à interpellier les personnes qui ont jeté des cocktails Molotov, des boules de pétanque sur les forces de l'ordre, qui ont tiré au mortier.* »

[*] Le prénom a été modifié à sa demande.

Laury-Anne CHOLEZ et Yoan JÄGER (photographies) (Reporterre)
29 novembre 2022

Des aliments de qualité pour les quartiers populaires : « On a aussi droit au beau quand on n'a pas de thunes »

L'association Vers un réseau d'achat en commun veut démocratiser l'accès à une alimentation de qualité par des groupements d'achats dans les quartiers populaires et des événements organisés avec et pour les habitants. L'occasion d'aller au-delà des clichés.



Le hall d'entrée du centre socioculturel Maurice Noguès, dans le 14^e arrondissement de Paris, est déjà très animé en ce samedi après-midi. Et pour cause : le centre accueille dans ses locaux un concours de cuisine réunissant les talents culinaires du quartier. De nombreuses habitantes – des femmes à une écrasante majorité – sont venues accompagnées de leurs enfants ou de leurs amies. Le plaisir de se retrouver et les embrassades ne se font pas attendre, tandis que certaines s'affairent déjà en cuisine. Dans un coin, les enfants mettent également la main à la pâte en préparant brochettes de fruits, pancakes et autres douceurs sucrées.

« Aline, je peux te parler ? », « Aline, comment ça va ? », « Aline, je mets ça où ? » Sans cesse sollicitée, la directrice de l'antenne parisienne de l'association Vrac (Vers un réseau d'achat en commun), Aline Di Carlo, passe d'une salle à l'autre pour finaliser les derniers détails. Tapis rouge : OK, sièges pour le public : OK, table des jurés : OK. On la sent perfectionniste pour cet événement que l'association prépare pour la deuxième fois seulement, après une première édition dans le 18^e arrondissement.



Becs sucrés. Le jury de la partie sucrée du concours, exclusivement féminin, à l'image de la majorité du public présent. ©Nils Hollenstein

À rebours des clichés

« L'idée du concours, c'est de prendre le contre-pied des clichés sur les quartiers populaires. Ici, on a des talents et des savoir-faire d'un peu partout avec une envie commune : faire du beau et de la qualité. » Ce mantra guide l'activité de l'association au quotidien. Depuis presque dix ans, Vrac, fondé à Lyon, monte des groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Son objectif : permettre à des habitant·e·s de ces quartiers populaires d'accéder à des produits bios, locaux et équitables, tout en faisant tomber la barrière tarifaire pratiquée dans les grandes enseignes.



Heureux élu. Les plats sont observés, goûtés et notés par le jury. Le Thiou de Maydouna et sa viande en trompe l'œil ont raflé la mise et remporté le 1^{er} prix. ©Nils Hollenstein

Acheter en grosse quantité, sans intermédiaire, en évitant les emballages superflus, « permet de limiter les prix, sans saigner les producteurs », explique Boris Tavernier, fondateur et délégué général de l'association. « Ce sont les producteurs qui fixent leurs prix, nous on achète, selon nos capacités », complète celui qui se revendique fervent

soutien de l'agriculture paysanne depuis bientôt 20 ans. « *Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, on a le même pourcentage de personnes qui ont envie de bien s'alimenter. C'est pas qu'une question d'argent ou de culture.* » Une étude de l'Institut du développement durable et des relations internationales (l'Iddri) publiée début 2022 le confirme : les personnes modestes aspirent tout autant que les autres à « bien manger », mais font face à davantage de contraintes pour y parvenir. Les culpabiliser ne fait qu'aggraver les choses [1].

Vrac est actuellement implanté dans 14 villes et 80 quartiers prioritaires, et revendique 4 000 familles adhérentes. L'association ouvrira bientôt quatre nouvelles antennes, deux dans le Sud, à Avignon et dans le Pays d'Arles, deux en région parisienne (Nanterre et Saint-Denis). Boris Tavernier espère pouvoir ensuite pérenniser le dispositif : « *On peut dire qu'on a mis un pied dans la porte. L'enjeu maintenant, c'est de montrer que ces alternatives peuvent devenir la norme.* »

« **J'ai été obligée d'utiliser de la carotte violette** »

Aujourd'hui, même si les adhérent·e·s du groupement d'achat du 14^e sont peu nombreux·ses, les habitantes et habitués du centre socioculturel répondent présent. « *Créer ce moment festif n'est possible que parce que Vrac est présente dans les quartiers et coopère avec d'autres structures* », souligne Aline Di Carlo. Le jury pour les plats salés, composé de deux chef·fe·s, d'une journaliste et d'une des gagnantes de l'édition précédente, prend place devant un public fourni.

Pour le concours, les candidates sont soumises à quelques contraintes : utiliser un légume ou fruit de saison dans leur plat ou dessert et revisiter leurs recettes à la sauce végétarienne. Maimouna, une des participantes, ironise : « *J'ai été obligée d'utiliser de la carotte violette.* »



Victimes de la carotte violette. Les pastels sénégalais, et végétariens, préparés par Maimouna, en quantité suffisante pour nourrir le jury et le public. ©Nils Hollenstein

« *À force de nous connaître et de goûter les produits, les gens nous font confiance et (re)découvrent des saveurs qu'ils ne connaissaient pas ou plus* », avance Boris Tavernier. Le catalogue de Vrac se concentre essentiellement sur des produits secs, des légumes et fruits de saison ainsi que des produits d'hygiène et d'entretien que les adhérents et adhérentes commandent puis viennent retirer une fois par mois lors d'une permanence. Selon les villes, les catalogues comme les conditions d'adhésion varient. En général, les habitants des quartiers où s'installe le groupement d'achat sont prioritaires et bénéficient d'une adhésion à prix libre.



Maimouna. Maman et habitante historique du quartier. ©Nils Hollenstein

Les produits pour le concours de cuisine ont été fournis par Vrac, comme la farine, issue d'un moulin à Versailles. Les recettes sont souvent traditionnelles : variante végétarienne du « poulet DG » (un plat camerounais), vermicelles, coucous tunisien ou encore pastels (beignets) du Sénégal. *« J'ai commencé à cuisiner à 10 h 30 ce matin, ça me fait plaisir que le jury puisse déguster mes pastels »*, exulte Maimouna. Habitante du quartier depuis longtemps, elle *« connaît bien les murs »* du centre socioculturel. *« À la fête des voisins ou de la musique, on me demande toujours de faire un kilo de pastels. J'en apporte souvent trois »*, raconte-t-elle en riant.

Aller au-delà de l'aide alimentaire

Parmi les participantes, Françoise, trésorière d'une épicerie solidaire du quartier et adhérente de Vrac. L'épicerie solidaire, partie prenante du réseau d'aide alimentaire à Paris, vient en aide aux personnes précaires pendant trois à six mois. *« Il faudrait créer des passerelles pour que les gens de l'épicerie solidaire se tournent ensuite vers Vrac. Malheureusement, on n'y arrive pas pour l'instant »*, regrette-t-elle. Chaque trimestre, au moins 2,5 millions de personnes recourent à l'aide alimentaire distribuée par les organisations caritatives comme le Secours populaire ou les Restos du cœur (dont 80 000 via une épicerie solidaire), selon l'Insee. La tâche est donc immense.



« Surprenant ». 1^{er} prix des desserts, le gâteau marron-citron d'Aïcha a étonné le jury par son association de saveurs réussie. ©Nils Hollenstein

L'action de Vrac, si elle n'est pas encore devenue la norme, vise à s'inscrire comme alternative durable au système actuel d'aide alimentaire : « *On est toujours dans une politique où les pauvres ont droit aux restes et aux invendus* », fustige Boris Tavernier. « *On a aussi droit au beau quand on n'a pas de thunes.* »

Cela passe également par l'organisation de moments collectifs comme ces ateliers et concours de cuisine. Tout au long de l'après-midi, les jurés du salé et du sucré soulignent la créativité des participantes. Parmi les préparations primées, les boulettes de viande en trompe-l'œil du Thiou de Maydouna ou le gâteau « design » aux poires et amandes de Nermin. Le public a pu ensuite lui-même déguster les différentes préparations salées et sucrées. Verdict ? Il n'en restait plus une miette.

Nils HOLLENSTEIN (Basta !), 24 novembre 2022, publié dans Alternatives

Photo de une : Le public assiste à la désignation des meilleurs plats, lors du concours de cuisine organisé par l'association Vrac. ©Nils Hollenstein

Notes

[1] Voir l'étude de l'IDDRI.

Alpes : contre une retenue d'eau, des zadistes iront « jusqu'au bout »



Dans les Alpes, à La Clusaz, des activistes occupent une nouvelle zad depuis le 24 septembre. Ils s'opposent à la destruction d'un bois qui devrait être remplacé par une retenue d'eau, destinée à la neige artificielle.

La Clusaz (Haute-Savoie), reportage

Depuis le 24 septembre, plusieurs collectifs d'activistes occupent le bois de la Colombière situé sur le plateau de Beauregard, au-dessus de la station de La Clusaz (Haute-Savoie). Ils s'opposent à la destruction imminente du bois et de la tourbière. Cette destruction vise créer une retenue collinaire, qui fournira l'eau servant à la neige artificielle pour le ski. Ils dénoncent la non prise en compte des avis négatifs recueillis lors de l'enquête publique. Reportage en images.



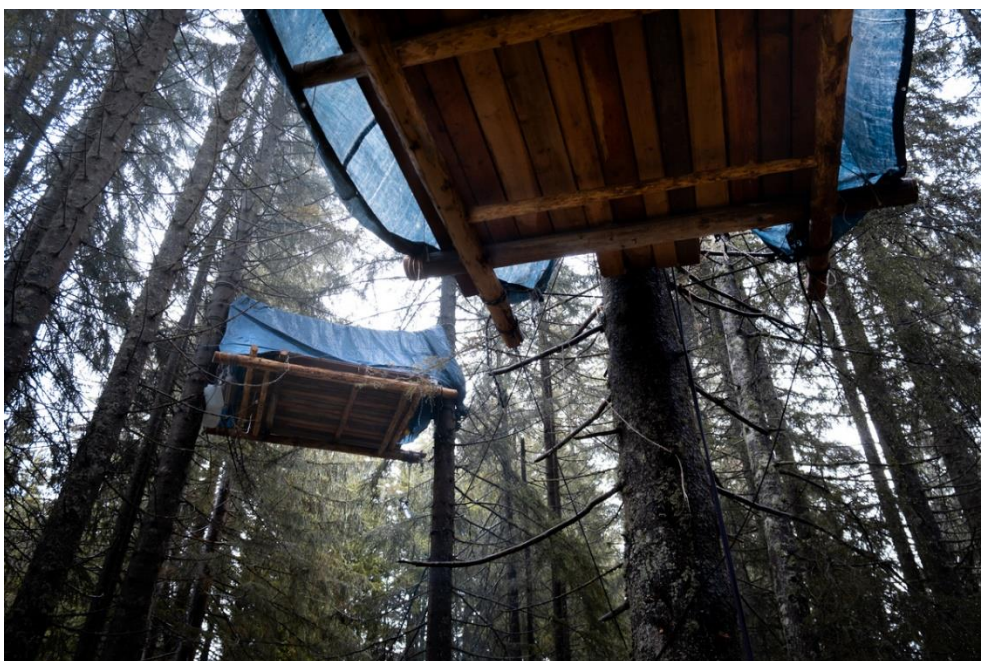
Au fond, le bois de la Colombière, situé sur le plateau de Beauregard, au-dessus de la station de La Clusaz. ©Léo Pierre / Reporterre

Il est 8 heures du matin, ce mardi 27 septembre, sur le plateau de Beauregard, à La Clusaz. Les volutes de brouillard laissent entrevoir la neige qui recouvre les sommets environnants. La nuit a été froide, mais cela n'a pas arrêté les activistes qui occupent le bois de la Colombière depuis quatre jours. Leur but : empêcher l'arrachage des arbres, prélude au lancement de la construction d'une nouvelle retenue collinaire. Il s'agit de la cinquième retenue d'eau de la station. Officiellement, elle servira à assurer l'alimentation en eau potable de la commune, à fabriquer de la neige de culture en hiver et à pérenniser les activités agropastorales. Les collectifs d'opposants dénoncent la destruction du patrimoine naturel, ainsi que l'accaparement de la ressource hydrique.



« Retenue collinaire : tout schuss dans le mur », lit-on sur une banderole à l'entrée de la zad. ©Léo Pierre / Reporterre

Sur le bord du sentier carrossable qui mène en haut du plateau, une grande banderole barre un chemin forestier. « Retenue collinaire, tout schuss dans le mur. » Ce slogan indique l'entrée de la nouvelle zone à défendre (zad) installée en réaction à l'avis d'utilité publique accordé par le préfet de Haute-Savoie le 19 septembre dernier. Pour la deuxième fois et sous l'impulsion d'Extinction Rebellion, cette forêt est le théâtre d'une occupation illégale menée par différents collectifs réunis sous la bannière Sauvons Beauregard.



Les tentes des militants installées dans les arbres. ©Léo Pierre / Reporterre

Derrière la banderole, un chemin forestier s'enfonce dans le bois de la Colombière où les militants ont établi leur campement composé de tentes, de plateformes de bois accrochées aux arbres et de bâches tendues pour se protéger de la pluie.



Campement des militants. ©Léo Pierre / Reporterre

« On compte rester jusqu'au bout »

Depuis le début de l'occupation, quelques dizaines de personnes se relaient pour y passer la nuit. Ils ont installé une cuisine sommaire afin de pouvoir tenir jusqu'au 30 novembre. Car après cette date, les bulldozers ne pourront plus défricher ce bois où nichent notamment des chauves-souris. Un arrêté de préservation de cinquante-huit espèces protégées empêche tous travaux après cette date. « On compte rester jusqu'au bout », dit une militante.



Parmi les activistes, beaucoup ont l'intention de rester autant qu'il le faudra. ©Léo Pierre / Reporterre

Autour du feu, les affaires sèchent et les corps se réchauffent. Parmi les activistes, beaucoup comptent rester le temps qu'il faudra, mais d'autres préfèrent s'économiser et viennent donner des coups de main à la journée.



Zad de La Clusaz. ©Léo Pierre / Reporterre

Derrière le camp, la forêt continue jusqu'à l'emplacement prévu de la retenue collinaire : un vaste réservoir de 148 000 m³, soit le volume d'une quarantaine de piscines olympiques. « L'eau sera pompée trois kilomètres plus bas dans une source potable pour être stockée dans un bassin à ciel ouvert. Une fois stagnante, elle ne sera plus propre à la consommation et elle pourra être soumise à près de 50 % d'évaporation, souligne une militante. Sans compter le dérangement des cinquante-huit espèces protégées qui vivent sur le site. »



Des activistes sur le campement de la zad. ©Léo Pierre / Reporterre

De retour au camp, les militants s'affairent à développer la zad. À l'ordre du jour, la construction d'une « maison collective » avec un toit en dur grâce au matériel amené par les soutiens à l'occupation. « Au-delà du désastre écologique et de l'impact environnemental de ce projet, nous sommes surtout face à un problème d'ordre démocratique. L'enquête publique auprès de la population a révélé plus de 76 % d'avis défavorables à ce projet. Ça nous donne la légitimité d'occuper cet endroit », explique une militante.



La barricade à enjamber pour quitter la zad. ©Léo Pierre / Reporterre

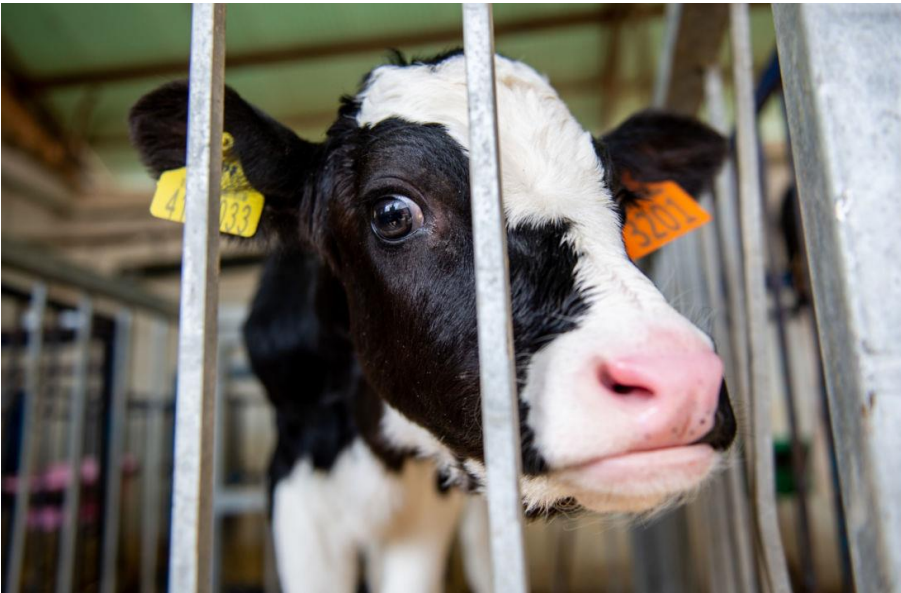
Avant de quitter le campement, il faut enjamber une barricade mise en place pour bloquer les engins de chantier. Ingrid, militante d'Extinction Rebellion insiste : « Notre but est vraiment de remettre les citoyens au cœur des décisions du territoire. Pour l'instant il n'y a pas de discussions avec les collectifs pour trouver des alternatives. » « L'action d'occupation illégale est le dernier recours que l'on a, ajoute un autre militant. Avec ces températures, vous pensez bien que l'on aurait aimé faire autrement. »



Dans les Alpes, mobilisation contre la politique du « tout ski »

Léo PIERRE (Reporterre)
28 septembre 2022

Paroles de philosophes : « Il faut cesser de traiter les animaux comme des marchandises »



En éthologie et en neurobiologie, il est bien établi que les mammifères, les oiseaux, les poissons et de nombreux invertébrés sont « sentients », c'est-à-dire capables de ressentir du plaisir, de la douleur et des émotions. | © Havva Zorlu / We Animals Media

Début octobre, quelques 450 philosophes du monde entier ont signé la « déclaration de Montréal », qui condamne « l'exploitation animale », qualifiée d'« injuste et moralement indéfendable ». Une invitation à élargir notre sensibilité morale, à étendre l'humanisme au-delà de notre espèce, à réfléchir à notre relation à la nature mais aussi à la représentation que nous nous faisons de nous-mêmes. Conversation avec l'un des signataires, Mark Hunyadi, professeur de philosophie morale et politique à l'UC-Louvain.

Paris Match. Quelle est l'essence de la « déclaration de Montréal » ?

Mark Hunyadi. L'intention fondamentale de ce texte, signé par des philosophes d'horizons très divers, est de réclamer l'abolition des souffrances inutiles qui sont infligées aux animaux, principalement du fait de l'industrialisation de leur élevage et de leur pêche. Il s'agit de la mise à mort quotidienne de millions d'êtres vivants à des fins mercantiles. Ce texte nous dit qu'il faut cesser de traiter les animaux comme des choses ou des marchandises.

Il y a quelques années, dans l'introduction d'un « Plaidoyer pour les animaux » (éd. Allary), Matthieu Ricard rappelait ce propos d'Alphonse de Lamartine : « On n'a pas deux cœurs, un pour les animaux et un pour les humains. On a un cœur ou on n'en a pas. » Ainsi, en des temps différents, un moine bouddhiste et un poète nous ont parlé de leur compassion à l'endroit des animaux. Est-ce de cela qu'il s'agit dans cette déclaration de Montréal ?

Mark Hunyadi. Partiellement, car le discours de ces deux auteurs fait plutôt appel à une sorte de sentimentalisme. Ils parlent avec leur cœur. Je n'ai pas de problème avec cela : leur exhortation est certainement utile, car elle invite à élargir notre sensibilité morale à l'endroit des animaux. Pour autant, il ne s'agit pas, à mon sens, d'une bonne argumentation philosophique. Autrement dit, on ne réglera pas cette très vieille question du rapport de l'homme à l'animal en faisant uniquement appel à l'affectivité de nos semblables. Peut-être que cette voie est empruntable pour ce qui concerne les animaux de compagnie, que nous pouvons identifier comme des membres de nos familles. Mais la question qui se pose à nous est bien plus large. Il y a aussi tout ce monde du vivant, avec lequel on a des rapports très abstraits. Notamment ces animaux dont on consomme la chair et qui, à nos yeux de carnivores, n'existent pas en tant qu'individus. Celui qui découpe un

gigot ne songe généralement pas à ce que fut l'existence courte et difficile de l'agneau qui se trouve dans son assiette. Ce n'est pas un discours sentimentaliste qui mettra fin à ce déni.



Mark Hunyadi. « Il faudrait miser sur une évolution de l'esprit humain. Il faudrait éduquer les hommes, leur apprendre à retrouver une certaine intelligence des limites pour qu'ils cessent de maltraiter les autres espèces, pour qu'ils cessent de les considérer seulement comme des ressources. » © Doc

pour qu'ils cessent de maltraiter les autres espèces, pour qu'ils cessent de les considérer seulement comme des ressources, pour qu'ils les respectent. À mon sens, ce serait un chemin moins conflictuel et bien plus porteur d'espoirs.

Pourquoi avez-vous alors signé ce texte ?

Parce que je suis sensible à la cause animale. Parce que j'ai le souci de la souffrance que nous infligeons de manière inutile à d'autres êtres vivants. Cette déclaration, malgré ses défauts, est une invitation à élargir notre sensibilité morale aux autres espèces avec lesquelles nous cohabitons sur cette terre.

Est-il éthiquement justifié de se préoccuper d'une plus grande solidarité avec les animaux, alors qu'il y a encore tant à faire pour favoriser une plus grande fraternité entre les humains ?

Oui, parce que le regard que l'on porte sur notre rapport aux animaux nous invite à réfléchir aussi à ce qu'est la société humaine, à la représentation que nous avons de nous-mêmes et in fine à notre propre nature animale. C'est ce que j'appelle « l'effet Brigitte Bardot ». La chose qu'on lui a le plus reprochée, c'est de s'occuper tant des animaux et si peu des humains. Mais il faut plutôt percevoir l'utilité objective du combat qui a été mené par cette comédienne à la retraite : en attirant l'attention sur la souffrance animale, elle a suscité, à son corps défendant sans doute, une réflexion sur la société des hommes et, au bout du compte, sa démarche a donc conduit à une plus grande attention au sort des animaux, mais aussi à celui des humains. À sa manière, comme le moine et le poète que vous avez cités tout à l'heure, comme les philosophes qui ont signé la déclaration de Montréal, elle a participé à ce long chemin vers une plus grande sensibilité morale de notre espèce. S'occuper des animaux nous conduit à réfléchir à ce que nous sommes, à ce que nous réalisons sur cette terre, à nos interactions avec les autres êtres vivants, y compris les humains.

Le texte dont vous êtes l'un des signataires s'appuie plutôt sur les connaissances scientifiques les plus récentes ?

Il souligne en effet qu'en éthologie et en neurobiologie, il est bien établi que les mammifères, les oiseaux, les poissons et de nombreux invertébrés sont « sentients », c'est-à-dire capables de ressentir du plaisir, de la douleur et des émotions. Je n'ai aucun doute à l'égard de ces constats scientifiques. En revanche, je suis moins en accord avec cette partie de la déclaration qui affirme que les animaux sont des « sujets » qui ont leur propre point de vue sur le monde qui les entoure, au même titre que les humains, et que, dès lors, ils auraient des « intérêts » à faire valoir, comme n'importe quel autre acteur de la société, lesquels seraient portés par des personnes qui les représenteraient.

Cela en ferait des sujets juridiques ?

En effet, dans cette vision des choses que je ne partage pas, on leur conférerait des droits au même titre que des humains qui ont besoin d'une protection spécifique, tels les mineurs d'âge ou les personnes handicapées. Aussi, des cochons et des poules, en tant qu'individus, pourraient être défendus par des avocats qui plaideraient leurs causes devant les tribunaux. C'est un point de vue très anglo-saxon qui est, à mon sens, un peu caricatural. Protéger, par respect, des êtres vulnérables qui sont potentiellement à notre merci, c'est une chose ; leur conférer des droits, c'en est une autre. Je ne réfute pas totalement la voie juridique mais je trouve qu'on devrait être, somme toute, bien plus radical. Il faudrait miser sur une évolution de l'esprit humain. Il faudrait éduquer les hommes, leur apprendre à retrouver une certaine intelligence des limites

Le cœur du débat ne serait donc pas tant de donner des droits aux animaux que de réfléchir à notre vision du monde, et plus singulièrement à la relation que nous entretenons avec la nature ?

C'est parfaitement cela. Plutôt que de donner un statut à des animaux, plutôt que de jauger leurs intérêts avec un regard très anthropocentrique, nous devrions revisiter nos croyances, cette vision du monde qui nous a conduit à maltraiter la nature, à tuer en masse d'autres espèces en les considérant seulement comme des ressources, des moyens de satisfaire des besoins gustatifs et autres. Encore une fois, c'est là que se trouve la vraie utopie : changer notre vision du monde au profit d'un humanisme moins arrogant, plus respectueux des autres espèces. Un exemple : on pourrait interdire la chasse, c'est une voie tout à fait praticable sur le plan juridique, bien qu'il y aurait certainement encore des braconniers. Mais ne serait-ce pas plus profitable pour les animaux de travailler à l'élévation de la sensibilité morale des hommes, au point qu'à l'avenir, aucun d'entre eux ne puisse encore ressentir le désir de tuer des animaux sauvages pour son seul plaisir, et que la pratique de la chasse soit unanimement considérée comme un acte honteux et intolérable ?

D'évidence, la critique de toutes les formes de domination est de plus en plus forte. On peut donc avoir l'intuition qu'on se dirige vers un monde qui aura un souci beaucoup plus grand du vivant, et où les hommes seront beaucoup plus protecteurs envers les autres espèces.

Ce point de vue philosophique n'est-il pas trop optimiste ?

Je ne le crois pas. Il suffit de poser un regard sur le passé pour se rendre compte que la sensibilité morale des hommes est en constante évolution. Dans la démocratie grecque que l'on vante si volontiers, seuls quelques centaines de mâles avaient le statut d'hommes libres : les femmes, les esclaves, les « métèques » étaient hors du champ politique et moral. Et puis, cela s'est élargi. Aujourd'hui, l'égalité des droits de tous les humains fait partie de notre vision non négociable du monde. Nos contemporains éprouvent une réprobation unanime à l'égard du travail des enfants mais, il n'y a pas si longtemps, celui-ci était encore une réalité dans la société belge. De même, l'esclavage a été pratiqué pendant des siècles, alors que maintenant il est unanimement et justement réprouvé. On peut aussi songer aux exécutions en place publique, auxquelles on procédait autrefois devant des spectateurs qui venaient y assister en famille. Ou encore aux zoos humains, qui exhibaient des hommes « exotiques » jusque dans les années 1930. Qui imaginerait encore des horreurs pareilles aujourd'hui ? Notre sensibilité morale est donc en évolution constante. C'est un processus qui se poursuit inexorablement et qui vaut aussi pour la cause animale.

Des mouvements comme #MeToo, Black Lives Matter ou les mobilisations – principalement des jeunes – pour le climat ne s'inscrivent-ils pas dans cette évolution de la vision qu'ont les hommes d'eux-mêmes et de leurs interactions avec la planète ?

Bien sûr. Et la réflexion sur notre rapport au monde animal est un élément de cette dynamique. Sans doute cette dernière a-telle été favorisée par l'émergence des réseaux sociaux, mais elle s'est aussi renforcée à la faveur d'événements qui ont cristallisé des prises de conscience : « l'affaire Weinstein » pour #MeToo, les meurtres racistes commis par des policiers américains pour Black Lives Matter, ou les vidéos d'activistes qui ont révélé l'horrible réalité des abattoirs industriels, où l'on tue chaque année des milliards d'animaux que l'on a fait naître artificiellement dans le seul but de les tuer. D'évidence, la critique de toutes les formes de domination est de plus en plus forte. On peut donc avoir l'intuition qu'on se dirige vers un monde qui aura un souci beaucoup plus grand du vivant, et où les hommes seront beaucoup plus protecteurs envers les autres espèces. Peut-être que, dans quelques décennies à peine, les élevages industriels apparaîtront aussi immoraux que l'esclavage. Les mentalités évoluent très vite. Notre vision de nous-mêmes et du monde avance tellement qu'on peut poser l'hypothèse qu'il y aura finalement une nouvelle révolution copernicienne.



Mark Hunyadi : « On peut donc avoir l'intuition qu'on se dirige vers un monde qui aura un souci beaucoup plus grand du vivant, et où les hommes seront beaucoup plus protecteurs envers les autres espèces. »

© Peta-France

Une « nouvelle révolution copernicienne », dites-vous ?

Oui, un changement radical de la représentation que l'homme se fait de lui-même, de ses interactions avec les autres espèces, de sa place dans la nature. Pour comprendre ce point de vue, je vous invite à nouveau à plonger dans l'histoire. Dans l'Antiquité, la vision du monde était bien différente de celle d'aujourd'hui. Les penseurs de ce temps vouaient une admiration au bel ordonnancement de l'univers, ils se voyaient comme des éléments parmi d'autres qui devaient s'intégrer dans le cosmos. Bien sûr, en ces temps très anciens comme actuellement encore, il y avait cette obsession philosophique de vouloir distinguer l'homme de l'animal mais, globalement, la vision de la place de l'homme dans l'univers était empreinte d'humilité. À partir du XIV^e siècle, les choses se sont totalement inversées.

De quelle manière ?

Cela s'est passé dans cette époque magnifiquement mise en scène par « Le Nom de la rose » d'Umberto Eco. Sous l'impulsion de théologiens comme Guillaume d'Ockham, l'homme a commencé à se voir comme un être libre, créé à l'image de Dieu, et donc doté d'une volonté souveraine lui permettant de façonner un monde dont il serait la figure dominante. Cette vision de l'individu, qui est encore celle qui prévaut aujourd'hui, a eu un extraordinaire pouvoir émancipateur. Germant pendant plusieurs siècles, cette petite graine a conduit à une remise en question des ordres politiques et religieux anciens. Elle a été aussi à l'origine de l'économie de marché, de la science moderne et, finalement, de ces grands bonds technologiques que nous avons faits au fil des siècles. Elle a débouché sur une représentation de l'homme qui a bien été résumée par René Descartes : en 1637, ce penseur de la rationalité considérait dans son « Discours de la méthode » que les hommes sont « *maîtres et possesseurs de la nature* » et qu'ils peuvent la modeler par le savoir, la technologie, la science. C'est la conception d'un homme dont la volonté supplante toutes les limites naturelles, qui – à l'instar de Dieu – est capable de modifier le monde à l'envi, qui impose ses exigences à la nature. Au point que tout ce qui n'est pas humain – ce qui nous ramène à la discussion sur notre perception des animaux – devient une ressource destinée à contribuer au dessein humain. Ce fut là la naissance de l'homme « moderne » qui, avec une grande arrogance, s'est mis à croire que son aptitude au « progrès », son savoir et sa technicité pouvaient faire de lui le maître du monde.

Dans cette vision, il n'est plus cet élément qui s'intègre harmonieusement dans le cosmos, c'est lui qui façonne l'univers avec un orgueil sans limite, voire sans barrières morales ?

Voilà, c'est sa volonté qui supplante tout. Quitte à détruire la planète, à faire souffrir d'autres espèces, voire d'autres hommes déclarés « inférieurs », « animalisés », perçus à leur tour comme des ressources. C'est l'histoire de la colonisation, aujourd'hui réprouvée, autrefois perçue comme un progrès civilisationnel. C'est encore l'histoire de l'industrialisation du XIXe siècle, qui ne se préoccupait pas du bien-être de la classe ouvrière et de la dégradation de l'environnement. C'est encore notre histoire actuelle quand l'aventure humaine détruit la biodiversité et le climat, par exemple avec la dégradation constante de la forêt amazonienne.

Notre volonté de nous affranchir de la nature nous a rendu trop orgueilleux ?

Oui, l'homme a perdu l'intelligence des limites. On est tombé dans un syndrome de toute-puissance. Mais on voit aujourd'hui une espèce de retour de manivelle avec le dérèglement climatique, la mise en péril d'innombrables autres espèces, la destruction de l'environnement. Pour finalement se rendre compte que notre suffisance menace notre propre existence.

La problématique du respect des animaux est donc un élément de ce questionnement sur notre vision du monde ?

Ce l'est, à l'évidence. L'élevage industriel, cette mise à mort d'êtres vivants réduits à des marchandises qui sont sources de profit, n'est pas seulement contestable sur le plan éthique ; elle l'est aussi sur le plan écologique, car elle représente une menace pour l'homme lui-même. Quinze pour cent des émissions de gaz à effet de serre sont uniquement dues à l'élevage d'animaux destinés à la consommation humaine. Cela représente plus que tous les avions, bateaux, trains et voitures réunis. Selon une étude de l'université d'Oxford, si les sept milliards d'humains ne consommaient plus de chair animale, les émissions de gaz à effet de serre diminueraient de 70 %. Il y aurait aussi plus de terres cultivables, car il faut beaucoup de végétaux pour alimenter les bêtes d'élevage : pour être produite, une calorie de viande nécessite sept calories végétales. L'élevage est donc une des causes importantes du réchauffement climatique. Il accapare la moitié de l'eau potable et les deux tiers des terres cultivables. Donc les humains sont aussi les victimes de leur rapport aux animaux.

Décidément, cette conversation sur le respect que l'on doit aux animaux nous conduit systématiquement à parler des intérêts de notre propre espèce. Que pensez-vous de cette idée que l'on trouve dans le confucianisme, selon laquelle il y aurait une correspondance entre la manière dont une civilisation traite les animaux et celle dont ses élites traitent les hommes « ordinaires », ceux qui n'ont ni la primauté du savoir, ni la primauté du pouvoir ?

Qu'en effet, il existe un rapport d'analogie entre la manière dont on traite les animaux et la violence sociale. Le philosophe Theodor W. Adorno a bien démontré comment la domination de la nature est le corollaire de la domination de l'homme sur l'homme. On commence par se différencier des animaux pour ensuite différencier les hommes entre eux : l'homme et la femme, le national et l'étranger, les esclaves et les hommes libres. Parfois en qualifiant les discriminés « d'animaux », voire en les traitant tels que des animaux, comme l'induit le délire fasciste. Claude Lévi-Strauss disait à cet égard qu'« en s'arrogeant le droit de séparer radicalement l'humanité de l'animalité, en accordant à l'un tout ce qu'il refusait à l'autre, l'homme a ouvert un cercle maudit (car) la même frontière sans cesse reculée sert ensuite à écarter des hommes d'autres hommes ».



Mark

Hunyadi : « L'élevage industriel, cette mise à mort d'êtres vivants réduits à des marchandises qui sont sources de profit, n'est pas seulement contestable sur le plan éthique ; elle l'est aussi sur le plan écologique, car elle représente une menace pour l'homme lui-même. » © Jo-Anne McArthur/ Oikeutta Elaimille / We Animals Media

Il est clair qu'en finir avec l'élevage et la pêche industrielle rendrait notre relation aux animaux plus éthique. Mais n'est-il pas tout aussi évident que, dans de nombreuses régions du monde, voire dans certaines couches sociales de notre société, vivre sans manger de chair animale n'est tout simplement pas praticable pour le moment ?

Je partage ce questionnement. Nombre d'humains n'ont pas le choix. Dans le monde, deux milliards de personnes souffrent déjà de malnutrition et de famine, et la perte des protéines animales les priveraient de nutriments difficiles à remplacer. Aussi peut-on considérer que le végétarisme est un luxe de consommateurs occidentaux. Mais le végétarisme a aussi cette vertu de faire évoluer notre sensibilité aux animaux, à l'égard du vivant. L'idée n'est donc pas d'imposer le végétarisme ici et maintenant, mais il faut abolir la mise à mort industrielle des animaux. Toutefois, il serait malhabile de vouloir remettre en cause de petits élevages dans des fermes où l'on trouve quelques dizaines de vaches et de cochons. Il ne faut pas rendre la cause animale détestable aux yeux de la société.

Enfin, vous rejoignez le point de vue de PETA (People for the Ethical Treatment of Animals), la plus grande organisation au monde luttant pour les droits des animaux. Sa présidente estime que la démarche abolitionniste n'est pas réaliste, qu'il vaut mieux d'abord œuvrer pour le « bien-être animal », dans un monde qui n'est pas encore prêt à supprimer l'élevage et la consommation de chair animale.

Les philosophes, particulièrement les philosophes de la morale dont je suis, doivent toujours réfléchir avec des lunettes bifocales. Il faut avoir un œil pour l'idéal mais cela ne doit pas exclure une prise en compte de la réalité telle qu'elle est, des rapports de force tels qu'ils existent. Les considérations d'une organisation comme PETA sont sans doute fondées sur le plan stratégique. Mais encore une fois, le cœur du problème – ou mieux encore, sa racine – est la représentation que l'homme moderne se fait de lui-même. Il s'agit de cultiver une intelligence des limites, de lui redonner de l'humilité dans son rapport à la nature. C'est cela l'utopie fondamentale, car sa conséquence est le respect des formes d'existence qui ne sont pas humaines, non parce qu'on devrait voir les animaux comme des sujets de droit, non parce qu'ils nous ressemblent en certaines manières ou encore parce qu'ils sont sentients, mais parce qu'ils sont autres, tout simplement. Autrement dit, il est important de réfléchir au bien-être des animaux, mais il l'est encore plus de modifier notre représentation de nous-mêmes. Si nous y arrivons, le reste en découlera tout à fait naturellement. Si nous

devenons plus humbles, moins arrogants, la protection des autres espèces vivantes apparaîtra enfin comme une évidence incontournable pour tous les humains.

Heureusement, les jeunes d'aujourd'hui qui manifestent en nombre pour le climat et la biodiversité semblent bien plus conscients de ces enjeux que les générations qui les ont précédés ?

Je partage ce constat. Permettez-moi de faire mention de ma fille âgée de 8 ans. Sa vision du monde me semble plus riche que la mienne au même âge, car elle réfléchit déjà à nombre de questions en se demandant, tel un préalable, ce qui est bon et ce qui n'est pas bon pour la planète, pour les espèces qui y coexistent. Beaucoup de jeunes, aujourd'hui, cultivent déjà l'intelligence des limites. C'est pour cela qu'on peut ne pas être totalement désespéré.

Michel BOUFFIUX, publié le 24 octobre 2022

<https://parismatch.be/actualites/societe/596345/paroles-de-philosophes-il-faut-cesser-de-traiter-les-animaux-comme-des-marchandises>

Occupons-nous de la Terre avant de construire sur la Lune

Marc Held, pétaradant jeune homme de 90 ans, a perdu quasiment toute sa famille dans les camps. Il a été sauvé par des paysans en Corrèze... Ce survivant ose tout : qu'a-t-il à perdre ? Plus rien. Il fut l'un des grands designers des années 1970 – son fauteuil Culbuto est culte –, puis architecte pour IBM, entre autres, et photographe. Tout lui réussissait. Un jour, il a dit stop, a tout repensé. Il fourmille de projets. Et veut même réinventer la ville. Rien que ça. Tout est dans son dernier livre : Rêvons d'une autre ville ! (éd. Parenthèses).

Votre livre est un plaidoyer pour sauver la planète.

Nous sommes à un point de rupture et on prône des mesurette. Il est temps d'imaginer ce qui pourrait se passer.

Donc j'imagine : pandémies récurrentes, crises économiques mondiales, raréfaction des matériaux. Pendant la crise du Covid, on a assisté à un mouvement profond, réservé à une élite, de fuite vers les petites villes. Un exode. Les nouveaux modes de production, le travail à distance, etc. autorisent ces changements.

Je me suis demandé ce qu'on ferait des grandes villes, des quartiers de bureaux. On vit dans des boîtes en verre, hors de la lumière du jour, hors de la nature. On circule sous terre. Où est le lien de l'espèce humaine avec la nature ?

Dans les années 1970, j'ai rencontré René Dumont, le premier candidat écologiste à une élection présidentielle, face à Giscard d'Estaing et Mitterrand. J'ai passé quatre heures et demie dans un train avec lui. J'ai bu ses paroles. À cette époque, dans Le Nouvel Observateur, André Gorz écrivait des articles tout à fait passionnants sur l'écologie. On lisait les textes du philosophe Ivan Illich et ses diatribes contre la société industrielle et la production en série destinée à satisfaire une fringale et pas à satisfaire la faim ou le besoin. Je me suis dit qu'on était mal partis.

Vous avez participé au système ?

J'ai d'abord réalisé des projets passionnants pour IBM puis, contre ma volonté, j'ai dû intégrer, sur leur demande, le staff d'un promoteur. Ça a été trois ans de cauchemar, les commissions payées dans les couloirs, les escrocs... J'ai vu des diners où les géants de l'immobilier faisaient tomber les petites boîtes...

J'avais 38 personnes avec moi, l'argent rentrait. Mais il fallait encore, toujours, grossir. La banque était prête à me suivre. Mais j'ai tout laissé tomber. J'avais une maison en Grèce. Avec ma femme, on a vendu l'appartement parisien et on est partis sur une île grecque où j'ai observé longtemps la manière de travailler des habitants, avec les matériaux trouvés sur place. Une nouvelle vie. Un vrai retour aux sources. Et j'ai écrit un livre. Par miracle, le bouquin se vend, la télé et les journaux grecs en parlent, à tel point que j'en viens à donner des conférences.

J'avais juré que je ne construirais plus jamais, mais une gentille dame, survivante du ghetto de Salonique, vient me voir à la fin d'une conférence à Athènes et me demande de lui faire une maison sur l'île de Skopelos*. Elle me raconte une histoire d'enfant cachée pendant la guerre qui ressemble à la mienne. J'ai passé une partie de la Seconde Guerre mondiale caché chez des paysans en Corrèze. Elle finit par me convaincre et je me remets au boulot. Mais pas comme avant. Je dessine sa maison comme un artisan, je fais tout, les plans, les détails, et je vais sur le chantier, architecte de campagne, du matin au soir avec les ouvriers. Je fais le boulot comme les jeunes architectes rêvent de le faire.

J'ai ensuite travaillé seul sur une douzaine de maisons en faisant tout : le bâtiment ; l'intérieur et les plantations, du premier coup de crayon à la livraison. Et s'il y avait un problème, des années après, je revenais pour le régler.

Passez-vous beaucoup de temps avec vos clients ?

Énormément. Deux mois à m'imprégner de leur projet, des données objectives, c'est-à-dire d'où viennent le vent, le soleil. Comprendre les contraintes. M'en pénétrer. Un Créateur, un concepteur, a toujours envie de céder à la première pulsion intérieure, mais je crois qu'il faut au contraire refuser ces tentations.

Vous êtes loin de ce que proposaient les promoteurs...

Il est inadmissible que l'habitat soit considéré comme un bien privé faisant l'objet de spéculation. C'est un bien public aussi important que l'alimentation, au même titre que la santé et l'éducation. Or il a été livré aux

promoteurs et, comme tout produit qui se raréfie, les prix montent. Je suis contre la propriété individuelle du sol. « La propriété, c'est le vol », disait Proudhon.

Encore un peu marxiste ?

Un des principes de base du marxisme, c'est l'appropriation des moyens de production. Ces instruments de production sont coupables de la destruction de la planète, de la surconsommation. Cette machine à produire s'est tellement perfectionnée que son but aujourd'hui n'est plus de satisfaire des besoins, mais de nous faire absorber ce que ces machines produisent. Tous les moyens sont bons pour les producteurs, les propriétaires des moyens de production, pour nous pousser à acheter ce dont nous n'avons pas besoin.

Des milliards d'heures de travail sont consacrées à fabriquer des biens qui, d'une part, détruisent la planète et, d'autre part, sont inutiles. Si on utilisait cette énergie à produire ce qui nous est nécessaire, on changerait le monde.

D'où votre dernier livre. Vous proposez des solutions radicales.

D'abord, la ville neuve devra être limitée en taille, en nombre d'habitants. Le plan est à l'opposé de ce qu'on a nommé la ville coloniale, avec des grandes mes perpendiculaires. Il faut privilégier la déambulation. Comme c'était le cas dans certaines villes anciennes avec des rues étroites débouchant sur une placette offrant le choix entre trois ou quatre rues : c'est étroit, ça s'élargit ; on ne sait pas où aller ; il y a un arbre, un truc. Tout le contraire du Havre. Selon moi, là, c'est l'horreur absolue. On nous vante le Paris haussmannien. Pourtant, avant Haussmann, les ouvriers s'opposant au pouvoir pouvaient se planquer dans des recoins pour échapper à la police.

Le baron a rendu la ville propre avec ses rues faites pour les défilés militaires et propices aux contrôles de toute sorte. Dans la ville telle que je l'imagine, nous ne sommes plus contraints, pour démocratiser notre environnement, de passer par la distribution de masse. Il y a maintenant les moyens de revenir à ce que j'avais nommé dans un article de 1970 un « néo-artisanat mécanisé ». On peut très bien, dans de petits groupes de hautes qualifications, dotés d'outils archaïques ou d'avant-garde, se libérer de la dépendance de la production de masse. Doucement, on se réapproprie les petites villes et l'on peut bâtir des cités nouvelles, celles que je nomme les Villes-neuves.

Sur quels principes ? Ces unités de vie, 30 000, 50 000, jusqu'à disons 120 000 habitants, doivent être autonomes pour l'alimentation, l'énergie, l'éducation et la gestion. Une autonomie alimentaire a une conséquence immédiate sur le plan de la ville : 50% au moins de la surface de la Ville-neuve sont consacrés à des cultures utiles. On trouve sur place des poulaillers, des clapiers à lapins, comme autrefois. Tout en circuit court. Ce n'est plus une ville où l'on dort ou se distrait, c'est une ville où l'on produit sa maison avec des matériaux trouvés sur place : ici la terre, là le bois et la pierre... Avec les petits outils, on fabrique les meubles dont on a besoin. Des gens avec du talent vont dessiner, concevoir des vêtements. Ils vont les vendre, peut-être à la ville d'à côté, mais jamais plus loin. Pas de transport, pas de pub. On revient à une cité humaine. L'éducation rend nos enfants capables d'avoir un libre arbitre, d'analyser les situations.

Une des autres règles fondamentales du plan de ma ville : le territoire doit être identifié, délimité. C'est un besoin profond de l'être humain. L'important, c'est la notion de la déambulation.

C'est à cette occasion qu'on commerçait, que les idées foisonnaient.

Vous dites qu'au XIXe siècle tout change. Vous parlez de « boîtes à habiter ».

La croissance des villes s'est amplifiée avec la révolution industrielle. Avec la naissance de l'industrie, les villes et les villages se transforment, un prolétariat et un sous-prolétariat naissent tandis qu'apparaissent les contestations. Pour que les ouvriers – les hommes-machines, comme disait Le Corbusier – soient rentables, il faut leur donner une quantité d'air et une nourriture suffisantes. Donc on va leur procurer des conditions de vie propices à l'accomplissement de leur tâche. Et les élites ont organisé l'espace pour rester entre elles. Dans le Nord, la maison de maître, du patron se distingue de la cité.

Comment gère-t-on un espace limité ?

La ville a un pouvoir d'absorption de population, un nombre de logements et une densité limités. Les scientifiques ont montré chez les rats comme chez les humains des phénomènes d'agressivité, de déprime quand la densité de la population augmente. S'il y a un besoin, on construira une ville soeur à quelques kilomètres, séparée par des champs productifs. Et la ville est circonscrite, toujours dans le sens de l'identification, c'est-à-dire que la ville est bien délimitée. On n'augmente ni sa taille ni sa densité. Selon le

principe de l'autonomie, on doit pouvoir aller à pied, à cheval, à vélo d'un point à l'autre. Pas besoin d'engins mécanisés ni d'immeubles de grande hauteur qui rendent dépendants des ascenseurs.

On fera des R+2... Les bâtiments publics peuvent être plus grands. Ils ont leur utilité parce qu'ils structurent un espace.

On va me rétorquer que c'est une utopie. Mais, toujours selon l'hypothèse de l'exode, on n'a plus le choix. On nous dit qu'on va faire une ville sur la Lune ou sur Mars. Putain, mais il faut s'occuper de la planète ! Il est temps de mobiliser notre énergie pour ce projet. Plutôt que d'espérer tirer d'un travail, d'un labeur ennuyeux, de quoi s'offrir un logement, ce qui reste un challenge, construisons notre propre maison, construisons notre propre ville !

Ne va-t-on pas connaître le même phénomène avec les migrations ?

Les pays développés continuent d'attirer le sous-prolétariat étranger et les villes s'étalent en bidonvilles.

Dans ma Ville-neuve, on pourrait garder des logements pour ceux qui bougent. On a prétendu pendant longtemps que le progrès serait le fruit d'une organisation où on privilégierait le premier de cordée. Et grâce à ces meneurs, il y aurait enrichissement général, ruissellement. Plus personne n'y croit. Certains chercheurs ont une approche différente : ce ne sont pas les groupes d'humanoïdes les plus agressifs qui ont survécu, mais au contraire les sociétés ouvertes sur l'extérieur, celles qui ont accepté le métissage.

Le tiers-monde ne crève pas de faim mais de mauvais exemples. Au Sénégal, où je vais souvent pour un projet d'école maternelle, le modèle occidental de représentation sociale par les accessoires est devenu une véritable maladie. L'éducation, c'est l'émancipation, c'est le moyen de monter dans l'échelle sociale. Au Sénégal, j'avais un copain d'enfance, Iba N' Diaye, un peintre aujourd'hui décédé. J'ai gardé des liens avec sa famille qui vit à Djilor. Dans les villages, les filles conquièrent une liberté quand elles sont allées à l'école. J'ai ressenti ce besoin et cette envie des mères qui veulent que leurs filles apprennent.

Lors d'un atelier d'architecture où j'étais invité par Gilles Perraudin, j'ai rencontré de jeunes professionnels qui, comme moi, privilégient les matériaux locaux, ne veulent pas faire carrière dans un bureau, etc. On s'est dit qu'on pourrait lancer quelque chose ensemble.

Le ministère de l'Éducation nationale au Sénégal, que j'ai contacté, m'a proposé le terrain pour construire l'école maternelle à Samba Dia. L'appel d'offres nous confirme un budget de 240 000 euros par an. J'ai déjà 80 000 euros. Si ça marche, je repars et on commence la construction en hiver.

Propos recueillis par la RÉDACTION (Siné mensuel)

* Michèle Champenois, Journaliste et critique d'architecture, a consacré un livre au travail de Marc Held en Grèce : Marc Held en Grèce – Skopolos, Norma Éditions, 2019.

Bertrand Louart, saper la méga-machine



Photo : Yohanne Lamoulère

Bertrand Louart, menuisier-ébéniste à la coopérative de Longo Maï, vient de publier Réappropriation. Jalons pour sortir de l'impasse industrielle, aux éditions La Lenteur. Contre notre ultra-dépendance à la « méga-machine », il prône la réappropriation des arts et des métiers.

Le travail manuel me repose du travail intellectuel et inversement », répond Bertrand Louart lorsqu'on lui demande ce qui occupe ses journées. Il les partage entre la menuiserie de Longo Maï, lieu collectif qu'il habite dans les Alpes-de-Haute-Provence, et son bureau où s'amoncellent brochures, tracts, livres écrits par d'autres et manuscrits de ses propres œuvres. Le besoin d'écrire lui est venu après l'accident nucléaire de Tchernobyl, en 1986. « Je faisais des études de biologie, et j'avais foi dans les sciences et les technologies pour résoudre les problèmes de l'humanité, se souvient-il. Le déferlement d'arrogance et de mépris des nucléaristes français a achevé de me convaincre qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume de la science. » Et donc, une pensée critique à aiguiser.

[...]

La fibre de la menuiserie lui vient un peu plus tard. Après des études de biologie avortées, il rejoint une imprimerie près d'Orléans. Bilan : le salariat et « les petits chefs » ne sont pas non plus pour lui.

À cette époque, il écrit et distribue déjà quelques tracts et brochures, participe à la lutte contre les TGV, fait la rencontre de la bande des rédacteurs de la revue anti-industrielle *L'Encyclopédie des nuisances*. Il se retrouve, dans ce contexte, avec une joyeuse troupe de jeunes architectes qui squattent un atelier du XX^e arrondissement parisien. Bertrand Louart découvre les exultations de la vie en communauté et profite des cours du soir de menuiserie-ébénisterie de la ville de Paris, dispensés par les professeurs de l'école Boule. « Je suis devenu menuisier volant : je me baladais avec mon matériel pour donner des coups de pouce aux différents collectifs, aux copains qui s'installaient à la campagne... », se souvient-il.

Dépossession des perspectives

En 2003, Bertrand Louart publie sa première brochure, sobrement intitulée « Quelques éléments critiques de la société industrielle ». S'y mêlent réflexions sur le capitalisme industriel, la science, la menuiserie... « C'était une tentative pour préciser la démarche de réappropriation dans laquelle les gens qui m'entouraient et moi-même étions engagés », résume-t-il. Cet écrit se nourrit d'expériences de vie, certes menées par fidélité à des convictions, mais aussi et surtout, écrit-il, par « nécessité ressentie d'articuler théorie et pratique pour ne pas sombrer dans la déréalisation qu'implique la perte de pouvoir sur son existence dans le salariat ». Pour Bertrand Louart, la réappropriation des savoir-faire est le pendant nécessaire de la critique du capitalisme industriel. Son analyse remonte jusqu'au mouvement des *enclosures* et à la destruction de l'autonomie collective et individuelle que celui-ci induit. Sa critique est anti-industrielle : elle pourfend autant le capitalisme que « les

*préceptes marxistes qui ont soutenu l'accroissement des forces productives et complètement fourvoyé les ouvriers ». La solution : « Reprendre en main nos conditions d'existence, pour mieux vivre et pour saper la méga-machine ». Presque vingt ans plus tard, Bertrand Louart publie à La Lenteur une édition repensée et augmentée de cette première brochure, qu'il intitule *Réappropriation. Jalons pour sortir de l'impasse industrielle*. Entre-temps, divers mouvements sociaux et formes de lutte ont nourri sa pensée. Le mouvement des Gilets jaunes, qui confirme une intuition qu'il formulait alors : « Si les mouvements sociaux se cassent le nez, même lorsqu'ils sont massifs et radicaux, c'est dû à la dépendance aux marchandises. Les gens doivent malgré tout continuer à participer au système qu'ils rejettent pour se nourrir : le capitalisme industriel n'est pas seulement une dépossession matérielle, c'est une dépossession des perspectives. » À l'inverse, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes représente à ses yeux une source d'espoir, un interstice au sein duquel « une fraction de la jeunesse engagée articule critique de la société industrielle et reconquête d'autonomie matérielle ».*

Charrette à cheval et technocritique

S'il a bien conscience que le rapport de force n'est actuellement pas du tout en faveur de ceux qui veulent changer le système, il rappelle que « la guerre d'Espagne ne s'est pas faite en deux jours, qu'il a fallu des dizaines d'années d'éducation populaire, de foisonnement d'initiatives venues de la base ». Il cite également l'Atelier Paysan [...], plus contemporain, dont les trois piliers sont justement l'éducation populaire, le rapport de force et la création d'alternatives.

Dans les deux décennies qui séparent la brochure de l'ouvrage, Bertrand Louart a quitté son squat parisien pour la coopérative Longo Mai de Forcalquier, où il réside depuis 2008. Passé d'abord en simple visiteur lors d'un été de chantier collectif, il y partage désormais son temps entre la menuiserie, où il façonne les meubles, charpentes et escaliers des quelque 150 habitants, ses travaux d'écriture et les chevaux de trait avec lesquels il participe aux activités de maraîchage. « Longo Mai confirme la justesse et la nécessité de se réapproprier nos moyens de subsistance. Mais vivre ici me montre aussi les limites et contraintes : sur la technologie par exemple, il est difficile, même ici, de se passer d'ordinateurs et de smartphones. Et pourtant, ça nous isole les uns des autres, nous individualise », nuance-t-il.

Profondément réticent à la technologie, Bertrand Louart pointe également les ambiguïtés de la démarche low-tech. « Ils ont compris le problème de la surproduction, mais n'y accolent pas de critique de la technique, déplore-t-il. On trouve des plans en open source pour construire une automobile... alors que c'est le concept même d'automobile qu'il faudrait remettre en cause, c'est l'invention la plus débile en termes de gâchis d'énergie. Déplacer 1,5 tonne de ferraille pour moins de 100 kg d'être humain... »

Son prochain projet : fabriquer des charrettes à cheval pour les déplacements des Longo-Maiens. « La traction animale, c'est l'avenir du genre humain ! » Une conviction qu'il tente également de transmettre dans son ouvrage qu'il conclut en ces termes : « Il est vital de commencer à construire les bases d'une société libre, avant d'étouffer sous le chaos et les ruines du vieux monde. »

Isma LE DANTEC, journaliste, publié le 14 novembre 2022 (Socialter)

Cinq initiatives pour ensauvager la ville



Protéger les arbres, végétaliser les toits, développer les friches, restaurer les rivières... Pour ramener la nature en ville, chercheurs et élus ont développé des solutions. Exemples à Lille, Rungis, Saint-Rémy-lès-Chevreuse... Forêts urbaines, toits végétalisés, restauration de rivière ou introduction d'une « *trame noire* » favorisant le retour des animaux nocturnes : les villes multiplient les initiatives pour ramener la biodiversité en ville. Car, face au réchauffement climatique et à l'effondrement de la biodiversité, développer les espaces naturels en ville devient indispensable. Les arbres créent des îlots de fraîcheur et améliorent la qualité de l'air. La biodiversité fait aussi du bien au moral : la densité des espaces verts en ville est corrélée au niveau de santé mentale. Les citoyens s'y rafraîchissent, s'y promènent, respirent mieux. Scientifiques et élus proposent des solutions efficaces : focus sur cinq d'entre elles.

I — Repenser la place de l'arbre en ville

Premier objectif : préserver l'existant. En ville, l'urbanisation et le réchauffement climatique menacent les arbres. « *Les plus anciens sont particulièrement intéressants* », souligne Marc Barra, écologue à l'Agence régionale à la biodiversité Île-de-France (ARB IDF). Leurs cavités en bois mort accueillent nombre d'insectes et ils sont plus robustes, et plus résilients face au changement climatique. Dans une étude parue en septembre dans *Nature Climate Change*, le chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Jonathan Lenoir et ses collègues ont estimé qu'entre 56 et 65 % des arbres urbains sont menacés par le réchauffement climatique. En France, ce chiffre pourrait grimper à 71 % à l'horizon 2050. Pour aider les nouvelles plantations et les anciennes générations à mieux résister, il convient de choisir des espèces locales adaptées au contexte climatique, de multiplier les essences d'arbres et d'arbustes et de laisser leur système racinaire se développer au maximum. « *Aujourd'hui, ils n'ont généralement que 9 m³ à disposition*, déplore Marc Barra. *Un chêne a besoin de 25 m³ pour être en bonne santé.* »

« *Il faut surtout penser l'urbanisme autrement*, estime Marc Barra. *Laisser la place à la nature – aux arbres et leurs systèmes racinaires – et construire autour, plutôt que de tenter de glisser de la végétation dans les interstices.* » Selon le spécialiste, pour que la biodiversité s'épanouisse à l'échelle des quartiers, une étude précise qu'il faudrait consacrer 45 % de l'espace à la nature. Pour cela, « *le plan local d'urbanisme (PLU) peut être un outil très ambitieux, les élus peuvent inciter à moins cloisonner, déterminer les zones constructibles ou non, déterminer le retrait des bâtiments, inciter à la pleine terre et à utiliser les toits...*, souligne Marc Barra. *Les acteurs publics doivent s'en saisir.* »



Le cimetière La Forêt de la ville de Blois. Réputée pour son important patrimoine végétal, elle a arrêté les pesticides dès 2008.

Dernière étape, il s'agit de connecter les différents espaces pour créer un réseau écologique : des rues agrémentées d'arbres alignés et de bâtiments aux toitures plus ou moins végétalisées, des espaces verts et des jardins privés arborés. Ces jardins sont souvent omis de la réflexion sur l'aménagement du territoire, note le chercheur. Ils sont pourtant partie intégrante de la biodiversité urbaine. Ils regorgent d'insectes, de papillons ou d'oiseaux. Cette faune locale vient s'y loger, s'y alimenter, s'y reproduire. D'autant plus que depuis 2019, l'usage des pesticides y est proscrit. Pour favoriser le développement de cette faune et flore, des associations créent des corridors écologiques de jardin en jardin pour les petits animaux, en laissant de petits passages dans les murs. « *Passer moins la tondeuse, et ne pas hésiter à moins gérer son jardin est aussi intéressant* », ajoute Marc Barra. On pourra aussi « *aménager des passages sous les routes pour permettre aux animaux de traverser sans se faire écraser ou restaurer la continuité des rivières pour permettre aux poissons de les remonter* », propose le chargé de mission pour l'Office français de la biodiversité Fabien Paquier. Autre idée : désimperméabiliser les pieds des arbres pour permettre aux herbes folles de pousser et ainsi d'assurer une connexion pour les pollinisateurs...

2 — Investir les toits

Face au manque d'espace, certaines collectivités envahissent les toits. À Paris, ils représentent une surface de 80 hectares, dont près de la moitié constituent des toits de plus de 200 m². « *Les toitures végétalisées ne remplaceront jamais les espaces au sol, mais elles constituent un bonus de nature en ville* », explique Hemminki Johan, chargé d'études à l'ARB IDF. Les espèces qui s'y déploient varient en fonction de la conception : potager, espace de détente ou évolution libre. En outre, les toitures absorbent les eaux pluviales, servent d'isolant thermique, et réduisent les effets d'îlots de chaleur. Les espèces présentes dépendent aussi de l'épaisseur du substrat. L'Agence de l'eau estime qu'il faut au minimum 8 centimètres d'épaisseur pour avoir une bonne rétention d'eau. « *Pour une meilleure biodiversité, il faut compter 30 centimètres* », ajoute le chercheur.



« Les toitures végétalisées ne remplaceront jamais les espaces au sol, mais elles constituent un bonus de nature en ville. » *Wikimedia / CC BY-SA 3.0 / Bertrand Paris Romaskevich*

Mais la quête d'espaces urbains pousse à la compétition : depuis la loi Climat et résilience, le Code de l'urbanisme stipule que tout nouveau bâtiment commercial ou entrepôt de plus de 500 m² doit consacrer 30 % de sa toiture à l'installation des systèmes de production d'énergie renouvelable ou des toitures végétalisées. Idem pour les immeubles de bureaux dont la surface excède 1 000 m². Les deux activités peuvent toutefois être complémentaires, voire synergiques. À Rungis (Val-de-Marne) par exemple, les panneaux solaires côtoient un couvert de plantes basses. Selon deux études menées en 2021, l'association d'un toit végétalisé et d'une installation photovoltaïque favorise la biodiversité et permet d'accroître la production d'électricité de 6 à 8 % l'été. En effet, les plantes rafraîchissent les installations électriques et les panneaux créent de l'ombre propice au développement de certaines plantes.

3 — Des friches en libre évolution plutôt que des miniforêts

Des miniforêts, développées selon la méthode Miyawaki, fleurissent un peu partout sur le territoire. Selon Marc Barra, leur intérêt pour la biodiversité est limité car elles introduisent souvent des espèces non locales dans un espace restreint. Sans parler de leurs coûts exorbitants ! « *Sur une friche, on peut observer un développement arborescent spontané, avec une richesse bien plus intéressante* », estime le spécialiste. La végétation y retrouve sa propre dynamique.



Audrey Muratet, écologue et botaniste, étudiait, ici en 2017, une friche à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Certains végétaux qui y poussent ont développé d'étonnantes stratégies de survie en milieu hostile. © *Émilie Massemin / Reporterre*

Larges espaces de prairies, ces fouillis d'épines et d'herbes folles sont méconnus, et souvent mal-aimés. « *Pourtant, les études réalisées partout en Europe montrent qu'elles intègrent la plus grande biodiversité urbaine en faune et en flore* », expliquait l'écologue Audrey Muratet à Reporterre. Dans son livre *Flore des friches urbaines* (éd. Xavier Barral, 2017), la botaniste a présenté les 258 espèces les plus communes. Ces espaces permettent aussi aux animaux des villes – insectes, papillons mais aussi mammifères comme le renard – de se déplacer au gré des tâches vitales de reproduction, alimentation ou repos qu'ils doivent accomplir. En Île-de-France, près de 2 700 friches sont disponibles. La réserve naturelle d'Épinay-sur-Seine est partiellement aménagée et certains espaces sont en évolution spontanée.

4 — Restaurer les petites rivières urbaines

Berges et fonds déplacés et artificialisés, qualité de l'eau fortement dégradée... « *Les rivières sont les milieux qui subissent le plus de pression en ville* », dit Laurent Lespez, chercheur au laboratoire de géographie physique. Certains cours d'eau sont même complètement enterrés. « *Même si les rivières sont très difficiles à restaurer et que l'on part de loin, il est possible de prévoir des trajectoires d'amélioration du point de vue de la biodiversité* », souligne-t-il.

À Saint-Rémy-lès-Chevreuse, à seulement 26 kilomètres de la tour Eiffel, l'Yvette a, elle aussi retrouvé, son lit. En raison du dénivelé, la rivière avait été harnachée de nombreux moulins, désormais inutilisés. Après plusieurs années de travaux, l'Yvette « *méandre tranquillement dans son lit naturel avec des zones de calme, des zones où le débit s'accélère, ce qui permet d'enrichir des milieux de vie et donc la biodiversité* », expliquait en 2021 le président du parc régional de la haute vallée de Chevreuse, Yves Vandevallée. « *Des seuils ont été supprimés afin que les poissons puissent circuler d'amont en aval sans difficulté et que les sédiments puissent descendre le cours d'eau naturellement* », expliquait aussi le chargé de mission au parc régional de la Haute Vallée de Chevreuse François Hardy.

Grâce à une succession de mares et de zones humides alimentées par les pluies ou la nappe phréatique, truites sauvages, écrevisses, anguilles, brochets ont retrouvé leurs marques. Mais également la bouvière, un poisson patrimonial remarquable, ou encore la lamproie de planaire, un poisson rustique discret et qui vit dans le sable. Le projet a coûté 1 million d'euros et permet d'absorber 8 000 m³ d'eau. Avec des ouvrages classiques en béton, des digues, etc., il aurait fallu huit fois plus pour contenir le même volume, estiment les deux spécialistes. Double intérêt : le projet est bénéfique pour la biodiversité et permet de lutter contre les inondations à moindre coût.

5 — Trame noire pour la faune nocturne

En ville, la pollution lumineuse perturbe les animaux. Première mesure : éteindre la lumière dès que possible. Crise énergétique aidant, de nombreuses collectivités ont franchi le pas cet automne et ont coupé l'éclairage public en cœur de nuit. Mais les chauves-souris, les hérissons ou certains insectes, de nombreuses activités ont lieu au crépuscule. Pour y remédier, certains élus ont travaillé leur trame noire afin de créer des corridors qui permettent aux animaux sensibles à la lumière de se déplacer.

À Lille, au sein du parc de la Citadelle, les chauves-souris ont repris leurs droits. Le parc est équipé d'éclairage de faible intensité aux couleurs orangées. « *L'éclairage ne se déclenche qu'en présence de piétons* », explique l'adjoint au maire en charge du paysage et de la Nature, Stanislas Dendievel. Résultat : les insectes s'y sont multipliés et ont reconstitué un écosystème favorable aux martins-pêcheurs et aux hirondelles de rivage qui sont revenus en ville. Traversé par la Deûle, le parc pourrait servir d'exemple pour les communes voisines. « *L'idée est de continuer à travailler cette trame le long de la rivière et de faire un maillage de plus en plus dense.* »

Violaine COLMET DAÂGE (Reporterre)
7 décembre 2022

« Nous refusons de servir ce système » : des ingénieurs diplômés d'AgroParisTech appellent à désertier

Huit jeunes ingénieur.es d'AgroParisTech ont appelé leurs camarades de promotion à désertier de leurs « jobs destructeurs » et à ouvrir « d'autres voies », lors de leur cérémonie de remise de diplôme, le 30 avril. Nous publions leur déclaration.



Les diplômé.es de 2022 sont aujourd'hui réuni.es une dernière fois après trois ou quatre années à AgroParisTech. Nous sommes plusieurs à ne pas vouloir faire mine d'être fières et méritantes d'obtenir ce diplôme à l'issue d'une formation qui pousse globalement à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours. Nous ne nous considérons pas comme les « Talents d'une planète soutenable » [nouvelle devise d'AgroParisTech].

Nous ne voyons pas les ravages écologiques et sociaux comme des « enjeux » ou des « défis » auxquels nous devrions trouver des « solutions » en tant qu'ingénieur.es.

Nous ne croyons pas que nous avons besoin de « toutes les agricultures ». Nous voyons plutôt que l'agro-industrie mène une guerre au vivant et à la paysannerie partout sur terre. Nous ne voyons pas les sciences et les techniques comme neutres et apolitiques. Nous pensons que l'innovation technologique et les start-up ne sauveront rien d'autre que le capitalisme. Nous ne croyons ni au développement durable, ni à la croissance verte, et pas plus à « la transition écologique », une expression qui sous-entend que la société pourra devenir soutenable sans qu'on se débarrasse de l'ordre social dominant.

AgroParisTech forme chaque année des centaines d'élèves à travailler pour l'industrie de diverses manières : trafiquer en labo des plantes pour des multinationales qui renforcent l'asservissement des agricultrices et les agriculteurs ; concevoir des plats préparés et des chimiothérapies pour soigner ensuite les maladies causées ; inventer des labels « bonne conscience » pour permettre aux cadres de se croire héroïques en mangeant mieux que les autres ; développer des énergies dites « vertes » qui permettent d'accélérer la numérisation de la société tout en polluant et en exploitant à l'autre bout du monde ; pondre des rapports RSE (Responsabilité sociale et environnementale) d'autant plus longs et délirants que les crimes qu'ils masquent sont scandaleux ; ou encore compter des grenouilles et des papillons pour que les bétonneurs puissent les faire disparaître légalement.

À nos yeux, ces jobs sont destructeurs et les choisir c'est nuire, en servant les intérêts de quelques-uns.

C'est pourtant ces débouchés qui nous ont été présentés tout au long de notre cursus à AgroParisTech. En revanche, on ne nous a jamais parlé des diplômé.es qui considèrent que ces métiers font davantage partie des problèmes que des solutions et qui ont choisi de désert.

Nous nous adressons à celles et ceux qui doutent.

À vous qui avez accepté un boulot parce qu'« *il faut bien une première expérience* », à vous dont les proches travaillent à perpétuer le système, et qui sentez le poids de leur regard sur vos choix professionnels, à vous qui, assis.es derrière un bureau, regardez par la fenêtre en rêvant d'espace et de liberté, à vous qui prenez le TGV tous les week-ends, en quête d'un bien-être jamais trouvé, à vous qui sentez un malaise monter sans pouvoir le nommer, qui trouvez souvent que ce monde est fou, qui avez envie de faire quelque chose mais ne savez pas trop quoi, ou qui espérez changer les choses de l'intérieur et n'y croyez déjà plus.

Nous voulons vous dire que vous n'êtes pas seul.es à trouver qu'il y a quelque chose qui cloche... car il y a vraiment quelque chose qui cloche.

Nous avons douté, et nous doutons parfois encore. Mais nous refusons de servir ce système et nous avons décidé de chercher d'autres voies, de construire nos propres chemins.

Comment cela a-t-il commencé ?

Nous avons rencontré des gens qui luttent et nous les avons suivis sur leurs terrains de lutte. Ils nous ont fait voir l'envers des projets qu'on aurait pu mener en tant qu'ingénieur.es. Je pense à Cristiana et Emmanuel, qui voient le béton couler sur leurs terres du plateau de Saclay, ou à ce trou desséché, compensation dérisoire à une mare pleine de tritons, et à Nico, qui voit de sa tour d'immeuble les jardins populaires de son enfance rasés pour la construction d'un écoquartier.

Ici et là, nous avons rencontré des personnes qui expérimentent d'autres modes de vies, qui se réapproprient des savoirs et savoir-faire pour ne plus dépendre du monopole d'industries polluantes ; des personnes qui comprennent leur territoire pour vivre de lui sans l'épuiser, qui luttent activement contre des projets nuisibles, qui pratiquent au quotidien une écologie populaire, décoloniale et féministe, qui retrouvent le temps de vivre bien et de prendre soin les uns et les unes des autres. Toutes ces rencontres nous ont inspiré.es pour imaginer nos propres voies.

Mais de quelle vie voulons-nous ?

Vous avez peur de faire un pas de côté parce qu'il ne ferait pas bien sur votre CV ? De vous éloigner de votre famille et de votre réseau ? De vous priver de la reconnaissance que vous vaudrait une carrière d'ingé agro ? Un patron cynique, un salaire qui permet de prendre l'avion, un emprunt sur 30 ans pour un pavillon, tout juste 5 semaines par an pour souffler dans un gîte insolite, un SUV électrique, un fairphone et une carte de fidélité à la Biocoop ?

Et puis... un *burn out* à quarante ans ?

Ne perdons pas notre temps !

Et surtout ne laissons pas filer cette énergie qui bout quelque part en nous ! Désertons avant d'être coincés par des obligations financières. N'attendons pas que nos mêmes nous réclament des sous pour faire du shopping dans le métavers, parce que nous aurons manqué de temps pour les faire rêver à autre chose.

N'attendons pas d'être incapable d'autre chose qu'une pseudo-reconversion dans le même taf, mais repeint en vert. N'attendons pas le 12^e rapport du GIEC qui démontrera que les États et les multinationales n'ont jamais fait qu'aggraver les problèmes et qui placera ses derniers espoirs dans les révoltes populaires.

Vous pouvez bifurquer maintenant.

Commencer une formation de paysan-boulangier, partir pour quelques mois de *woofing*, participer à un chantier dans une ZAD ou ailleurs, vous investir dans un atelier de vélo autogéré, ou rejoindre un week-end de lutte avec les Soulèvements de la Terre... Ça peut commencer comme ça.

À vous de trouver vos manières de bifurquer.

COLLECTIF, 11 mai 2022 (Basta !)

<https://youtu.be/SUOVOC2Kd50>

Des militants antipub perturbent le Mondial de l'auto



Trois militants de l'association Résistance à l'agression publicitaire ont déployé une banderole et une affiche parodique au Mondial de l'auto, à Paris. But : dénoncer le greenwashing de cette industrie polluante.

Paris, reportage

Jeudi 20 octobre, au Mondial de l'auto, un grain de sable s'est incrusté dans la mécanique bien huilée de l'événement, qui a lieu jusqu'au 23 à Paris. Sur les coups de 11 heures, une action inattendue a dérangé les visiteurs en pleine observation de la mythique 4L électrique de chez Renault. Devant ce SUV électrique qui n'a plus rien de l'image populaire du « pot de yaourt », des militants de Résistance à l'agression publicitaire (RAP) ont déployé une banderole détournant le slogan de l'événement. Plutôt que « Revolution is on » – « la révolution est en marche » – on pouvait lire « Greenwashing is on » en lettres noires sur une bande de tissu blanc. Une banderole toute en sobriété qui tranchait avec le dispositif publicitaire extravagant du stand de Renault : une succession d'écrans géants et des publicités criardes, en totale incohérence avec l'objectif affiché de réduire les effets de la voiture sur l'environnement.

« Renault est le plus gros annonceur de France avant Peugeot. Ce n'est pas anodin qu'ils se la pètent autant avec une 4L SUV électrique : le SUV est le symbole de la pollution », explique Khaled Gaiji, chargé de mobilisation chez RAP. Selon lui, il faudrait supprimer les publicités pour les voitures, qui ne font que stimuler la demande en véhicules individuels. « En ville, on n'a pas besoin de voitures donc on n'a pas besoin de publicité pour les voitures. Et en campagne, on a besoin d'une voiture donc on n'a pas besoin d'une publicité pour nous le dire. »

« Bande de gauchistes ! »

Un message partagé par quelques visiteurs, qui ont levé leur pouce en l'air et encouragé les militants. D'autres, fâchés, ont exhorté l'agent de sécurité à mettre la pression sur les activistes : « C'est quoi cet agent en carton ? Bande de gauchistes ! » L'action n'a duré qu'une poignée de secondes avant que ledit agent ne presse les militants de partir.

Ils ne sont pas arrêtés là, et ont enchaîné avec un second geste symbolique : ils ont recouvert un panneau d'affichage JC Decaux d'une affiche parodique du Mondial de l'auto. À peine fixée, l'affiche est rageusement décollée par un homme qui se plaint qu'on ne voit plus les publicités numériques. « Les constructeurs automobiles font des pubs où ils nous vendent des SUV toujours plus lourds, mais "écologiques", roulant en pleine nature, avec cette symbolique de la voiture synonyme de liberté. Ils essaient de sauver leur industrie, pas la planète », a résumé pour Reporterre Sarah Denisse, porte-parole de RAP.



« Les constructeurs automobiles essayent de sauver leur industrie, pas la planète », dit Sarah Denisse, porte-parole de RAP. © Scandola Graziani / Reporterre

Autre écueil des pubs : le sexisme. Elle cite l'exemple d'un stand de produits d'entretien automobile de la marque Vulcanet, sur lesquels s'affiche une femme hyper sexualisée soulevant sa robe. « La voiture est un objet qui est presque érotisé. Dans certaines pubs, l'idée véhiculée est que tu possèdes la voiture comme tu possèdes la femme. »

Pour toutes ces raisons, l'association RAP revendique la suppression de la publicité pour tous les constructeurs automobiles. Dans le cadre de sa campagne « stop pub climaticide », elle réclame une loi Évin climat (sur le modèle de la loi Évin qui interdit la publicité pour le tabac ou l'alcool) pour les produits et services climaticides, et notamment : la voiture.

Scandola GRAZIANI (Reporterre)

20 octobre 2022

Des savoirs indigènes pour inventer de nouveaux mondes



Face à l'idéologie du développement captant les ressources de la planète, d'autres mondes sont possibles. Dans « Plurivers », une centaine d'alternatives sont mises en avant. Ne reste qu'à les relier.

« *Le monde que nous voulons est fait de beaucoup de mondes.* » Cette phrase n'est pas l'accroche d'un nouveau film de science-fiction, mais provient de la quatrième déclaration de la forêt lacandone, énoncée par l'Armée zapatiste de libération nationale en 1996. Elle définit un concept à mille lieues du développement industriel et technologique auquel s'opposaient – et s'opposent encore – les combattants au Chiapas : le « *plurivers* ». Aussi appelé « *multivers* », ce sujet donne son titre au volumineux *Dictionnaire du post-développement*, dont la traduction en français vient d'être publiée aux éditions Wildproject. Une centaine de contributions venues de toute la planète y écrivent, en substance, que d'autres mondes – et non un seul – sont possibles et souhaitables face à la monotonie du « *développement* ».

Ce dernier concept avait été précédemment battu en brèche en 1992, au sortir de la Guerre froide, dans un *Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*. Idéologie activement promue par les puissances occidentales – États-Unis en tête – dans la seconde moitié du XX^e siècle, celle-ci aurait dû s'effacer, selon le précédent dictionnaire, avec la disparition de l'ancien bloc soviétique, contre lequel elle servait de rempart dans les pays du Sud global. Qu'en est-il trente ans plus tard ? Certes, l'idéologie du développement a pris du plomb dans l'aile ; même les Nations unies, ferventes promotrices pendant des décennies, ne peuvent plus le vanter en l'état et doivent l'accoler à d'autres concepts, ainsi le fameux « *développement durable* » à la conférence de Rio en 1992.

Cependant, sous une forme ou une autre, le développement et son lot de pillages, de violences et de catastrophes écologiques se poursuivent dans nombre de pays des Sud, comme le rappelle la première partie du *Dictionnaire du post-développement*. Deux entrées soulignent ainsi comment le mythe du développement, favorisant l'implantation d'entreprises et de capitaux étrangers, perpétue la violence coloniale et dépossède les peuples de leurs terres en Afrique et en Océanie. L'entrée « *Aidland* », quant à elle, conteste l'ingérence, voire la mainmise, des grandes ONG internationales – soit des entreprises privées, le plus souvent européennes ou nord-américaines – dans les pays du Sud global.



Des femmes zapatistes de l'Armée zapatiste de libération nationale, en 2007. *Flickr/CC BY-NC-ND 2.0/Shannon*

En somme, qu'il se targue d'être durable ou non, le développement sert surtout à prolonger « l'oligarchie impériale », c'est-à-dire la captation des ressources de la planète – et en particulier dans les Sud – par les populations privilégiées des pays du Nord. Le « *néo-extractivisme* » national revendiqué par certains États en Afrique ou en Amérique du Sud (Bolivie, Équateur ou Venezuela) ne change rien à l'affaire, puisque, publiques ou privées, les entreprises minières ou pétrolières entérinent la dépendance des pays du Sud global, riches en ressources, aux exportations de matières premières vers ceux du Nord.

Des modes de pensée et de vie inconnus

Heureusement, après ces sombres constats introductifs, le *Dictionnaire du post-développement* met en lumière une centaine d'alternatives à ce modèle destructeur, cartographiant ce faisant l'ensemble des mondes possibles, sinon déjà là. Comme tout dictionnaire, *Plurivers* tend à partir dans toutes les directions et c'est là précisément son but ; on peut cependant tirer plusieurs enseignements de ses nombreuses entrées.

Tout d'abord, la nécessité, dans tout combat écologiste, de décentrer le regard et d'écouter les voix des Sud. On comprend, à la lecture des très nombreux auteurs africains, asiatiques, latino-américains et océaniques qui écrivent depuis leurs terrains respectifs, à quel point les pays du Sud global sont en première ligne de la catastrophe écologique. Les concepts locaux que ces peuples mobilisent pour résister aux machines à la solde du Nord doivent donc inspirer – tout en les adaptant aux spécificités du terrain – les luttes ailleurs sur la planète.

Plurivers a donc pour premier mérite de faire connaître tout un ensemble de modes de pensée et de vie inconnus sous nos climats, à l'exemple de l'*agaciro* rwandais, de la cosmovision *kawsak sacha* en Amazonie et des ibadites en Oman. En retour, *Plurivers* ne manque pas de souligner qu'il faut agir également au Nord, qu'il s'agirait de « *dé-développer* », c'est-à-dire d'y « *abolir le mode de vie impérial* » si prédateur sur le restant du globe.

« Les savoirs indigènes donnent à voir en pratique des modes de production durables »

Pour ce faire, il faut s'appuyer sur les savoirs et pratiques autochtones, dévalorisés par les tenants du développementalisme. Ces connaissances permettent en effet d'envisager autrement les manières de produire et consommer, sans dégrader la nature et les autres Terrestres. Ainsi, en prônant une expérience sensible du monde plutôt que de s'en remettre exclusivement au jugement cartésien, le *sentipensar* andin et le *kametsa asaïke* des Ashaninka du Pérou « *réimaginent le monde à partir de réalités qui n'ont pas entièrement été colonisées par les catégories modernes* » et défendent « *un espace d'affirmation de l'être qui rétablit le lien primaire avec la terre et les territoires* ».

Outre leurs apports cognitifs, les savoirs indigènes donnent à voir en pratique des modes de production durables, à l'instar des *agdals* marocains, des espaces pastoraux collectifs qui s'efforcent de maintenir la ressource en limitant l'exploitation, ou encore de l'écocalendrier fondé sur l'horloge biologique des poissons volants migrateurs utilisé par les Taos, un peuple au large de Taïwan, exemple concret d'une pêche durable depuis des millénaires.



Une jeune Ashaninka près de la rivière Ene, au Pérou, en avril 2012. *Flickr/CC BY-NC-SA 2.0/International Rivers*

Plus largement, ces autres mondes nous permettent de repenser notre échelle des valeurs. Alors que le développement fait de l'accumulation de biens matériels la valeur cardinale à partir de laquelle classer l'ensemble des sociétés humaines, d'autres philosophies mettent au contraire l'accent sur le bonheur – le Bonheur national brut au Bhoutan –, la frugalité et la non-violence – comme les jaïns en Inde – ou encore la convivialité entre toutes les espèces – l'*ubuntu* en Afrique australe. Par conséquent, on note une place importante accordée aux religions et spiritualités.

Et pour cause : comme l'écrit le rabbin Michael Lerner dans l'entrée « *Tikkoun olam judaïque* », « *les traditions spirituelles peuvent favoriser la compréhension intérieure du fait qu'il y a assez, que nous sommes assez, ainsi que le courage d'arrêter de chercher toujours plus* ». Autrement dit, la recherche de la paix et de l'harmonie, pratiquée collectivement par toute une société – comme c'était le cas lors des années sabbatiques de l'Ancien Testament, durant lesquelles la société juive antique interrompait toute production matérielle rappelle Lerner – interrompt mécaniquement la quête effrénée de la croissance et, *in fine*, de la destruction de l'environnement.

Diversifier les approches locales

Mais, aussi enrichissantes soient ces alternatives, une question cruciale se pose au terme de l'ouvrage : comment faire advenir tous ces mondes alors que le monde du développement est loin d'être mourant ? De fait, les considérations tactiques sont les grandes oubliées de *Plurivers*. On peut néanmoins en esquisser quelques-unes.

Tout d'abord, la mise en œuvre de solutions locales, en marge du capitalisme. C'est typiquement le cas des coopératives de producteurs et de consommateurs, à l'exemple du mouvement Nayakrishi Andolon au Bangladesh, qui s'efforce de maintenir la souveraineté alimentaire des paysans via une banque de semences locales traditionnelles. Ce peut être aussi l'intégration de coutumes indigènes aux textes réglementaires, en prenant par exemple appui sur le *minobimaatisiwin*, soit l'ensemble des lois et obligations envers le vivant que les peuples anichinabés et crie, en Amérique du Nord, ont volontairement contractées. Dans le Nord, les exemples sont plus connus : écovillages, monnaies locales, permaculture, etc. Mais ces solutions se heurtent toutes aux mêmes limites : quand bien même elles parviennent à maintenir un espace en dehors du capitalisme, elles échouent à enrayer sa progression ailleurs.

À l'inverse, la conquête du pouvoir par la voie révolutionnaire paraît complètement morte et enterrée, comme en atteste l'entrée « *Révolution* » du présent dictionnaire. Constatant l'échec des révolutions du XX^e siècle – en URSS, en Chine ou à Cuba – à proposer des alternatives au développement, quand ces nouveaux régimes n'imposaient pas d'eux-mêmes un productivisme d'État, l'article conclut que, désormais, « *l'acte révolutionnaire consiste à créer les conditions de possibilité de nouvelles ouvertures ontologiques* ». La postface abondera dans le même sens, en actant l'abandon du vocabulaire marxiste classique au profit d'autres sources d'émancipation que celle proposée par la modernité.

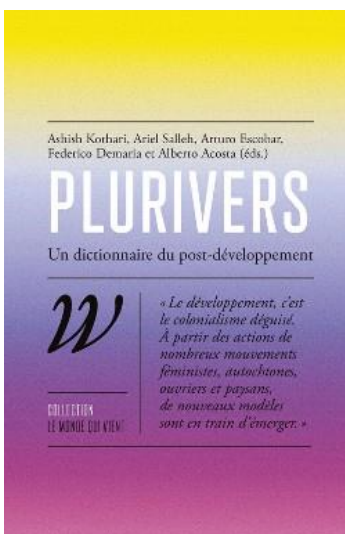


Des membres de l'Armée zapatiste de libération nationale, en 1996. *Wikimedia Commons/CC BY 2.0/Julian Stallabrass*

Pour autant, c'est bien par la voie révolutionnaire – certes non-marxiste – que les zapatistes au Mexique et les Kurdes au Rojava sont parvenus à construire les sociétés les plus avancées aujourd'hui en matière de post-développement et à prouver que la ligne de front des conflits écologistes contemporains se situe clairement dans les pays du Sud – là où l'on peut encore arrêter l'expansion impérialiste du Nord.

Quelles tactiques adopter dans ce cas ? Sans doute, comme l'ont préconisé les zapatistes eux-mêmes, en diversifiant les approches. Une révolution qui n'aurait pas, en amont, construit ce que l'historien Jérôme Baschet, spécialiste de l'insurrection au Chiapas, nomme des « *espaces libérés* » – soit l'ensemble des initiatives évoquées plus haut – dans son essai *Basculements*, est une révolution condamnée à conquérir et rejouer le pouvoir de l'État. À l'inverse, une révolution qui, en aval, n'envisage pas de confrontation directe avec les pouvoirs en place, est une révolution condamnée à l'impuissance et à son écrasement par des forces réactionnaires.

En définitive, pour relier et donc renforcer chacun de ses mondes alternatifs, il faut les mettre en réseau. Non pas à la manière d'un impersonnel réseau numérique, mais, comme y invite l'anthropologue Barbara Glowczewski dans son ouvrage *Réveiller les esprits de la terre*, à travers un véritable « *compagnonnage des peuples en lutte* », seule manière de faire circuler savoirs et pratiques et de les incarner concrètement à de nouveaux territoires – et ainsi de créer de nouveaux mondes au sein du nôtre.



Plurivers – Un dictionnaire du post-développement, d'Ashish Kothari, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Federico Demaria et Alberto Acosta, aux éditions Wildproject, collection « Le monde qui vient », septembre 2022, 550 p., 25 euros.



« Déclaration pour la vie » : les zapatistes annoncent leur venue en Europe

Photo : Flickr/CC BY-NC-SA 2.0/International Rivers

Maxime LEROLLE (Reporterre), 20 septembre 2022

En Amazonie française, une zad contre une mégacentrale électrique

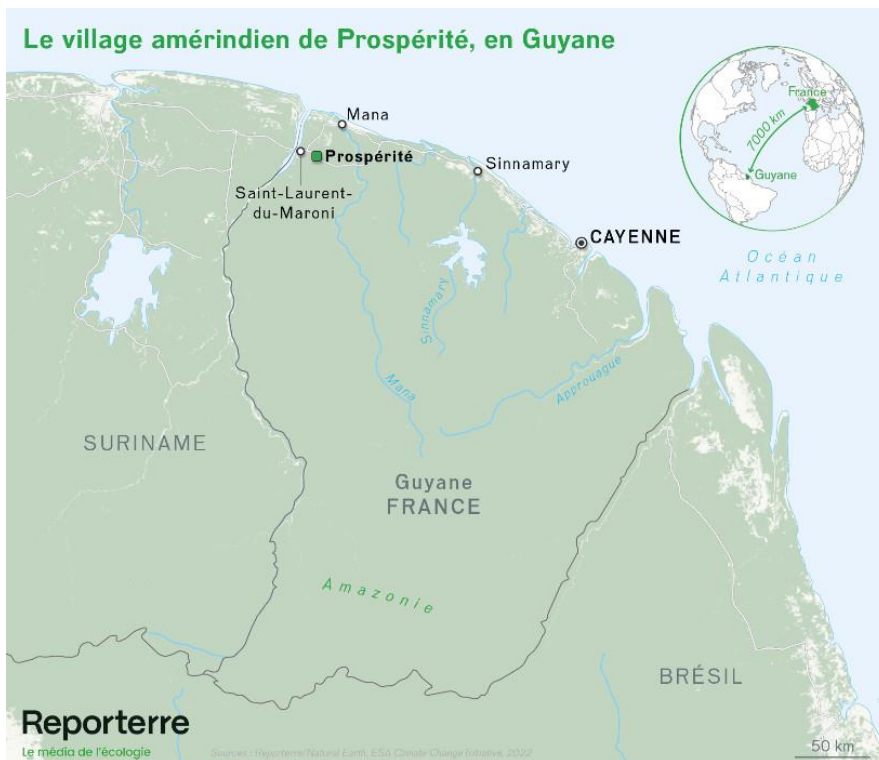


Une énorme centrale solaire avec stockage à l'hydrogène est en construction dans une forêt de l'ouest guyanais. Le village, tout proche, se bat pour faire déplacer le projet : ils sabotent les machines et ont monté une minizad.

Guyane, reportage

« C'est la guerre ! La guerre pour sauver notre terre, notre mode de vie. » Ce samedi 29 octobre, Nasja Sergine ne décolère pas. Aux côtés de cette yopoto (chefe coutumière autochtone) par intérim du village d'Organabo, Christina Koesjenpawjouran, elle aussi yopoto d'un village, résume : « Nous, les chefs coutumiers, on dit non depuis le début » à l'emplacement choisi pour la future centrale électrique de l'ouest guyanais (Ceog). Trois ans qu'ils luttent. Las, depuis le carbet commun – une habitation sans mur – du village amérindien de Prospérité, on entend le bruit des machines qui abattent les arbres, tout près du village.

Ici, à dix kilomètres de Saint-Laurent du Maroni, grande ville de presque 50 000 habitants de ce territoire français en pleine Amazonie, la boue, les troncs entassés et les pelleteuses abîment la forêt. C'est pourtant là que les Kali'na, l'un des six peuples amérindiens du territoire, chassent oiseaux et serpents, et pêchent l'aïmara, l'acoupa ou le jamaisgouté, des poissons de rivière locaux. L'installation de cette centrale va entraîner la déforestation de 78 hectares de forêt équatoriale dans l'enceinte du Parc naturel régional.



© Louise Allain / Reporterre

Hydrogène de France (HDF), société basée à Bordeaux, a prévu, avec le soutien des élus locaux et de l'État, de réaliser une « première mondiale », comme l'entreprise le précise par écrit à *Reporterre*. Soit, pour 90 millions d'euros sur vingt-cinq ans, une centrale hybride au stockage « massif », assurent ses promoteurs, de l'énergie grâce à de l'hydrogène. Concrètement, la centrale produira de l'électricité grâce à des panneaux photovoltaïques, ce qui permettra d'obtenir de l'hydrogène ensuite « stocké sous pression dans des bouteilles adaptées », décrit-on sur le site de la Ceog.



« La Guyane est grande, pourquoi venir près des habitations ? », questionnent les habitants. *Facebook / AmaZone A Défendre*

Un projet « à l'impact écologique et environnemental minimal » qui, d'après HDF, « permettrait d'éviter l'émission de 39 000 tonnes de CO₂ par an en limitant l'importation de combustibles fossiles ». Roland Sjabere, yopoto de Prospérité, ne se prononce pas sur cette question et insiste : il n'est « pas contre » le projet, ne s'oppose pas

au « développement » du pays. Son problème ? Le lieu choisi : « La Guyane est grande, pourquoi venir près des habitations ? »

Le chef coutumier comme ses soutiens – militants écologistes ou autres amérindiens – sait qu’il doit s’exprimer avec prudence dans une Guyane en demande énergétique : les coupures d’électricité y sont quotidiennes en raison d’une production qui n’a pas suivi la croissance démographique. Si deux tiers de l’électricité locale provient du barrage hydroélectrique de Petit-saut, celui-ci est à 250 kilomètres, et de nombreuses petites unités au fioul sont toujours actives, en particulier à l’ouest. « Un mix électrique 100 % énergies renouvelables est possible en Guyane tout en satisfaisant l’ensemble de la demande électrique à tout instant », affirmait l’Agence de la transition écologique (Ademe) dans un rapport de 2020. Pourtant, les gigaprojets s’accumulent et enferment le futur énergétique du territoire : cette énorme centrale hybride électrique cohabitera en effet avec la centrale thermique du Larivot.

La centrale hybride occupera 140 hectares

D’une emprise de 140 hectares, dont environ la moitié doit être occupée par des rangées de panneaux solaires, la Ceog est présentée par ses investisseurs comme « le plus grand projet au monde » de son type. Elle ambitionne une capacité de 120 mégawatts et d’alimenter dès mi-2023 jusqu’à 10 000 foyers de l’ouest guyanais.

Et les promoteurs refusent toute modification. « Déplacer le projet reviendrait à l’annuler », assurent-ils. Motifs ? « Les prêts bancaires ne peuvent pas être transférés sur un autre projet. » Mais encore ? « 80 millions ont déjà été dépensés et ne pourront être remboursés. Le capital a déjà été entièrement investi par les actionnaires et serait perdu, ce qui risque de priver la Guyane de tout nouvel investisseur pour des projets futurs. »



Un paresseux tente de retrouver la forêt. *Association nationale pour la biodiversité*

De 2019 à 2021, les villageois ont tout de même voulu négocier le déplacement ou la réduction des conséquences du chantier, parvenir à un accord avec l’entreprise. En vain. Il faut dire que la négociation s’est faite à armes inégales : les habitants de Prospérité, yopoto compris, ne maîtrisent pour beaucoup qu’imparfaitement le français, à l’oral comme à l’écrit. Ce qui a entraîné une signature par erreur d’un préaccord en 2019 par M. Sjabere, que la Ceog a eu beau jeu d’exploiter ensuite pour discréditer son opposition. En mars dernier, des associations environnementales [1] avaient été déboutées par la justice administrative. Elles demandaient à ce qu’elle « revoie l’autorisation environnementale » délivrée à l’entreprise. Elles ont décidé de porter l’affaire au pénal, arguant de plusieurs infractions : la pollution de bassins versants et donc la forte altération de l’habitat de l’opossum aquatique, un mammifère très rare et protégé, ainsi que la destruction de nids et d’œufs d’espèces protégées, etc.

Sabotages aux cocktails Molotov et minizad

Alors depuis un an, les opposants et leurs soutiens se radicalisent, s'attaquent aux machines de chantier, dont plusieurs ont été visées par des cocktails Molotov depuis septembre. « *Déterminé à aller jusqu'au bout* », le *yopoto* de Prospérité a même été mis en garde à vue à 150 kilomètres de chez lui fin octobre, réveillé et embarqué à 5 h 30 du matin par la gendarmerie – qui a gazé les villageois choqués dans la foulée.

Énervé par ce qu'il considère comme un nouveau mépris de l'État envers sa fonction et son peuple, Roland Sjabere n'est à présent « *plus dans le dialogue : on exige juste le déplacement de ce projet* ». Et pour mêler le geste à la parole, les jeunes du village ont construit plusieurs carbets sur le chantier mi-novembre, inspirés par les occupations de terres autochtones d'Amérique du Sud. Trois pour commencer, installés sur le passage des engins de chantier. Assez grands pour abriter entre cinq et dix personnes chacun et recouverts d'une bâche ou de feuilles de palmier contre la pluie, ils constituent une base pour installer la lutte dans la durée. Quand les équipes de la Ceog ont détruit l'installation centrale, sa reconstruction a démarré dans la foulée. Un jeu du chat et de la souris qui semble parti pour durer, tout comme la lutte des Kali'na pour leur espace de vie.



En Guyane, des projets énergétiques « plus absurdes les uns que les autres »

Notes

[1] Maiouri Nature Guyane, Village Prospérité, Kulalasi et l'Association pour la protection des animaux sauvages

Mise à jour : 30/11/2022. Ajout de la plainte des associations environnementales au pénal.

Samuel ZRALOS (Reporterre)
30 novembre 2022

En Angleterre, ils sauvent leur village grâce à l'autogestion



Confrontés aux fermetures, les habitants d'un village anglais ont repris le centre social, la bibliothèque, l'épicerie et le pub. Faisant de Trawden le seul village autogéré de Grande-Bretagne.

Trawden (Lancashire, Angleterre), reportage

En 2014, Trawden a bien failli devenir une cité-dortoir comme tant d'autres dans cette région verdoyante du nord-ouest de l'Angleterre. Commerces fermés, services publics supprimés, ce village de 2 500 âmes semblait voué au déclin avec la crise du textile [1]. La fermeture du centre social a eu l'effet d'un électrochoc. « *Nous avons senti que c'était une ligne rouge. Il fallait réagir. Notre esprit communautaire n'y survivrait pas* », raconte Steven Wilcock, figure locale du village qui a pris la tête de la fronde.

Les résidents de cette région, qui a vu naître l'écrivaine Charlotte Brontë, ont alors racheté au Comté le vieux bâtiment pour la somme symbolique de 1 Pound et ont retroussé leurs manches. Les travaux étaient considérables tant la bâtisse était vétuste. De chantiers collectifs en journées caritatives pour lever des fonds, les habitants ont mis deux ans au total pour mener à bien l'opération.

Aujourd'hui, le centre communautaire flambant neuf accueille de multiples activités : tai chi, yoga, gymnastique, réunions scouts... Géré par une équipe de bénévoles, il est autosuffisant grâce à la location de la salle des fêtes et du bar attenant pour des réunions familiales ou des événements festifs, comme le salon de l'artisanat ou le festival de la bière. Les bénéfices permettent de financer les activités sociales : repas de l'amitié proposé chaque quinzaine aux aînés du village et autres activités conviviales.

Un enthousiasme communicatif

Dopés par cette première expérience d'autogestion, les résidents ont décidé d'ouvrir une boutique à la place de l'ancienne bibliothèque et du centre maternel, tous deux fermés depuis de nombreuses années. Mais la négociation avec les responsables du Comté de Lancashire s'est avérée plus rude que prévu. « *Ils avaient des vues sur le terrain pour bâtir un lotissement de luxe et refusaient de nous le céder* », déplore Steven Wilcock, dont la famille est installée ici depuis trois générations. Il a fallu deux années d'âpres pourparlers pour décrocher enfin un bail de location de 125 ans, à titre gracieux. Nouveau challenge pour réunir les 350 000 livres nécessaires à la rénovation. Une équipe de volontaires est partie à la chasse aux subventions, épaulée par la Fondation Plunkett, spécialisée dans le renouveau des villages ruraux.



La ville de Trawden est désormais autogérée. © Florence Quille/Reporterre

« Les gens étaient assez sceptiques pour la boutique, car aucun commerce ne tient le coup dans les petits villages, se souvient Anna, l'une des épicicières bénévoles. Pour survivre, il fallait inventer autre chose : un commerce avec une dimension éthique. » Vente en vrac, bouteilles consignées et produits exclusivement locaux – depuis les légumes bios, le pain, les incontournables « pies » fourrées, jusqu'à la viande, les laitages et la trentaine de bières artisanales –, la boutique a trouvé sa place dans le paysage local.



Leur aventure coopérative a fait renaître l'espoir dans les campagnes anglaises. © Florence Quille/Reporterre

Derrière le comptoir, une équipe de 80 bénévoles se relaie par rotations de deux heures, 7 jours sur 7. Malgré les prix plus élevés qu'en ville, les clients sont assidus. « Les habitants soutiennent notre initiative, ils mesurent l'importance d'un commerce dans la vie du village. Ils ne veulent pas que Trawden devienne une cité-dortoir », insiste Anna. Les affaires marchent tellement bien que le magasin a pu embaucher un salarié pour coordonner les équipes et assurer les livraisons en van électrique.

« Beaucoup de clients viennent surtout pour discuter »

Adossée à la boutique, une bibliothèque flambant neuve arborant des panneaux solaires propose livres, DVD et presse du jour, autour de confortables canapés. Dans un coin, un comptoir aux couleurs de la Royal Mail accueille chaque lundi Mike Pace pour le règlement des pensions et l'affranchissement des colis. « *Pour être honnête, beaucoup de clients viennent surtout pour discuter* », confie le postier avec un large sourire.



Parmi les soirées proposées dans le pub, un concert de folk écossaise. © Florence Quille/Reporterre

Mais en 2021, nouveau coup dur pour le village : les propriétaires du Trawden Arms, dernier pub du village, ont annoncé leur départ à la retraite et la fermeture de l'établissement. « *Voir le pub fermé avec toutes ses lumières éteintes était déjà triste. Imaginer qu'il ne rouvrirait pas était impensable* », confie un habitué. Après une phase d'abattement, les habitants se sont ressaisis. Ils ont eu quatre mois pour réunir les 450 000 Livres nécessaires à l'achat. Une somme colossale.

Comme à chaque fois, les résidents ont fait appel aux bonnes volontés. Des spécialistes en communication, sites internet et business plan ont rejoint le comité de pilotage et se sont réunis chaque semaine sur Zoom. L'initiative a été relayée dans toute l'Angleterre et les fonds ont afflué. Loterie nationale, quotidien anglais local... chacun a apporté son obole. Les habitants ont aussi mis la main à la poche : 460 d'entre eux ont investi dans l'opération. Quatre jours avant l'échéance, la somme a été réunie. « *C'est incroyable l'engouement qu'a suscité cette opération* », s'étonne encore Steven Wilcock. Près de 6 000 pubs ont fermé en 2020 pendant l'épidémie de Covid.

Tricoter en buvant une bière

Devenus copropriétaires de leur pub, les habitants ont recruté un couple de gérants, Jo et Adam, chargé de faire vivre le lieu et de l'ouvrir à tous les publics. Soirées tricot, jeux de société, concerts de musique traditionnelle, soirées quiz ; le vieux pub victorien est devenu le centre de la vie sociale du village, avec petite restauration et après-midis réservés aux familles. Depuis peu, il propose même quatre chambres d'hôtes aux marcheurs venus arpenter la chaîne des Pennines.

Ce soir, le pub accueille le club des tricoteuses, initié par Leslie. Chacune et chacun arrive avec son ouvrage et tricote en savourant une bière. L'occasion de tisser des liens amicaux dans une atmosphère chaleureuse. Dans la salle voisine, des musiciens amateurs ont apporté leur instrument pour jouer des morceaux de folk écossais, autour d'un feu de bois.



Les habitants sont désormais copropriétaires de leur pub. © Florence Quille/Reporterre



Ce soir, le pub accueille le club des tricoteuses. © Florence Quille/Reporterre

Avec un peu d'audace et beaucoup d'obstination, les habitants de Trawden ont réussi à sauver l'atmosphère particulière de leur village. Grâce à une armée de volontaires qui entretiennent les sentiers et les jardinières, font tourner boutiques et bibliothèque, animent le centre communautaire, ils cultivent un vivre ensemble précieux, fait d'engagement social et de convivialité. Le modèle fait rêver et les visiteurs viennent de tout le pays rencontrer ces pionniers de l'autogestion dans l'espoir d'appliquer les mêmes recettes chez eux. Mais l'expérience est-elle reproductible ? Sans doute. Les pubs communautaires se sont multipliés ces dernières années. On en

dénombre aujourd'hui 130 dans le pays.

La reprise en main par les habitants de tous les équipements du village est plus rare. À Trawden, elle s'appuie sur une longue tradition d'entraide. La première souscription publique remonte à 1880. Lancée par le directeur de l'école, elle visait à créer un moulin communautaire. « *Nous habitons dans un coin perdu, presque coupé du monde, à l'extrême limite du Comté. Depuis toujours, nous sommes habitués à nous débrouiller seuls* », résume une résidente. Largement relayée par les médias, leur aventure coopérative a fait renaître l'espoir dans les campagnes anglaises.

Florence QUILLE (Reporterre), 22 novembre 2022

Notes

[1] Avant-guerre, Trawden comptait encore soixante-dix entreprises locales et une multitude de commerces.

En Australie, une « zad » aborigène pour empêcher une mine de charbon



Des membres d'un peuple aborigène australien réoccupent leurs terres ancestrales pour bloquer une future mine de charbon. Depuis plus d'un an, ils ont créé un camp autonome et innovant.

Bassin de Galilée (Queensland, Australie), reportage

Le campement est modeste. Mais les abris faits de toiles et de bois résistent sans problème aux violents orages qui frappent le bassin de Galilée, dans l'État du Queensland, en cet automne. Il faut dire que depuis un an et trois mois, l'installation et les occupants tiennent bon. Et ce ne sont pas les éclairs et les fortes pluies qui vont les inquiéter. La menace vient d'ailleurs.

Sur ce terrain au cœur du bush australien, vivent depuis le 26 août 2021 plusieurs membres du peuple aborigène Wangan et Jagalingou. Leurs terres ancestrales sont menacées par l'un des projets d'extraction minière les plus polémiques en Australie ces dix dernières années : la mine de charbon de Carmichael. Parfois rejoints par des militants écologistes ou par d'autres membres de communautés aborigènes, ils occupent les lieux en permanence.

« Je préfère largement passer mon temps ici, dans le bush, que de vivre dans n'importe quelle autre ville », explique Natasha McAvoy, l'une des occupantes régulières des lieux, membre du peuple Wangan et Jagalingou.



Le terrain est occupé depuis un an et trois mois. © Léo Roussel / Reporterre

Une partie du camp donne un accès direct à une biodiversité incroyable, caractéristique de l'arrière-pays australien. Autour des habitations de fortune ou des caravanes installées sur le site, s'aventurent parfois des groupes de kangourous. Et dans toute la brousse, se cachent des porcs-épics, des lézards et des serpents de toutes sortes, des émeus et même des dingos (chiens sauvages australiens). Le tout entouré de sources d'eau, d'arbres et de plantes comestibles « ou aux vertus médicinales », précise Natasha.



Coedie McAvoy désigne une trace laissée dans un arbre attestant de la présence de son peuple depuis de très nombreuses générations. © Léo Roussel / Reporterre

Mais de l'autre côté du camp, le paysage rappelle la raison qui a poussé Natasha, Coedie McAvoy et d'autres membres de la tribu aborigène Wangan et Jagalingou à réoccuper les terres de leurs ancêtres : derrière quelques arbres isolés, des montagnes de gravats ocre et grisâtres témoignent de l'extraction minière en cours.



© Louise Allain / Reporterre

Une bombe climatique

Malgré les protestations et les différents recours engagés devant les tribunaux par Adrian Burragubba, le père de Coedie McAvoy et l'un des dirigeants du peuple, la société indienne Adani a obtenu les accords nécessaires pour commencer à creuser, extraire le charbon de sa mine de Carmichael, et l'acheminer par voie ferrée jusqu'au port d'Abbott Point, au bord de la grande arrière de corail australienne [1].

Le projet, qui doit s'étendre sur 28 000 hectares, menace notamment les eaux souterraines et les différentes espèces vivant sur place. « On a 120 espèces d'oiseaux ici, dont le diamant à bavette, classé en danger, dit Coedie McAvoy. On ne le trouve qu'ici et à Townsville en Australie. Mais Adani a quand même eu l'autorisation de détruire leur habitat naturel. » « Que pourra-t-on montrer aux futures générations ? » se désole parfois Natasha.



Des tentes et des caravanes permettent d'accueillir les invités qui se rendent sur le camp. © Léo Roussel / Reporterre

Aujourd'hui, l'avancée des travaux est compromise par l'occupation des terres. Si la justice de l'État du Queensland n'a pas permis à Adrian Burragubba de récupérer les terres de ses ancêtres, il restait une dernière voie : celle de l'occupation. En août 2020 déjà, plusieurs membres du peuple Wangan et Jagalingou avaient tenté de bloquer la route principale menant au site minier. En vain. À la demande du géant indien Adani, la police était intervenue pour les forcer à quitter les lieux. Une erreur.

Un an auparavant, en 2019, une loi a rebattu les cartes et fait évoluer le rapport de force. Inspirée de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, l'État du Queensland a adopté une loi sur les droits humains, disposant que les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres ne doivent pas être privés du droit « de jouir, de maintenir, de contrôler, de protéger et de développer leur identité et leur patrimoine culturel, y compris leurs connaissances traditionnelles, leurs pratiques spirituelles distinctives... »



Au loin, l'extraction minière a commencé, et continue de menacer l'environnement et les eaux des terres ancestrales du peuple Wangan et Jagalingou. © Léo Roussel / Reporterre

« *Ils nous ont donné une arme* », reprend Coedie McAvoy, qui occupe en permanence le camp aujourd'hui. Cette loi a eu pour effet d'autoriser le peuple Wangan et Jagalingou à mener des cérémonies sur ses terres, là même où Adani devait poursuivre ses travaux d'exploitation minière. La police avait donc dû rédiger une lettre d'excuse, reconnaissant son erreur d'avoir chassé les autochtones de la route en août 2020.

Un an après, Coedie et ses proches sont revenus. Ils ont monté leur camp, Adani a de nouveau demandé l'expulsion des occupants, mais cette fois-ci, la police a reconnu que la communauté aborigène était dans son droit, et n'est plus intervenue depuis.

Pour s'assurer de ne plus pouvoir être délogés, Coedie McAvoy et ses proches mènent sur le site une cérémonie culturelle permanente, qui a par ailleurs donné son nom au camp : Waddananggu (« *The talking* » en anglais, « *la discussion* » en français). Un feu sacré entretenu en continu, sur lequel veillent les membres de la communauté.



Natasha McAvoy entretient le feu servant à la cérémonie culturelle permanente menée sur le camp. © Léo Roussel / Reporterre

« Protéger notre culture et l'environnement »

Le camp accueille aujourd'hui un nombre variable d'invités – quinze personnes généralement, jusqu'à une centaine lors d'événements organisés sur le camp – et fonctionne presque de manière autonome. Sous un abri, on trouve une cuisine, où sont stockés les dons des personnes soutenant la réoccupation, plusieurs caravanes font office de dortoirs, et l'une d'elles sert même de studio de musique ou de montage pour les vidéos réalisées par Coedie pour communiquer sur les réseaux sociaux. Dehors, un terrain de basket a été improvisé, avec un panier peint aux couleurs du drapeau Wangan et Jagalingou.

Pour ce qui est de l'électricité, quelques panneaux solaires disposés de part et d'autre de la tente principale suffisent généralement à alimenter le site. Sinon, un groupe électrogène prend le relais. « *On a l'objectif de devenir une communauté plus durable et indépendante* », explique Sunny Hungerford, ancienne membre du Mackay Conservation Group, association de protection de l'environnement située à Mackay, à quelques heures de route, elle aussi venue apporter son aide dans la réoccupation. « *Je fais partie de l'équipe de soutien. Je travaille avec les conseillers juridiques, je gère tout ce qui est administratif et communication* », poursuit-elle.



Des panneaux solaires permettent au camp de se fournir en électricité. © Léo Roussel / Reporterre

Depuis le début de la réoccupation, le camp essaye de faire connaître sa lutte en organisant des événements, ouverts à tous. En août dernier, pour célébrer le premier anniversaire de la réoccupation, plus de 150 personnes, militants écologistes et membres de communautés aborigènes, se sont réunies sur le camp pour une semaine de festivités et d'échanges autour du combat environnemental et de l'autodétermination des peuples autochtones. Deux luttes étroitement liées, rappelle Coedie : « *Récupérer chaque mètre carré de terre de notre pays, c'est protéger notre culture, et aussi l'environnement.* »

Pour ce qui est de l'autodétermination des peuples autochtones, Waddanangu est en effet un lieu innovant. Le camp propose une alternative à la vie dans une société régie par des lois issues d'un système colonial. Noah, un jeune aborigène de 21 ans, a débarqué pour l'anniversaire de la réoccupation : il n'est jamais reparti. « *Dans les villes, tu dois t'assimiler au système, à la façon de vivre qu'ont créée les colons. Mais ici, on détermine comment on veut vraiment vivre.* » Coedie McAvoy acquiesce : « *On ne veut pas que les gouvernements nous disent ce que nous pouvons ou ne pouvons pas faire. Ce genre de zone autonome, c'est l'opportunité de reconstruire dans une autre approche.* »

Alors chaque jour, en parallèle de la recherche de solutions légales pour empêcher les activités minières d'Adani, Coedie tente de faire du camp un modèle inspirant pour d'autres communautés aborigènes. Nombre d'entre elles doivent encore se défendre face aux projets miniers, gaziers ou même de développement immobilier à travers l'Australie, qui aboutissent parfois à la destruction partielle ou totale de sites sacrés, comme ce fut le cas, par exemple, pour la grotte de Juukan Gorge. Un site aborigène vieux de 46 000 ans en Australie occidentale qui avait été dynamité par le géant minier Rio Tinto en 2020.

Mais avec la loi sur les droits humains du Queensland, l'espoir est permis. Le 25 novembre dernier, pour la première fois, un projet de mine de charbon, lui aussi dans le bassin de Galilée, et en partie sur le territoire Wangan et Jagalingou, a été rejeté sur la base de cette loi. Le tribunal a reconnu que le projet porterait atteinte aux droits humains des générations futures, en raison de ses conséquences environnementales, et nuirait également aux droits culturels des autochtones.

Notes

[1] Le premier convoi de charbon a quitté Carmichael fin décembre 2021, avec huit ans de retard.

Léo ROUSSEL (Reporterre)
2 décembre 2022

Désertter ? Pas si simple



Pour Étienne Le Merre, ex-ingénieur devenu éleveur dans le Larzac, la désertion n'est pas un long fleuve tranquille. Afin d'éviter le repli sur soi, il faut s'impliquer dans des luttes collectives.

Versé dans les sciences, qu'elles soient sociales ou naturelles, Étienne Le Merre a une formation d'ingénieur agronome. Il s'est éloigné de cette carrière au sortir de ses études et travaille désormais dans une ferme du Larzac, dans le Massif central.

J'ai « bifurqué » moi aussi, et ce n'est pas si simple. Voici pourquoi.

En fait, je n'ai pas vraiment « bifurqué ». Je n'ai pas lâché ma possible carrière d'ingénieur du jour au lendemain, mû uniquement par mon activisme politique. Et je pense ne pas être le seul dans ce cas, vu ce que me racontent nos déserteurs modernes – ingénieurs, mais aussi professeurs, aides-soignants, éducateurs spécialisés, etc. Vous savez, celles et ceux qui ont laissé derrière eux carrière et confort pour essayer de rendre le monde plus apte à faire face aux crises systémiques actuelles, pour essayer de se construire un parcours porteur de plus de sens. Enfin, ça, c'est la version que l'on entend souvent.

Ce qu'on entend moins, c'est comment nous nous sommes fait pousser dehors par un système néolibéral qui entend éjecter les cerveaux inaptes à ses fumeuses logiques gestionnaires et autoritaires. Celles qui font prévaloir en permanence le budget sur la notion de service, jusqu'à la déshumanisation la plus totale [1]. Jusqu'à nous laminer. Peut-on vraiment parler de choix quand le mental commence à vriller, quand les crampes d'estomac se multiplient, puis les crises d'angoisse... jusqu'au burn-out ? Est-ce vraiment un choix que de partir, alors ?

Il ne s'agit pas de disqualifier la bifurcation, elle est un engagement politique, une quête de sens, de vitalité. À travers elle, on refuse de cautionner l'écocide, la maltraitance de tous par chacun, une vision du monde dans laquelle hiérarchie et compétition sont l'alpha et l'oméga. Et, personnellement, je vois aisément ce qu'elle m'a apporté : une meilleure santé, déjà, et un peu d'estime de soi – ça ne fait pas de mal.

Ne nions pas l'importance du capital économique et culturel

Cependant, l'encenser comme une stratégie de lutte me paraît parfois un peu malhonnête. Le chemin qui suit l'embranchement de n'importe quelle bifurcation ne produit pas en lui-même de changement. Je le dis d'autant plus librement que j'ai été moi-même de ceux qui ont pu professer un « Y'a qu'à » auprès d'anciennes ou d'anciens collègues ne disposant pas du capital économique et/ou culturel, ni des soutiens moraux suffisants pour envisager cette option. Le nier, c'était leur infliger une violence supplémentaire.

Depuis plus de cinq ans maintenant que j'ai laissé mes diplômes pourrir dans un tiroir pour « aller élever des brebis sur le Larzac », selon l'expression consacrée, j'ai pu observer combien s'inscrire dans une « stratégie de lutte », une fois sorti du Système, ne va pas de soi.



Étienne Lemerre était ingénieur avant de devenir éleveur de brebis. © Étienne Lemerre

D'abord, il ne faut pas idéaliser le retour à la terre. Paysan, mon temps est toujours aussi conditionné par l'efficacité économique : je n'ai pas moins besoin d'un revenu maintenant qu'avant, et la quantité produite prime encore (trop souvent) sur la qualité. Je ne peux pas non plus m'affranchir de normes gestionnaires absurdes, comme le bouclage des animaux à la naissance, car je sais le couperet de la violence d'État toujours au-dessus de ma tête – le souvenir de Jérôme Larozé, tué par des gendarmes, n'est jamais loin. Alors si bifurquer, c'est juste rallonger la chaîne ou agrandir la cage, ça n'est pas suffisant. Ça a été nécessaire pour revivre, mais ça ne fait pas un projet politique de transformation sociale conséquent.

Et puis, comme toute rupture, la bifurcation peut mener au repli sur soi, sur ses projets (habitat, travail, réseau), ou à la recherche d'un entre-soi confortable, qu'il soit, ou pas, militant. Quoi de plus naturel, d'ailleurs, que de chercher dans ce refuge à se reconstruire soi-même, à s'abreuver du sens qui a tant manqué ? Mais, dans les initiatives sur nos territoires, pointe toujours le risque d'un ventre mou dépolitisé. C'est l'écohaméau en voie d'autonomie qui se retrouve, un jour, inclus dans un banal espace résidentiel ; le tiers lieu conçu comme espace de mixité sociale progressivement annexé par des cadres du système écocidaire pour faire du coworking.

Aucune fatalité à tout cela, mais des risques et des périls face auxquels il ne faut, à mon sens, avoir aucune naïveté.

Préserver les institutions publiques

Toujours désireux d'inscrire ma vie dans une démarche de transformation collective, il m'arrive parfois, au gré des rencontres et des discussions avec des proches, de penser au milieu que j'ai quitté, cette recherche publique que j'avais rejointe pour tenter d'offrir une contribution intellectuelle sincère au vu des défis à venir. Et je me dis que c'est là aussi qu'il nous faudrait lutter, au côté de celles et ceux qui tentent encore ardemment, dans leurs quotidiens et dans les mobilisations sociales, de préserver ces institutions publiques. N'est-il pas urgent, face aux chocs à venir des dérèglements climatiques, qu'elles redeviennent ce socle de valeurs collectives dédié, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, au bien commun et à l'atténuation des inégalités sociales ? La pandémie récente l'a déjà prouvé : en 2021, dans son audit sur « le financement de la recherche publique dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 », la Cour des comptes pointait le sous-financement chronique de ce secteur [2], et le « manque de stratégie de recherche », comme facteurs directs de notre manque de réactivité face à cette crise sanitaire.



Février 2020, Paris. L'hôpital est en vrac, l'Éducation nationale est exsangue, la recherche publique à plat... © Mathieu Génon / Reporterre

Un hôpital en vrac, une Éducation nationale exsangue, une recherche publique au bord de l'asphyxie... c'est en fait tout notre système immunitaire démocratique qui est à plat, et notre capacité de résilience avec. Pour que notre désertion ne soit pas une défaite en rase campagne, un passé auquel on tourne le dos, mais le ferment de solidarités concrètes, il importe que nous restions impliqués dans des luttes collectives déterminantes. Comme celles qui visent à défendre ces communs que sont les services publics. Pour reprendre et rebâtir ce qui est à nous.



La désertion, germe d'une contre-société

Notes

[1] Dans le milieu de la recherche, c'est assez clair désormais : lorsqu'un employeur crée un stage pour un master 2, c'est rarement pour accompagner un ou une étudiante dans sa formation personnelle et intellectuelle, mais surtout pour obtenir du travail, souvent ingrat, pour pas cher.

[2] Voir page 33 de l'audit de la Cour des comptes. « *S'il est vrai que des moyens financiers importants et au long cours ont été accordés à la recherche fondamentale pour les maladies infectieuses, telles que le SIDA/VIH, les hépatites et la tuberculose, à la faveur de la création de l'ANRS en 1988, ou encore pour les pathologies dites du vieillissement (maladies neurodégénératives et cancer), la communauté scientifique s'accorde à reconnaître que le domaine de la recherche fondamentale a souffert de carences de financement dans les deux dernières décennies, en particulier dans le domaine des maladies infectieuses de type coronavirus, pourtant identifiées depuis plusieurs dizaines d'années.* »

Étienne LEMERRE (Reporterre), 9 décembre 2022

Le syndrome du colibri

Notre maison brûle, des incendies dantesques consomment des milliers d'hectares de forêts partout sur la planète et nombre de réunions publiques auxquelles j'ai l'occasion de participer se ponctuent trop souvent par la fable du colibri. Cette belle histoire nous est servie depuis plus de vingt ans et rien n'a changé. Pire, le monde s'enfoncé chaque jour un peu plus dans le chaos climatique. Ce gentil colibri a conscience de l'inanité de son geste en portant quelques gouttes d'eau pour éteindre l'incendie gigantesque mais il persévère car « il fait sa part ». Notre planète court à sa perte, mais une partie du monde militant estime faire son devoir en versant des larmes de crocodile sur l'incendie en espérant que cet apitoiement lacrymal suffira à laver cette mauvaise conscience d'acteur inefficace.

Une obligation de résultat

Nous ne sommes pas dans une superproduction hollywoodienne et le petit colibri n'écrasera pas le gigantisme du super méchant.

Nous devons retrouver le sérieux de l'engagement, fait d'humilité et d'abnégation. Patiemment et courageusement, nous devons renoncer à la toute-puissance d'un petit geste produisant immédiatement un effet. Si nous voulons modifier structurellement les déterminants écocidaire qui sont en passe de détruire toute forme de vie sur notre planète, notre engagement devra, à l'avenir, être dicté par le résultat attendu. Pour ne pas nous leurrer sur l'efficacité de notre engagement individuel et collectif, nous avons une obligation de résultat. Si en versant quelques gouttes d'eau sur l'incendie comme le fait le gentil colibri, nous constatons que l'incendie continue à se propager, nous avons le devoir d'acheter des canadairs, nous devons rechercher les responsables de ces feux et les traduire en justice, modifier structurellement les causes qui ont rendu possibles ces incendies, nous devons nous rassembler pour combattre collectivement les flammes et surtout renoncer à la posture confortable de l'individu moralement irréprochable mais totalement inefficace.

Fondre sur les pyromanes

Il nous faut tenir un discours de vérité vis-à-vis de celles et ceux qui se rassurent en pensant que leur exemplarité écologique individuelle sera suffisante pour sortir de l'ornière productiviste. Car ce n'est malheureusement pas vrai même si nous aimerions toutes et tous y croire. Éteindre sa lampe en sortant de sa cuisine n'a jamais arrêté la construction d'un réacteur atomique. Faire pipi sous la douche n'a jamais stoppé la construction des méga-bassines. Croire à cette fable, c'est faire le lit de nos futures défaites. Seule la pugnacité et la radicalité d'un mouvement collectif peut espérer avoir raison des puisions prédatrices du *destructivisme*.

Fortes de ce constat, nous devons reconstruire un mouvement associatif sur de nouvelles bases militantes où le petit geste serait un moyen et non une fin en soi ; un premier pas vers un engagement tourné vers la contestation du système consumériste. Ce combat ne sera victorieux qu'en menant une lutte s'appuyant sur des milliers de colibris prêts à fondre sur les pyromanes et ainsi éviter l'incendie, plutôt que tenter de l'éteindre avec des moyens dérisoires.

Stéphen KERCKHOVE (Silence, décembre 2022)
En partenariat avec Agir pour l'environnement

Pour « le droit de vivre sans smartphone », un collectif réinstalle des cabines téléphoniques

Un collectif grenoblois a décidé de réinstaller des cabines téléphoniques dans les espaces publics. Objectif : pouvoir vivre sans être tracé et lutter contre la fracture numérique. Interview.



Cet article est publié dans le cadre de notre partenariat avec Transrural initiatives.



Cet article a été publié dans *Transrural Initiatives*, revue bimestrielle d'information sur le monde rural.

Transrural Initiatives : D'où vient cette idée de relancer les cabines téléphoniques à Grenoble ?
Vincent, membre du collectif Observatoire international pour l'installation des cabines téléphoniques (OIRCT) : Il y a deux ans, un parti un peu décalé, le parti « popolitique » s'est lancé dans la campagne des municipales à Grenoble. Parmi les propositions, il y avait l'idée de réinstaller 22 cabines téléphoniques dans la ville.

L'an dernier, le journal local *Le Postillon* s'était penché sur cette proposition en disant qu'il fallait aller jusqu'au bout de la démarche. L'article a touché pas mal de monde et avec des membres du *Postillon* et d'autres

personnes, nous avons créé l'OIRCT. Nous avons lancé la première cabine téléphonique en mars dernier dans un parc où il n'y a aucun accès à l'électricité et internet et la seconde vient d'être installée. À Grenoble, une part du budget municipal est consacrée à un budget participatif. On a été sélectionnés parmi la trentaine de projets pour la suite qui va faire l'objet d'un vote plus large.

Concrètement, comment ça marche ?

Même si ce n'est pas satisfaisant, on est obligé de passer par internet. On a acheté un téléphone fixe qui fonctionne comme un portable, sur batterie avec une carte. Ça donne un objet sur mesure, les gens peuvent l'utiliser, mais pas l'emporter. Il y a plusieurs dizaines d'appels par jour. Il y a pas mal de jeunes ados qui s'en servent pour prévenir leurs parents qu'ils sont arrivés au parc, des sans-papiers, ceux qui n'ont pas de portable.



Le premier téléphone public installé à Grenoble, dans le parc de Maliave, par l'OIRCT, utilisé plusieurs dizaines de fois par jour selon le collectif. ©OIRCT

La cabine téléphonique est donc un symbole ?

C'est un acte décalé et un peu inattendu, car le nombre de cabines n'a fait que baisser depuis 25 ans. Il y en avait 300 000 en 1997, il y en a maintenant moins d'une dizaine actives en France ! Mais ce n'est pas une fatalité. Dans d'autres pays, il en reste beaucoup plus. En Australie, ils viennent de décider de rendre gratuits les appels nationaux sur les 15 000 dernières cabines avec un discours très clair pour lutter contre la fracture numérique. La disparition des cabines, c'est le résultat de choix politiques.

Derrière cette initiative, quel est le message que vous voulez faire passer ?

Nous ne sommes pas dans une optique passéiste ou nostalgique, mais dans une optique de montrer que l'utilisation de la cabine téléphonique est un choix de société, de refus de la numérisation générale et de réclamer le droit de vivre sans smartphone, sans téléphone et être sans cesse fliqué, tracé... Nous voulons d'un monde rempli d'humains, pas de robots.

Quelle est votre position sur la « fracture numérique » ?

Beaucoup disent qu'il faut des médiateurs pour des gens qui sont éloignés du numérique, on n'est pas là-dessus. Nous disons : il faut pouvoir vivre normalement sans smartphone, sans ordinateur et que les services publics soient aussi sans connexion internet. Qu'on puisse faire des démarches sans fournir trois codes et prendre rendez-vous chez le médecin sans aller sur Doctolib. On a l'impression que la numérisation générale est une fatalité, on est persuadé que non. Les choix politiques qui servent les grands intérêts privés notamment, ça ne dessine pas un avenir désirable.

Propos recueillis par Étienne MARTIN pour *Transrural Initiatives*, 3 novembre 2022 (Basta !)

Le collectif *Dernière rénovation* bloque les Champs-Élysées



Une vingtaine de militants de *Dernière rénovation* ont bloqué l'avenue des Champs-Élysées, jeudi 8 décembre. Résultat : ils ont subi l'agressivité des automobilistes et se sont fait embarquer par les forces de police.

Paris, reportage

En un clin d'œil, face à l'Arc de Triomphe, une vingtaine d'activistes du collectif *Dernière rénovation* se déploient au milieu de la circulation et déroulent leurs banderoles. Ce jeudi 8 décembre à Paris en milieu d'après-midi, les touristes, médusés, se pressent sur les trottoirs, téléphones en main, pour filmer la scène.

Un premier automobiliste est obligé de freiner. « *Mais je dois passer, moi !* » hurle-t-il par la fenêtre de son véhicule. Un deuxième s'arrête, puis des dizaines d'autres, de chaque côté de la ligne d'activistes. En une poignée de secondes, la célèbre avenue est totalement bloquée. Les coups de Klaxon et les insultes pleuvent. Des motos tentent de passer dans les interstices, frôlant de leurs roues les militants. Des automobilistes descendent de leurs véhicules, poussent des militants, arrachent leurs banderoles. L'un d'eux traîne à terre sur plusieurs mètres un activiste, qui revient s'asseoir sur la chaussée. L'homme le rattrape, le traîne à nouveau. Impassible, l'activiste regagne sa place.



Dernière rénovation défend à la fois de justice climatique et de justice sociale. © NnoMan Cadoret / Reporterre

Pascal [*], l'un des porte-parole du groupe, ne cille pas face au déferlement d'agressivité. « Ça fait vingt ans que je m'inquiète pour le climat. Rien de concret ne se passe. Si je ne le fais pas, qui le fera ? » L'interview est vite interrompue par trois policiers qui l'attrapent sous les aisselles et le traînent sur le trottoir. En à peine dix minutes, deux fourgons de police sont arrivés. Les bloqueurs, qui ont tous reçu une formation à l'action non violente, se laissent dégager un à un sur les côtés par les forces de police, sans résister.

Ce même jour à Toulouse, tôt le matin, une dizaine d'activistes avait déjà bloqué le périphérique nord pendant une demi-heure. Depuis le début de leur mouvement en mars 2022, Dernière rénovation demande la « mise en place d'un grand plan de rénovation thermique des bâtiments capable de diviser par 4 ou 5 les émissions carbone du pays », écrivent-ils dans leur communiqué. Le secteur du bâtiment représente en effet « 44 % de l'énergie consommée en France, loin devant le secteur des transports », indique le ministère de la Transition énergétique lui-même.

« L'État doit prendre cela en charge »

Marie [*] est assise en tailleur sur le trottoir avec une dizaine de militants, obstinément silencieux face aux questions de la police. Derrière ses lunettes, cette habituée des actions de Dernière rénovation garde son calme et défend un bilan collectif : au fil des mois, « nous sommes toujours plus nombreux à entrer en résistance civile. C'est avant tout cela que l'on a gagné ».

Avec la hausse des prix de l'énergie, « beaucoup de gens ne peuvent pas payer leur logement », soutient Noémie, une passante qui observe, perplexe, les policiers encercler ces manifestants pacifiques. « Et puis, au-delà de la question économique, c'est un enjeu environnemental global. L'État doit prendre cela en charge, et pas juste faire des effets d'annonce ! »

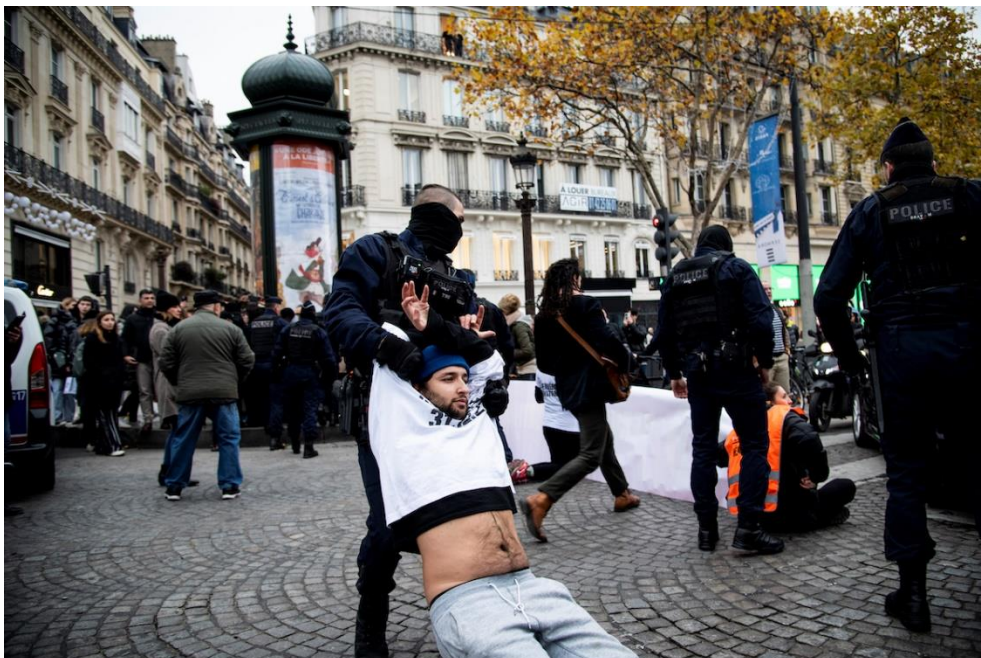


© NnoMan Cadoret / Reporterre

Dernière rénovation défend ce double enjeu, à la fois de justice climatique et de justice sociale. « *La mauvaise isolation des logements, avec la flambée des prix de l'énergie, implique nécessairement que de nombreux concitoyens ne vont pas pouvoir payer leurs factures d'énergie* », soutiennent-ils dans leur communiqué.

Poursuites judiciaires

Encore une dizaine de minutes plus tard, tous les militants sont embarqués, un à un, dans les fourgons des forces de police. Lors de leur dernière action, menée jeudi 1^{er} décembre, tous avaient également été emmenés en garde à vue. Plusieurs poursuites judiciaires ont déjà été engagées à la suite de ces gardes à vue.



Tous les militants ont été embarqués, un à un, dans les fourgons des forces de police. © *NnoMan Cadoret / Reporterre*

Un important procès impliquant dix activistes s'est tenu le 22 novembre : ces derniers sont poursuivis pour « *entrave à la circulation* », avec 500 euros d'amende requis. « *Le délibéré sera rendu en janvier* », indique à *Reporterre* Nicolas Turcev, porte-parole de *Dernière rénovation*. Le 9 janvier également, un autre procès aura lieu à Paris. D'autres audiences sont prévues au printemps.



Dernière rénovation : des routes bloquées, une statue rhabillée

Notes

[*] Le prénom a été modifié.

Maïa COURTOIS et NnoMan CADORET (photographies) (*Reporterre*), 8 décembre 2022

Loin du mondial au Qatar, une fédération défend un foot « engagé »



Accessible et engagée, la Fédération sportive et gymnique du travail permet de pratiquer un football où l'autogestion et la solidarité priment sur « le jeu de l'argent roi ».

Paris, reportage

« Allez les gars, on démarre ». Geraldo et Steve ont chaussé leurs crampons. Montées de genoux, talons-fesses, flexions, extensions. Ils foulent la pelouse synthétique du stade Louis Lumière, porte de Bagnole (Paris). C'est là qu'ils s'entraînent, comme tous les mercredis, avec leur équipe de foot : « *Melting passes* ». Sa particularité ? Elle est composée de jeunes exilés, arrivés sur le territoire français sans leurs parents.

L'association est née en 2016 de l'impossibilité pour des jeunes isolés étrangers d'intégrer des clubs de foot « *traditionnels* ». En raison de leur situation administrative et de règlements trop restrictifs, la Fédération française de football (FFF) [1] les prive de la possibilité de jouer en compétition.

Ils ont donc opté pour un autre championnat : celui de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), ouverte à tous types d'équipes et de joueurs, quelle que soit leur situation administrative ou leur nationalité.



En football, la FSGT promeut l'autogestion et des pratiques alternatives pour pouvoir continuer à jouer à tous les âges. © Nnoman / Reporterre

Depuis près d'un siècle, la FSGT propose un service public du sport populaire, inclusif et solidaire. Son histoire est indivisible de ces valeurs. Elle est née en 1934, de la fusion des deux grandes entités du sport travailliste : la Fédération sportive du travail (FST) et l'Union des sociétés gymniques et sportives du travail (l'USSGT).

« Devant les menaces fascistes et les dangers de guerre, les organisations sportives des travailleurs ne sauraient prolonger plus longtemps leur division », précisait leur charte d'unité.

Elle n'a, ensuite, plus cessé de relier le sport aux questions de société. Elle a milité dans le Front Populaire de 1936 – qui a introduit les congés payés –, dans la Résistance à l'occupant nazi – au sein du mouvement *« Sport Libre »* –, contre le colonialisme, l'Apartheid en Afrique du Sud ou l'armement nucléaire, et aux côtés du mouvement sportif palestinien.



Les locaux de la FSGT témoignent d'une longue histoire de solidarité internationale. © Nnoman / Reporterre

Dans le prolongement de ces combats, *« nous militons aujourd'hui pour le droit au sport pour toutes et tous, dit Emmanuelle Bonnet Oulaldj, coprésidente de la FSGT. Le football, entre autres, est un puissant instrument d'émancipation, que ce soit pour les femmes, les ouvriers, les personnes trans, les jeunes des quartiers populaires ou des personnes en exil. »*

Pour ce faire, *« nous n'hésitons pas à combattre pour les conditions d'existence des populations, car nous considérons qu'il n'y a pas de sport pour tous dans une société qui n'est pas pour tous, ajoute-t-elle. Nombreuses sont les femmes et les hommes qui renoncent aux pratiques physiques et sportives pour des raisons économiques ou par exclusion liée à leur condition sociale ».*



À Paris, la fédération permet à des jeunes exilés de pratiquer régulièrement le football en équipe. © Nnoman / Reporterre

Fin 2019, la fédération s'est ainsi positionnée contre la réforme des retraites, qui allait faire reculer l'âge de départ à taux plein, baisser le montant des pensions, et plonger nombre de femmes dans la précarité. Elle participe à des maraudes en soutien aux personnes migrantes à Briançon.

Pour les jeunes licenciés de Melting passes, l'aventure sportive et extra-sportive semble porter ses fruits. « Grâce au football, on laisse au vestiaire un quotidien fait de galères, d'hôtels miteux, de nuits à la rue, et de démarches administratives stressantes », explique Geraldo, qui porte le maillot rouge du Portugal.



Pour ces jeunes joueurs, la solidarité ne s'arrête pas aux démarcations du terrain. © Nnoman / Reporterre

Un peu en retrait, Silly, 17 ans, se familiarise avec sa nouvelle équipe. « Je suis arrivé de Mauritanie il y a deux semaines », dit-il timidement. « Au départ, on baisse la tête, on ne sait pas où se mettre, et puis peu à peu on se libère », le rassure Steeve, un peu plus âgé, qui assure avoir trouvé « une vraie famille » en cette équipe.

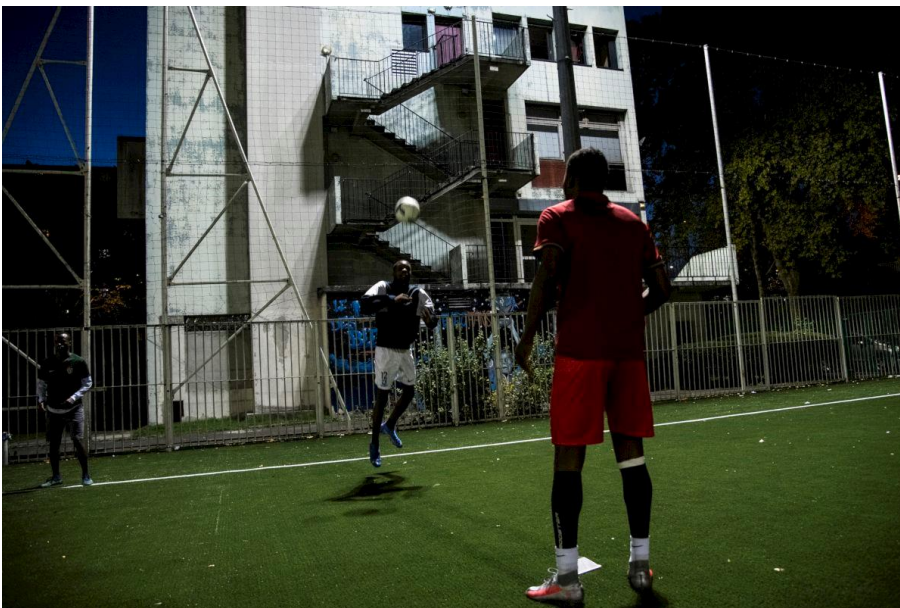
Certains membres de l'association – principalement des avocats les aidant dans leur démarche de régularisation – l'ont plusieurs fois hébergé quand sa seule option « c'était dormir dehors ».



« Il n'y a pas de sport pour tous dans une société qui n'est pas pour tous » © Nnoman / Reporterre

Léo de Longuerue, coach de Melting passes, se dit ravi d'évoluer au sein de la FSGT. « En plus d'être une "fédé" engagée, ses championnats ne sont pas au rabais, assure-t-il. Ça permet aux jeunes de vraiment se défouler, de progresser face à des adversaires coriaces. »

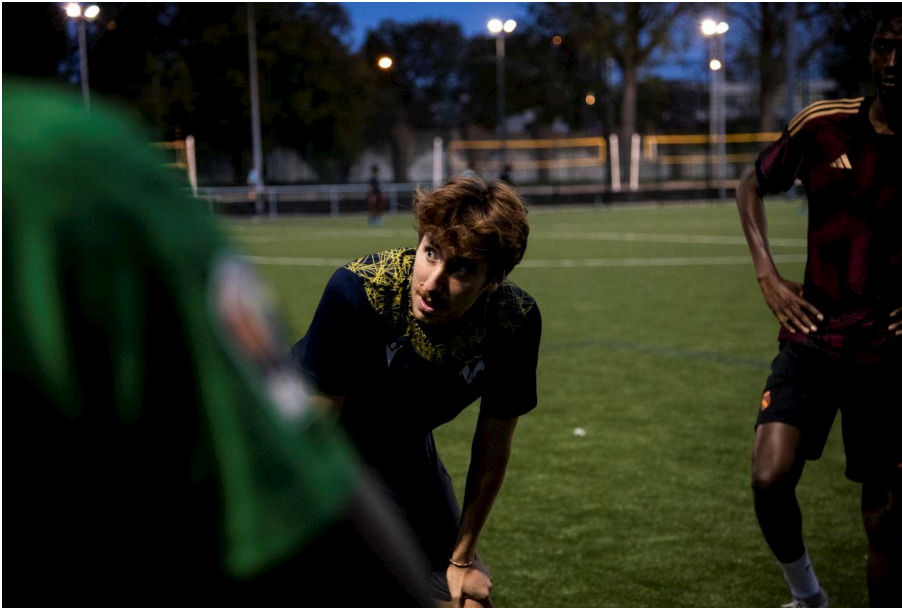
La fédération compte près de 270 000 pratiquants à qui elle propose une centaine d'activités sportives, avec ou sans compétition. Les tarifs, pour une licence omnisports d'un an : à peine 33,92 € par adulte, 27,47 € entre 13 et 17 ans, 17,58 € pour les plus jeunes enfants. À la Fédération française de football, il faut compter près de 100 € de plus pour un adulte.



Outre le jeu classique, la FSGT propose également des parties à 7 sur demi-terrain. © Nnoman / Reporterre

Afin d'encourager l'autonomie des pratiquants et de leur permettre de faire du sport toute leur vie, la FSGT développe par ailleurs des pratiques créatives. En football, elle promeut par exemple du football à 7 – disputé sur une moitié de terrain –, des championnats en mixité ou encore du Walking football, de plus en plus populaire auprès des plus de 50 ans. Elle a introduit le carton blanc, qui entraîne une sortie temporaire de 5 minutes en cas de faute.

Elle propose, aussi, l'autoarbitrage. « Arbitrer ensemble change complètement l'état d'esprit dans lequel on se lance dans un match avec nos adversaires, explique Léo Maous, attaquant à l'AS Pintes de Frappe, qui sévit en foot à 7 en Île-de-France. Parfois, on se frite un peu, il y a des désaccords, mais globalement nous sommes deux équipes partenaires de jeu. »



« En plus d'être une "fédé" engagée, ses championnats ne sont pas au rabais », défend l'entraîneur Léo de Longuerue. © Nnoman / Reporterre

Pour Emmanuelle Bonnet Oulaldj, le tissu associatif doit favoriser l'autogestion : « Elle représente une forme de réponse face aux crises qui se présentent : du dérèglement climatique, des prix de l'énergie, du pouvoir d'achat. Il est essentiel de créer des espaces de solidarité, de lien social, car les inégalités vont augmenter. »

Nicolas Kssis-Martov, journaliste à So Foot et à la revue de la FSGT, remarque un attachement grandissant à « l'esprit FSGT » : « C'est le punk et le hip-hop du sport. Le punk pour son côté politique subversif contestataire, et le hip-hop car on prend des éléments ailleurs et on les sample. Chez nous, des équipes détournent des noms de grands clubs : le Bayern de Monique (en référence au club allemand Bayern de Munich), ou le Bayer Leverkusen (Bayer 04 Leverkusen). »

« D'autres, comme l'AS Pintes de Frappe, poursuit-il, se moquent des terrains pourris, de l'éclairage, de leurs propres résultats... » « Un niveau plus bas que nous, c'est pas possible, se marre Léo Maous. Mais au fond, on s'en fiche, on a plaisir à se retrouver et à rencontrer tous types de joueurs, de tous milieux sociaux, des assos LGBT, des potes, des collègues... »



Geraldo et Steve s'entraînent tous les mercredis sur ce terrain parisien. © Nnoman / Reporterre

Ancré dans les défis de l'époque, la FSGT a publié un communiqué contre la coupe du Monde au Qatar, qui se tiendra du 20 novembre au 18 décembre 2022. « Après la Russie en 2018 et avant l'édition de 2026 reliant

Canada, États-Unis et Mexique tout aussi désastreuse sur le plan écologique, la FIFA fait une fois encore le jeu de l'argent roi, a-t-elle dénoncé. Au-delà de cette édition de 2022, c'est tout un modèle qui est à revoir ! »
« Cette coupe du monde montre que le sport ne porte pas de valeur positive intrinsèque », observe Emmanuelle Bonnet Oulaldj. À mille lieues des stades climatisés, des ouvriers morts sur les chantiers, des atteintes aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, elle veut rappeler qu'« un autre football, plus populaire, est possible ». Et à la FSGT, « il existe déjà ».



Qatar : peut-on être écolo et aimer le sport ?

Notes

[1] La FFF exige qu'ils fournissent des documents difficiles à rassembler dans leur situation : carte d'identité française, carte de séjour ou encore pièce d'identité des parents.

Alexandre-Reza KOKABI et NnoMan
CADORET (photographies)
(Reporterre), 16 novembre 2022

« La lutte zapatiste incarne ce changement radical que nous devons opérer à l'échelle globale »

En 2021, une délégation zapatiste du Chiapas a parcouru les cinq continents pour aller à la rencontre des personnes en lutte contre le capitalisme. *Pour la vie*, documentaire dont *basta !* est partenaire, raconte le voyage qui a permis ces échanges.



En janvier 2021, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) publie *La Déclaration pour la vie*, une série de communiqués dans lesquels ils annoncent la venue prochaine des zapatistes en Europe. C'est pour célébrer à leur façon les 500 ans de la conquête espagnole que ces peuples indigènes insurgés du Chiapas veulent à leur tour « envahir » consensuellement l'Europe. Envoyé en reconnaissance, l'Escadron 421, arrivé par la mer à bord de *La Montaña*, débarque en Espagne en août 2021 et rebaptise le Vieux Continent « Terre insoumise ». Une délégation aéroportée, plus massive, prend ensuite le relais pour rencontrer celles et ceux qui luttent « en bas à gauche » contre « l'hydre capitaliste ».

C'est la première fois qu'une délégation de cette ampleur sort du Mexique. Ce « Voyage pour la vie » doit les emmener sur les cinq continents à la rencontre de celles et ceux qui luttent contre le capitalisme. Leur objectif : « Parler de nos histoires mutuelles, de nos douleurs, de nos rages, de nos réussites et de nos échecs ». Leur message : « Réveillez-vous ! » L'Europe est leur première destination.

Pour les réalisateurs Sandra Blondel et Pascal Hennequin, « cette annonce est un bol d'oxygène ». Même s'ils savent qu'il ne sera pas facile d'entrer en lien avec les zapatistes qui ont fermé leurs communautés suite à la pandémie et même s'ils n'ont encore jamais approché un mouvement de lutte révolutionnaire, ils décident de partir à leur rencontre. Ce film documente certaines étapes du « Voyage pour la vie » des zapatistes, et raconte comment des militant.e.s de toute l'Europe vont s'organiser, avec leurs différences et divergences, pour accueillir ce voyage et ces échanges inédits.

« Les zapatistes construisent depuis 1994 une autonomie économique, sociale et politique unique au monde de par sa durée et son ampleur » rappellent Sandra Blondel et Pascal Hennequin. Les territoires reconquis lors de leur soulèvement couvrent un territoire grand comme la Bretagne. « La lutte zapatiste incarne ce changement radical que nous devons opérer à l'échelle globale pour faire face aux risques systémiques globaux qui nous menacent à l'heure du capitalocène. Elle montre qu'il est possible de reprendre en main notre destin commun, qu'il ne faut pas

renoncer ni se résigner et être patient, qu'il n'y a pas de modus operandi, de plan tout tracé hormis celui d'apprendre en faisant, de construire en avançant avec cet objectif de changement radical. Pendant 10 ans, l'EZLN a construit la lutte zapatiste en ralliant les gens un par un, famille par famille, village par village. Les communautés zapatistes construisent leur autonomie depuis bientôt 30 ans de cette même manière. »

Les réalisateurs espèrent, avec ce film, « contribuer à la construction de cette mémoire des luttes du temps présent et la relier avec celle des luttes passées par l'expression des chants notamment qui sont très présents dans le film. Ce que ne racontent pas les récits dominants, c'est que des pans entiers de murs du parc de notre pensée sont déjà en train de s'effondrer : le patriarcat, la domination blanche, l'anthropocentrisme. »

« Nous devons nous extraire de l'urgence et de la "tyrannie" du présent, estiment les réalisateurs. Agir quoi qu'il advienne avec détermination, patience, rigueur, courage, sans rien attendre, en ayant confiance dans la puissance de la vie qui se transforme depuis 3,8 milliards d'années. Agir depuis l'affirmation de cette puissance, agir depuis un oui, depuis l'affirmation de la vie, ça change tout, ça libère, ça donne tellement plus de force que de rester bloqué dans l'opposition et la rage de ce qu'on veut détruire ! C'est le sens du titre du film : Pour la vie. La lutte zapatiste est le fruit de 500 ans de résistance et porte en elle la force de vie de tant de générations ! »

15 novembre 2022 par RÉDACTION (Basta !)

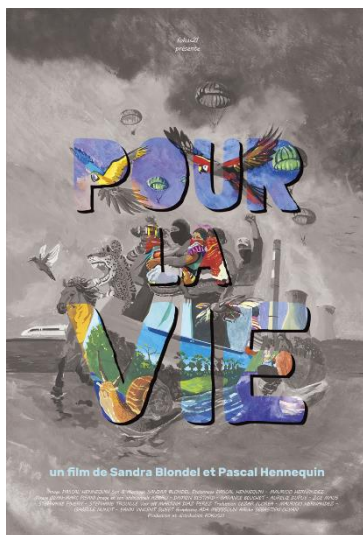
« Ce que nous vivons est inédit, à nous d'inventer, de construire quelque chose d'aussi inédit. Tout n'a pas encore basculé pour nous qui vivons encore dans nos bulles de confort. Nous devons nous réveiller : "¡ DESPERTAD !". C'est le message des zapatistes. Nous sommes à un moment de notre histoire commune entre la vie et la mort. Aujourd'hui, ce qui se joue est de l'ordre de l'élan vital. La force du vivant ce n'est pas une croyance, elle est dans chacune de nos cellules. Nous sommes une force immense. Nous sommes en vie, tout est encore possible. »

Comment soutenir le documentaire « Pour la vie » et sa diffusion en salles

Ce film est totalement produit en autofinancement par fokus21, association loi 1901 à but non lucratif, créée il y a bientôt 20 ans. Une campagne de soutien est en cours pour financer les frais et le travail nécessaire à la sortie en salles de cinéma prévue début 2023, puis à son édition en DVD prévue au printemps. Le film sera mis par la suite en libre accès sur internet. Pour les soutenir, rendez-vous sur Helloasso.

Toutes les informations sur le film sont sur fokus21.

Photo de une : © Pascal Hennequin / Fokus21



L'affiche du documentaire Pour la vie

La liberté du travail, ça voudrait dire quoi ?

La liberté du travail ! Voilà un thème confisqué depuis longtemps par la droite et le patronat, et recyclé par Emmanuel Macron pour justifier ses ordonnances néolibérales. Pourtant ce sont bien des Assises pour la liberté du travail qu'organisent Attac et la Fondation Copernic ce samedi 13 janvier à Paris, avec des syndicalistes, des responsables associatifs et des chercheur.e.s de renom. Thomas Coutrot, Alexis Cukier et Julien Lussou se penchent sur la question.

Par ses ordonnances, Emmanuel Macron dit vouloir « libérer le travail ». Mais c'est au nom d'une conception bien spécifique de la liberté : celle de la liquidité financière. Le travail « libre » est celui qu'on peut négocier à vue, acheter et vendre comme un titre financier. Les plates-formes de micro-jobs en ligne, absurdement baptisées « économie collaborative », figurent ce rêve en voie de concrétisation. Dans son rapport annuel 2017, le Conseil d'État lui-même propose explicitement « d'accompagner l'ubérisation » de la société.

L'ubérisation, ce sont les micro-jobs, les contrats « zéro heures », le « travail au sifflet », l'auto-entrepreneur salarié externalisé et à droits sociaux réduits. Jusqu'où peut aller ce mouvement multiforme de précarisation et de défrètement du salariat ? Et si les « Trente glorieuses » n'avaient rien de glorieux ni pour la condition des femmes, ni pour les conditions de travail, ni pour l'écologie, comment redéfinir une alternative crédible qui ne soit pas un simple retour vers un passé idéalisé ?

Sécession des élites

On le sait, la flexibilité du travail n'augmentera guère l'emploi, mais en répartira sans doute des miettes entre davantage de personnes : la lutte contre le chômage consiste aujourd'hui surtout à multiplier les micro- ou mini-jobs. L'hymne aux *start-ups* et à l'innovation disruptive, sans chercher à masquer ce projet de dérégulation radicale, le proclame au contraire enthousiasmant, moderne et nécessaire au nom de la liberté. La victoire électorale d'Emmanuel Macron, malgré ses limites évidentes, montre que l'imaginaire libéral reste mobilisateur. Il lui a permis de perpétuer en 2017, sous une forme renouvelée, l'hégémonie du « bloc des satisfaits » – rentiers, entrepreneurs et couches supérieures du salariat – qui compose la base sociale du néolibéralisme.

Le bloc social dominant semble se satisfaire de l'inquiétante perspective de la liberté sans responsabilité – la liberté d'entreprendre sans responsabilité sociale ni écologique. Sa politique active de creusement des inégalités et sa passivité face au changement climatique en sont des indices probants. Bruno Latour, qu'on ne peut soupçonner de gauchisme, le constate crûment : « les élites ont été si bien convaincues qu'il n'y aurait pas de vie future pour tout le monde qu'elles ont décidé de se débarrasser au plus vite de tous les fardeaux de la solidarité » [1].

Car le néolibéralisme, loin de s'amender après la crise de 2008, s'est bien plutôt radicalisé. Dans la sphère productive soumise à la financiarisation, à la révolution numérique et au *lean management*, le travail est de plus en plus codifié, standardisé, tracé, contrôlé et évalué par les ratios. L'intensification du travail s'accompagne de la baisse de l'autonomie des travailleurs, avec des conséquences désastreuses pour leur santé. Soumise au dogme de la croissance à tout prix, la nature en paye elle aussi le prix : réchauffement climatique, pollutions qui affectent tous les écosystèmes, extinction massive des espèces (à commencer par les insectes pollinisateurs), pandémies...

La logique du profit était autrefois bridée par des compromis sociaux. Mais désormais livrée à elle-même, elle dégrade la santé au travail et la santé publique, exacerbe les inégalités sociales et renforce les dérives autoritaires, dans l'entreprise mais aussi dans la société. Le travail mort, cette abstraction sur laquelle les organisations sont fondées, prétend convoquer l'initiative des salariés, mais l'écrase en réalité sous l'empilement des objectifs individuels et des exigences financières. Il menace à la fois la santé humaine, la nature et la démocratie.

Enquêter sur le travail concret

Pourtant, Christophe Dejours le souligne : « travailler c'est combler l'écart entre le prescrit et l'effectif : or ce qu'il faut mettre en œuvre pour combler cet écart ne peut pas être prévu à l'avance. Le chemin à parcourir entre le prescrit et l'effectif doit à chaque fois être inventé ou découvert par le sujet qui travaille » [2]. La coopération productive

¹ Ces deux articles ouvrent le débat toujours en cours sur « la libération du travail » et introduisent le livre de Thomas Coutrot et Coralie Perez, *Redonner du sens au travail*, éd. Du Seuil, 2022.

des salarié.e.s qui déploient leur « travail vivant » reste incontournable pour que le travail soit effectué correctement et que les entreprises prospèrent. Ce pouvoir invisible des salarié.e.s, il s'agit de le transformer en puissance politique, « *pour ne plus perdre sa vie à la gagner* » [3].

Face aux dangers, la sécurisation des parcours, la redistribution des richesses, le revenu de base ou la réduction du temps de travail sont certainement des perspectives utiles. Mais ces projets progressistes manquent sans doute de points d'appui dans les interactions sociales concrètes, les rapports sociaux élémentaires, les initiatives de base d'où seules peut émerger un changement social profond. Faute de s'appuyer sur l'activité réelle des travailleurs dans leur travail pour mettre en débat les dilemmes rencontrés et les non-sens des organisations [4], faute de tenir compte des émotions (l'indignation, mais aussi le désir de travailler autrement) exprimées par les travailleurs et les citoyens dans leur vie quotidienne, elles risquent de rester abstraites et désincarnées, de ne pas parvenir à transformer les rapports de forces sociaux ni à infléchir la trajectoire destructrice du travail abstrait.

Pourtant les menaces que font planer les empêchements au travail de qualité, les atteintes à la santé des humains et de l'environnement, sont d'une telle gravité que cela « change tout », comme le dit Naomi Klein [5]. Ces menaces sont une source vive de réactions d'autodéfense individuelles et collectives qui inspirent de nouvelles pratiques sociales et sur lesquelles pourrait se fonder une politique émancipatrice innovante, qu'on pourrait appeler une politique du travail vivant. Une politique qui trouverait son énergie propulsive dans la réponse du corps social aux atteintes sanitaires et écologiques et qui redessinerait une perspective crédible de transition.

L'autodéfense de la société et la survie des écosystèmes nous enjoignent aujourd'hui d'établir la prééminence du travail vivant sur le travail mort ; d'instituer le travail concret, un travail attentif à ses effets pratiques sur les hommes, les femmes et la nature, au lieu d'un travail abstrait indifférent et aveugle. Cela suppose sans doute de commencer par une vaste entreprise collective d'enquête sur le travail, au sens de John Dewey [6] : il serait particulièrement fécond de montrer, par la multiplication d'enquêtes sur le travail, menées conjointement par des syndicalistes, des chercheurs et des associations, comment l'organisation du travail et de l'entreprise détermine les enjeux majeurs de santé publique et environnementale mais aussi de démocratie [7] et doit donc être constituée en question politique centrale.

En légitime défense de la vie

Les récentes ordonnances bouleversent de façon inquiétante [8] les capacités d'intervention des élus et des syndicats sur les conditions de travail. Le syndicalisme pourrait toutefois rebondir et trouver une légitimité incontestable en posant l'exigence politique d'un travail de qualité [9]. D'abord aux yeux des salarié.e.s qui pourraient ainsi, en partant de leur travail réel, retrouver du pouvoir d'agir, comme le montrent un certain nombre de recherches-actions syndicales sur le travail menées récemment [10]. Aux yeux aussi de la société civile, en cherchant la convergence avec les forces qui portent ces questions de la santé, de l'écologie et de la démocratie réelle. Les associations de malades, les associations d'usagers, les collectivités locales en transition, les professionnels de santé, les chercheur.e.s, les mouvements écologiques, les *hackers* et activistes du faire, les porteurs de pédagogies alternatives, les initiatives d'économie solidaire et collaborative..., la liste est longue des acteurs sociaux potentiellement intéressés à une alliance pour une qualité du travail attentive à ses effets sur la vie.

Face aux réformes régressives du travail qui s'imposent au nom de la liberté depuis vingt ans, la défense de l'existant n'est pas suffisante : il est décisif de poser la question des finalités et des modalités du travail. Cela implique une attitude résolument innovante tant pour les luttes des mouvements sociaux qu'au plan institutionnel. Outre un vaste mouvement d'enquête sur le travail, la « politique du travail vivant » dont nous avons besoin passe par une réforme profonde tant des représentations sur le travail que de la gouvernance du travail.

Plutôt que de se résigner à sa suppression, pourquoi ne pas poser la perspective d'une refondation du CHSCT élargi aux sous-traitants (comme c'est déjà le cas pour les installations Seveso), et surtout à la question de l'environnement ? Un « CSQTE » (Comité de la santé, de la qualité du travail et de l'environnement) inclurait, sous des formes à déterminer, les associations de riverains, de consommateurs-usagers et de défenseurs de l'environnement directement concernées par les activités de l'entreprise. Afin de garantir la soutenabilité humaine et écologique de la performance de l'entreprise, il aurait un rôle de codétermination de l'organisation du travail avec le management – passant par un droit de regard sur les décisions majeures en matière d'investissement et d'organisation.

Instituer le travail concret signifie également avancer vers une gouvernance démocratique de l'entreprise. Le gouvernement semble s'orienter vers la création d'une nouvelle forme juridique – du type « entreprise à

mission » – intermédiaire entre la société de capitaux et la coopérative, comme le suggèrent des juristes, des économistes et des chercheurs en gestion [11]. Le débat est intéressant mais rien ne changerait pour l'immense majorité des entreprises : la réforme qu'appelle la situation actuelle ne saurait se limiter à une innovation marginale. D'autres proposent de faire entrer des représentants du personnel dans les conseils d'administration, ce qui là encore peut être utile mais certainement pas suffisant. Il faut surtout s'appuyer sur des instances représentatives de proximité, susceptibles de rendre compte du travail vivant, en même temps qu'il faut modifier les finalités mêmes des décisions pour faire prédominer la valeur d'usage sur la valeur d'échange. Les indicateurs sanitaires et environnementaux doivent avoir la priorité sur les indicateurs financiers pour déterminer les choix en matière d'investissement et d'emploi. Concernant la nécessité, reconnue par tous, de nouveaux indicateurs de richesse, ainsi que la perspective d'une démocratisation de la sphère du travail, peut-être est-il temps de passer enfin aux actes ? C'est en tout cas l'ambition de ces Assises pour la liberté du travail que de faire émerger ces questions comme des enjeux politiques centraux.

[1] Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017, p. 30.

[2] Christophe Dejours, *Travail vivant. Tome 2 : Travail et émancipation*, Payot, 2009, p. 21.

[3] Voir l'appel de syndicalistes et chercheur.e.s, « Pour ne plus perdre sa vie à la gagner ! » (<https://www.solidaires.org/Etats-generaux-de-la-sante-des-travailleuses-et-travailleurs>)

[4] Yves Clot, *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, La Découverte, 2010.

[5] Naomi Klein, *This changes everything. Capitalism vs the climate*, Simon & Schuster, 2014, titre malencontreusement traduit en français par *Tout peut changer* (Actes Sud, 2015).

[6] John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Folio Essais, Gallimard, 2010.

[7] Alexis Cukier, *Le travail démocratique*, PUF, 2018

[8] Christine Castejon, « Le CSE ne pourra pas poursuivre l'action des CHSCT », Santé & Travail n°101 - janvier 2018 ; Isabelle Odoul-Asorey, « Un pari risqué », Revue de Droit du Travail, Novembre 2017.

[9] Fabien Gâche, « L'expertise doit venir en complément de l'action syndicale, pas s'y substituer », entretien réalisé par Sabine Fortino et Guillaume Tiffon, La Nouvelle Revue du Travail, 3/2013.

[10] Laurence Théry (dir.), *Le travail intenable. Résister collectivement à l'intensification du travail*, La Découverte, 2006 ; Philippe Davezies, « L'individualisation du rapport au travail : un défi pour le syndicalisme », Policy Brief ETUI, N° 3, 2014.

[11] B. Segrestin, K. Levillain, S. Vernac, A. Hatchuel (dir.), *La « société à objet social étendu », un nouveau statut pour l'entreprise*, Presses des Mines, 2015 ; voir aussi Michel Capron, Françoise Quairel-Lannoizelée, *La responsabilité sociale d'entreprise*, La Découverte, 2010.

[...]

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/120118/la-liberte-du-travail-ca-voudrait-dire-quoi>

Thomas Coutrot* « la gauche ne doit plus avoir peur de la liberté du travail »

La gauche ne s'est pas assez intéressée au contenu concret du travail. C'est ce que démontre Thomas Coutrot dans Libérer le travail (Seuil), un ouvrage très abouti qui concilie histoire intellectuelle, études empiriques, analyses politiques et propositions concrètes.

Charlie Hebdo : Selon vos recherches, qui souffre le plus au travail ?

Thomas Coutrot : Parmi le groupe que je qualifie d'« accablés », on trouve des aides-soignantes, des caissières, des ouvriers non qualifiés du BTP ou des métaux. Leur travail est source de souffrance psychologique, que ce soit à cause de l'impossibilité de bien faire son travail, du manque d'autonomie ou même de l'exposition au bruit. Pourtant, on sait très bien comment réduire ces risques.

En revanche, d'autres métiers ne semblent pas aussi durs que ce qu'on pourrait croire...

Oui, c'est le cas des assistantes maternelles ou des femmes de ménage, dans le groupe que j'appelle « invisibles ». Certes, elles ne se sentent pas suffisamment reconnues, mais elles se disent autonomes dans leur travail – peut-être parce qu'elles n'ont pas toujours un chef sur le dos – et s'estiment utiles. Résultat : elles sont plus heureuses que les autres.

Les enquêtes montrent une dégradation des conditions de travail depuis vingt-cinq ans. Comment l'expliquer ?

On a souvent dit que les technologies rendaient le travail moins pénible, mais ce n'est pas le cas. Par exemple, avec le voice picking, l'ordinateur dicte ses moindres gestes au manutentionnaire dans l'entrepôt, ce qui

détériorer sérieusement les conditions de travail. Surtout, l'erreur est de penser que c'est la technologie qui dicte l'organisation du travail. Or c'est l'inverse. Les outils technologiques sont conçus et choisis en fonction de buts organisationnels : diminuer les délais, réduire le nombre d'erreurs, mais aussi mieux contrôler les employés. Dans ces choix managériaux, la maîtrise du pouvoir par la direction est souvent plus importante que la recherche du profit.

Les syndicats se saisissent-ils de cette question ?

Oui, mais timidement. Longtemps, les syndicats n'ont revendiqué que des augmentations de salaires ou demandé la réduction du temps de travail. Ils ont accepté que la direction décide seule de l'organisation du travail. Aujourd'hui, ils se rendent compte que les salariés veulent travailler autrement, mais ils ne savent pas comment prendre en charge cette aspiration.

Pourtant, l'intelligence collective change les choses lorsqu'elle est mise en oeuvre.

Oui, une recherche du Massachusetts Institute of Technology a montré que lorsque, dans un groupe, chaque personne peut prendre la parole à parts égales, lorsque les individus font preuve d'empathie les uns envers les autres (ce qui arrive par exemple lorsqu'il y a plus de femmes), alors la capacité à résoudre des problèmes croît en flèche. Un facteur essentiel de l'efficacité et de l'épanouissement au travail est la sécurité psychologique : ne pas craindre les critiques ou l'humiliation si l'on suggère une idée saugrenue. D'ailleurs, cela est tellement efficace que les patrons des « entreprises libérées » prétendent le faire pour gagner plus en travaillant mieux. Avec souvent beaucoup d'esbroufe, mais aussi des expériences intéressantes.

La gauche a-t-elle pris la mesure de ces enjeux ?

Pas du tout. C'est évident pour la gauche étatiste, pour qui le socialisme se limite à une meilleure répartition des richesses par l'État, mais sans attention au travail réellement effectué par les personnes. Mais j'ai découvert, à ma surprise, que c'est aussi le cas pour la gauche autogestionnaire, à laquelle j'appartiens. Certes, nous prônons l'élection des dirigeants, comme dans les coopératives, mais nous n'avons pas remis en cause la coupure entre dirigeant-e-s et dirigé-e-s, entre conception et exécution. Finalement, notre conception de l'entreprise est calquée sur le modèle de la démocratie bourgeoise : on élit, périodiquement, ceux qui vont nous commander ensuite.

Or il faut désobéir pour être efficace...

Exactement ! C'est ce qu'expliquait Cornelius Castoriadis en 1979 : aucune chaîne d'assemblage ne peut fonctionner sans que « les ouvriers transgressent les règles et les instructions officielles ». Car ceux qui « pensent » l'organisation du travail croient avoir tout mesuré, tout prévu, mais ce n'est jamais le cas, notamment parce qu'ils n'associent pas aux décisions celles et ceux qui connaissent les véritables contraintes du métier, et qui savent s'adapter aux imprévus.

Quel est le lien entre manque d'autonomie et comportement politique ?

Ce que je montre, c'est que le fait de ne pas pouvoir prendre des initiatives dans son travail accroît très nettement l'abstention. C'est bien l'absence de liberté dans le travail qui importe, pas le fait d'être ouvrier : ainsi, on ne détecte aucun impact de la pénibilité physique, de porter des charges lourdes, etc., sur le vote. Ce qui compte, c'est le fait de n'avoir aucune liberté dans ce qui nous occupe toute la journée. Donc, il faudrait « libérer le travail » des contraintes qui l'enserrent actuellement.

Comment, concrètement ?

Par exemple par le travail collaboratif. Linux, Wikipédia, etc., montrent que ça peut marcher, même à grande échelle. Pourquoi ne pas penser une alliance entre les nombreux managers qui sont à bout, épuisés par le management actuel qui fonctionne à la peur et à la mise en concurrence des salariés, et les salariés désireux de bien faire leur travail ? Bien sûr, ce n'est pas simple, il faut concilier la cohérence du tout, et l'autonomie maximale de chacun. Mais on dispose aujourd'hui de modèles organisationnels innovants qui proposent de résoudre cette apparente contradiction.

Vous évoquez également l'importance du soin. Pouvez-vous nous expliquer ?

Le fait d'apporter du soin à soi-même, aux autres et à la nature, est essentiel. Quand on fait référence au soin, ou au care, on pense spontanément aux infirmières. Mais chacun peut être attentif aux effets concrets de son travail sur celles et ceux qui l'entourent. D'ailleurs, historiquement, les artisans étaient très attachés

au travail bien fait et à la beauté de ce qu'ils produisaient. La révolution industrielle s'est construite contre ça, en créant un travail standardisé, abstrait, détaché de sa substance vivante. Et, malheureusement, nous sommes toujours prisonniers de ce modèle.

Comment prendre mieux soin les uns des autres ?

En cessant d'écraser les gens par les chiffres. Dans une de mes recherches, j'ai démontré que l'imposition d'objectifs de résultats chiffrés augmentait de 50 % le risque de dépression chez les salariés. C'est colossal ! À l'inverse, les équipes autogouvernées ne se fixent pas d'objectifs quantitatifs, mais une mission. Bref, elles sont dans le « lâcher prise ». Et ça marche : non seulement le travail y redevient une source d'épanouissement, mais il est plus efficace. C'est tout le paradoxe : quand on recherche le contrôle et le profit, on mutile l'intelligence individuelle et collective. À l'inverse, si on libère le travail et qu'on fait confiance aux salariés, on a des produits et des services de qualité... et, par surcroît, le profit sans le chercher ! Mais lâcher prise, c'est ce que le capitalisme ne sait pas et ne saura jamais faire.

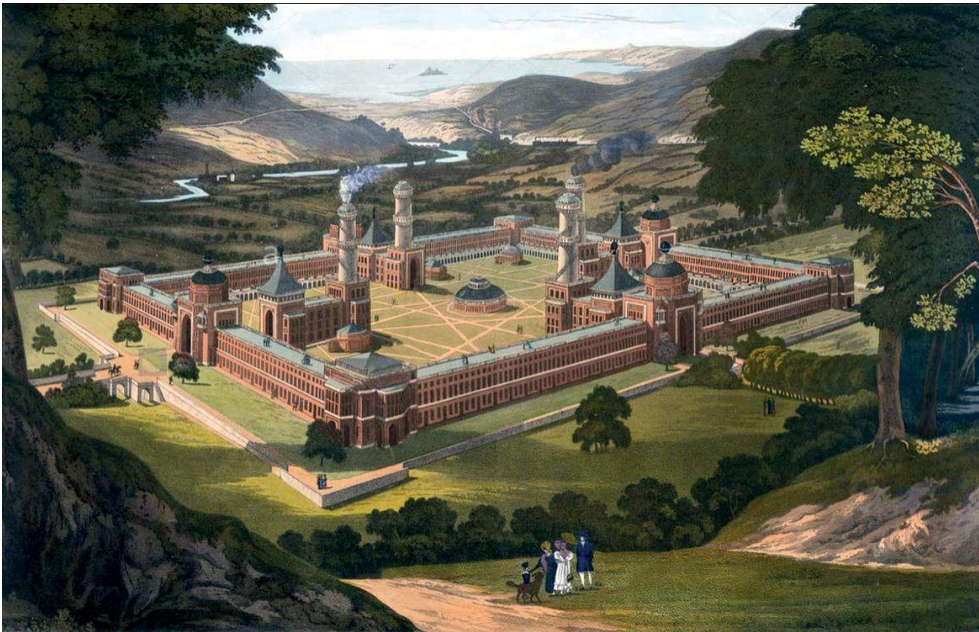
Propos recueillis par Jacques LITTAUER, 9 mai 2018

* Économiste, membre d'Attac et des Économistes atterrés.

<https://charliehebdo.fr/2018/05/politique/thomas-coutrot-%E2%80%89la-gauche-ne-doit-plus-avoir-peur-de-la-liberte-du-travail%E2%80%89/>

Utopies dans l'histoire

Deux siècles d'utopies : tentatives, échecs et héritages



Gravure de la communauté de New Harmony telle qu'imaginée par Robert Owen, réalisée en 1838 par F. Bate. (New Harmony (1825-1827), le « nouveau monde moral » de Robert Owen)

Imaginer l'utopie est une chose, tenter de la fonder et d'y vivre en est une autre. Depuis deux siècles, les tentatives de créer des communautés en marge d'une société capitaliste, industrielle, individualiste n'ont pas manqué. Reposant sur des principes égalitaires ou libertaires, elles sont souvent l'illustration de la tension qui sépare les idéaux de leur mise en application. Retour en quelques exemples sur ces expériences sociales ayant marqué l'histoire des utopies, qu'elles aient échoué au bout de quelques années ou perduré pendant des décennies.

La recherche d'une nouvelle harmonie

« Un essai hardi mais prématuré. » Ce seront les mots de William et Robert Dale Owen pour évoquer la tentative de « communauté d'égalité parfaite » de leur père. L'expérience commence en 1825, avec l'acquisition par Robert Owen du village d'Harmony et de 10 000 hectares de terres dans l'Indiana, sur les bords de la rivière Wabash. Le Gallois les achète 135 000 dollars à une communauté protestante, les Rappistes, qui vivent là depuis une dizaine d'années. Ils abandonnent manufactures, boutiques, maisons et granges pour les confier à Owen.

Article issu de notre hors-série « Comment nous pourrions vivre », avec Corinne Morel Darleux, rédactrice en chef invitée. 180 pages à découvrir sur notre boutique.

Le nouveau propriétaire n'en est pas à ses premières expérimentations. Robert Owen s'est fait connaître avec ses idées de réforme sociale, qu'il a appliquées dans sa filature de New Lanark, en Écosse (création d'une caisse d'assurance-maladie, augmentation du salaire, réduction du temps de travail). Dès 1817, il défend l'idée d'une journée de « 8 heures de travail, 8 heures de loisir et 8 heures de repos ». Opposé à la propriété privée, à toute religion organisée, à l'indissolubilité du mariage et partisan de l'égalité des sexes, Owen est convaincu que les êtres humains sont entièrement façonnés par leur environnement. En créant New Harmony, qui prendrait dans ses rêves la forme d'un parallélogramme avec une serre en son centre et des salles de discussion aux angles, c'est avant tout l'Homme qu'il cherche à améliorer, en le plongeant dans un « nouveau monde moral ».

Jusqu'à 800 personnes venues de tous horizons, dont le naturaliste français Charles-Alexandre Lesueur, se joignent à l'aventure. Elle prendra fin au bout de deux ans, laminée par les conflits personnels, les changements incessants dans l'organisation de la communauté et l'incapacité des membres à cultiver les terres de cette

« Nouvelle Harmonie », contrairement à leurs prédécesseurs rappistes. Le projet de Robert Owen lui aura fait perdre 80 % de sa fortune, mais fera de lui l'un des instigateurs du mouvement coopératif.

Des stères d'utopies

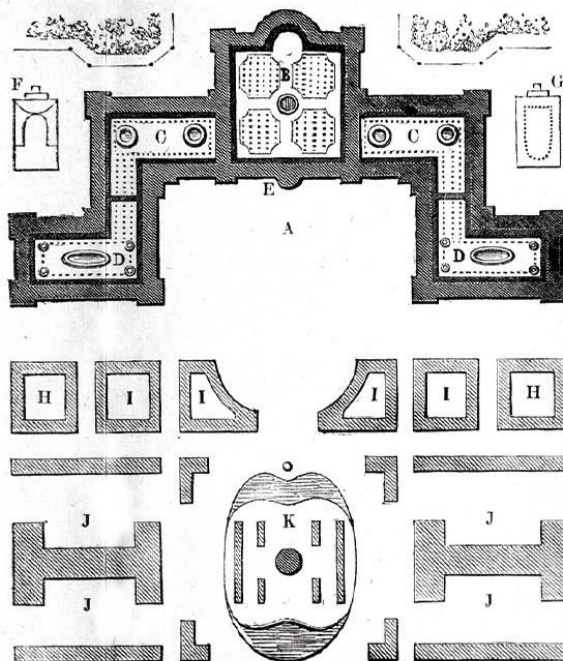


Portrait de Charles Fourier par Jean-François Gigoux, 1835, ©Fonds Françoise Foliot.
Le phalanstère, lieu des « passions » de Fourier

Tous les jours, à midi, Charles Fourier (1772-1837) rentre chez lui déjeuner, dans son appartement parisien de la rue Richelieu. Issu d'un milieu aisé mais essoré par la Révolution, il attend un hypothétique mécène prêt à financer son projet : le phalanstère. Il a imaginé ce lieu de vie pour mettre fin aux désordres causés par l'industrie et le commerce tout-puissants. L'ensemble des phalanstères, réunis en une fédération à l'échelle du monde, doivent mener le genre humain jusqu'au stade ultime, celui de l'Harmonie. Voué essentiellement au travail de la terre, chaque phalanstère doit être composé de 1 620 personnes ; les 810 hommes et 810 femmes correspondant à l'ensemble des « caractères » supposément identifiés par Fourier.

Contraction des mots « phalange » et « monastère », le phalanstère n'a rien d'austère. Fourier l'envisage comme un grand palais d'au moins trois étages où se trouvent appartements, salles communes et galeries vitrées. Pour le philosophe, cette coopérative de production doit être l'endroit où les passions et les désirs ne sont plus réprimés mais libérés, par exemple de « *la routine qu'engendre une relation monogamique* ». « *Le vrai bonheur consiste à avoir beaucoup de passions et beaucoup de moyens de les satisfaire* », résume Fourier. Pour effacer la frontière entre travail et loisirs, les membres de la phalange n'ont pas vocation à être assignés à une seule tâche. Ils peuvent même changer plusieurs fois d'activité au cours d'une seule journée. Ce système est censé aboutir à l'annihilation des classes sociales, bien que la propriété privée ait toujours droit de cité.

- LÉGENDE.**
- A. Grande place de parade au centre du Phalanstère.
 - B. Jardin d'hiver, planté d'arbres verts, environné de serres chaudes, etc.
 - C. D. Cours intérieures de service, avec arbres, jets d'eau, bassins, etc.



- LÉGENDE.**
- E. Grande entrée grand escalier, tour d'ordre, etc.
 - F. Théâtre. G. Église
 - H. I. Grands ateliers, magasins, greniers, hangars, etc.
 - J. Etables, écuries et bâtiments ruraux
 - K. Basse-cour.

PLAN DU PHALANSTÈRE

Plan du Phalanstère imprimé dans *Le Nouveau monde industriel*, Charles Fourier, 1829.

Des idées qui ont voyagé

Charles Fourier n'a jamais pu contempler le phalanstère imaginé. Ses théories ont cependant suscité de multiples tentatives plus ou moins éloignées des préceptes d'origine. Le penseur était encore vivant au moment de la première expérimentation, à Condé-sur-Vesgre (Yvelines). Mais la Colonie sociétaire, tout comme celle des Côteaux (Côte-d'Or) la décennie suivante, sont tuées dans l'œuf. C'est hors des frontières françaises, particulièrement en Amérique du Nord, que le fouriérisme s'épanouit le plus. Un succès à relativiser sur le plan numérique : les communautés durant plusieurs années font figure d'exception et, au maximum, elles comptent quelques centaines de membres. Celle de La Réunion (Texas), fondée en 1855 par le Français Victor Considerant, comptera jusqu'à 350 habitants, loin des 1 620 personnes que souhaitait rassembler Fourier. Brook Farm (Massachusetts, 1841-1847) marquera elle quelques figures intellectuelles de l'époque venues par curiosité, comme Henry David Thoreau et Ralph Waldo Emerson.



Photographie du Palais Social, le pavillon central du Familistère de Guise (Aisne).

À Guise, le phalanstère revu et corrigé

Un bâtiment central, une aile droite, une aile gauche. Formellement, le Familistère, construit dès 1859 à Guise (Aisne) par Jean-Baptiste Godin (1817-1888), est une application proche des plans du phalanstère de Fourier. Au début des années 1840, l'industriel ayant bâti sa fortune dans les matériels de chauffage (les fameux poêles Godin) a trouvé

dans les idées du philosophe l'une de ses grandes sources d'inspiration pour résoudre « le problème de l'équité de répartition des fruits du travail ».

Le Familistère est un lieu à la pointe de la technologie, avec ses appartements éclairés au gaz, chauffés l'hiver et ventilés l'été. L'ambition de Godin ne s'arrête pourtant pas à la construction pour ses salariés de logements aussi confortables que ceux occupés par la bourgeoisie. Ajoutant à son édifice un système de sécurité sociale et une éducation obligatoire pour tous, il fait également construire des bars, des restaurants et des magasins dont la gestion est assurée par les ouvriers. Huit ans avant sa mort, en 1880, il remet dans les mains des ouvriers la propriété et le contrôle de son usine et du Familistère. L'Association coopérative du capital et du travail s'acquittera de sa tâche pendant des décennies, jusqu'en 1968.

Godin ne manque pas d'être visé par les critiques en paternalisme, formulées entre autres par Marx et Engels. Plutôt que le simple fruit du bon vouloir d'un patron qui voudrait corriger la conduite de ses ouvriers, il envisage le Familistère comme l'incarnation d'une alternative à la société capitaliste. Un exemple amené à se propager, et non un milieu replié sur lui-même.

La saga des Icaries



Portrait d'Étienne Cabet imprimé au frontispice de la troisième édition de *Voyage en Icarie*, 1845.

Aux États-Unis, les Icaries se cassent les dents

« *Allons en Icarie !* » Le 9 mai 1847, Étienne Cabet bat le rappel à ses lecteurs dans son journal *Le Populaire* pour transformer son idéal en réalité. Quelques mois plus tard, en février 1848, 69 passagers embarquent au Havre. Direction le Texas, où doivent s'installer ces premiers Icaréens. Emprisonné, Cabet ne peut les accompagner. Sur place, l'enthousiasme des débuts fait place au désarroi et aux calamités. La chaleur, l'impréparation, le choléra et le paludisme s'abattent sur les infortunés, obligés de quitter le Texas pour se replier à La Nouvelle-Orléans, où sont également arrivés d'autres volontaires. Début 1849, Cabet convainc environ 250 d'entre eux de poursuivre l'aventure. Les Icaréens posent leurs bagages à Nauvoo, dans l'Illinois, là même où vivaient les Mormons avant qu'ils ne s'installent dans la vallée de Salt Lake.

La relative accalmie, qui dure plusieurs années, prend fin avec une crise voyant le départ d'Étienne Cabet, jugé trop autoritaire, et d'une minorité des Icaréens. Relocalisés dans un quartier pauvre de Saint-Louis, ils assistent à la mort de leur inspirateur en novembre 1856. Ceux restés à Nauvoo s'en iront peu après à Corning, dans l'Iowa. Bon an mal an, l'histoire des Icaries se poursuit au gré des scissions et des déménagements, jusqu'en Californie. Fondée en 1881 non loin de San Francisco, Icaria-Speranza prend fin deux ans plus tard. Il faut attendre 1895 pour que l'histoire des Icaries s'achève pour de bon à Corning.

Les déconvenues des Icaréens auront été entre temps immortalisées dans quelques vers du « *Voyage* », poème concluant *Les Fleurs du mal* et écrit par Charles Baudelaire en 1859 : « *Notre âme est un trois-mâts cherchant son Icarie ; / Une voix retentit sur le pont : "Ouvre l'œil !" / Une voix de la hune, ardente et folle, crie / "Amour... gloire... bonheur !" Enfer ! C'est un écueil !* »

VOYAGE
EN
ICARIE

PAR
M. CABET.

FRATERNITÉ.

Tous pour chacun.

Chacun pour tous

Couverture du livre *Voyage en Icarie* d'Étienne Cabet, 1848.

Un Voyage vers le « bonheur commun »

La « fraternité » et le « bonheur commun » : ces deux idéaux en page de titre de *Voyage en Icarie*, publié en France en 1840, sont les buts à atteindre selon Étienne Cabet (1788-1856). Dans la contrée idéale et égalitariste qu'il imagine, ils l'ont déjà été. Comment ? Grâce à la suppression de la propriété, la collectivisation des terres et des moyens de production et la « communauté des biens et des travaux, des droits et des devoirs, des bénéfices et des charges ». C'est « à chacun selon ses besoins, de chacun suivant ses « forces » dans cette société sans argent. La primauté accordée à la communauté n'empêche pas la survivance d'institutions comme le mariage, l'État ou la famille.

Police, tribunaux et prisons ont disparu de ce monde, mais la discipline doit y être stricte et le rythme de la vie quotidienne minutieusement régi. Les journées des Icarieus commencent dès 5 heures du matin, avec un coucher à 20 heures. Pendant celles-ci, les hommes (de 18 à 65 ans) comme les femmes (de 17 à 50 ans) doivent travailler à raison de six heures par jour l'hiver et sept heures par jour l'été. Après tout, l'un des slogans de *Voyage en Icarie* est : « Premier droit, vivre. Premier devoir, travailler. »

Aux sources du communisme icarien

C'est en Angleterre, en 1839, que paraît la toute première édition de *Voyage en Icarie* sous le titre *Voyages et aventures de lord William Carisdall en Icarie*. Étienne Cabet la signe sous le pseudonyme de « Th. Dufruit ». L'ancien procureur général de Corse s'est exilé outre-Manche après sa condamnation à deux ans de prison en 1834 pour un article de presse qui a déplu au pouvoir. Fermement opposé à la monarchie restaurée, le député républicain s'ouvre aux idées communistes en contemplant la révolution industrielle à l'œuvre outre-Manche.

Le communisme d'Étienne Cabet puise notamment chez Robert Owen et Charles Fourier. Il est également influencé par les inclinations égalitaires de Gracchus Babeuf, révolutionnaire guillotiné en 1797 pour avoir mené la Conjuration des Égaux contre le Directoire. Dans le manifeste des conjurés, on pouvait lire ceci : « Plus de propriété individuelle des terres, la terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde. »

Le retour à la nature des anarchistes

Les naturiens contre la civilisation

Le 16 avril 1895, une quinzaine de personnes se réunissent rue Blanche, à Montmartre. Elles ont répondu à l'appel d'Émile Gravelle (1855-1920), un dessinateur anarchiste. Le cercle des Naturiens libertaires est né. Au fil des années, ses membres, comme Henri Zisly (1872-1945) et Henri Beylie (1870-1944), vont exposer leurs positions dans les revues *La Nouvelle Humanité* et *Le Naturien*. Dans cette société en pleine industrialisation de la fin du XIX^e siècle, ils se font les champions d'un retour de l'Homme à l'état naturel.

Les naturiens opposent frontalement la civilisation et la Nature. Selon Émile Gravelle, la seconde est la seule pouvant apporter à tous « le bien-être matériel et l'expansion libre intellectuelle ». La civilisation, qui regroupe aussi bien l'État, la religion, l'industrie ou la science, est « impuissante à donner ce même résultat ». Cette conviction les pousse à tenter de renouer avec un âge d'or primitif. Celui d'avant la civilisation.

Alimentée entre autres par les écrits de Tolstoï ou de Thoreau, la pensée de ces lointains ancêtres des décroissants est marquée par son antiprogressisme. Elle les place en porte-à-faux par rapport à bon nombre de leurs camarades anarchistes de l'époque et surtout aux communistes, qui voient au contraire dans le machinisme et la science les instruments dont la classe ouvrière doit s'emparer pour anéantir le capitalisme. « On pourra perpétuellement décapiter des rois, déposer des empereurs, éviscérer des présidents de la République, la

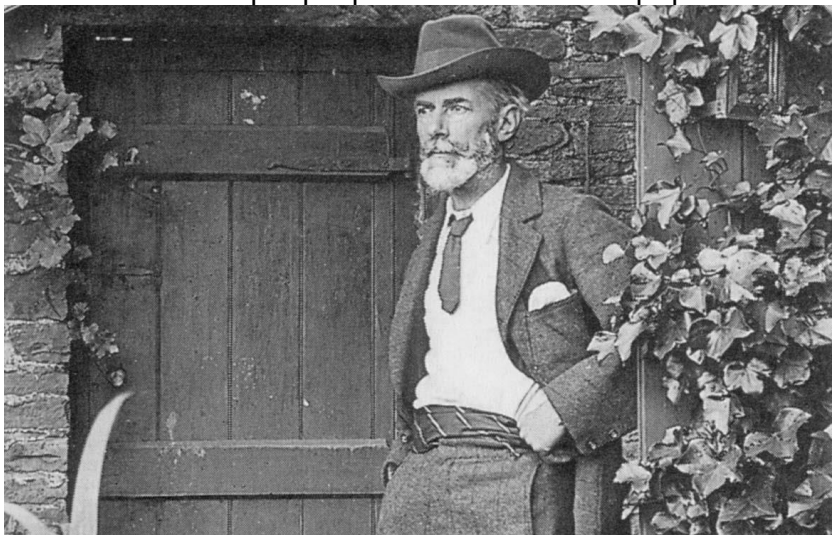
situation restera la même tant qu'il y aura des mines, des usines et des chantiers», répondra Gravelle à ces objections.



Affiche en faveur des milieux libres publiée par le journal libertaire français *L'En-dehors*, 1922.

Vaux à l'état naturel (1903-1907)

Au début du XX^e siècle, les Naturiens perdent en autonomie ce qu'ils gagnent en influence au sein du mouvement anarchiste. L'expérience de la Clairière de Vaux, près de Château-Thierry (Aisne), en est l'illustration. Henri Zisly et Henri Beylie participent à partir de 1903 à la vie de cette communauté, premier milieu libre d'inspiration anarchiste en France. Un rôle précurseur qui en fait un lieu de curiosité pour les anarchistes et les communistes parisiens. Selon l'écrivain Georges Navel, même Lénine fait le déplacement. Par leurs activités agricoles et artisanales, la vingtaine de membres de cette communauté fonctionnant en coopérative entendent assurer la production de tous leurs besoins de base. Dans le milieu libre de Vaux, alcool, tabac et sucre sont bannis. Mais l'ascétisme lié au manque de ressources génère des tensions au sein du milieu libre, tout comme l'oïveté de quelques participants et l'autoritarisme d'un des fondateurs, Georges Butaud. Ce ne sont que quelques-uns des facteurs expliquant la dislocation de la colonie en 1907.



Portrait d'Edward Carpenter, photographié par Frederick Holland Day vers 1905.

La « Vie simple » selon Carpenter

Au carrefour des XIX^e et XX^e siècles, les tentatives de retour à la nature ne se limitent pas aux frontières françaises. En Angleterre, Edward Carpenter (1844-1929) est l'initiateur de plusieurs expériences communautaires en lien avec le naturisme libertaire. Végétarien, ancien pasteur anglican et poète ne faisant pas mystère de son homosexualité, Carpenter est notamment marqué par sa rencontre avec Walt Whitman et son étude de la *Bhagavad-Gita*.

Chantre de la « *Vie simple* », Carpenter expérimente lui-même cette existence en lien plus étroit avec la nature à partir de 1883, lorsqu'il achète une propriété à Millthorpe, près de Sheffield. Vivant de la culture maraîchère et de l'artisanat, il réduit ses besoins matériels au strict minimum. À Millthorpe, Carpenter reçoit souvent la visite de Raymond Unwin. Ces séjours serviront de source d'inspiration à l'urbaniste lorsqu'il créera la toute première cité-jardin de Letchworth.

L'influence de Carpenter est surtout manifeste dans la création de la Norton Colony, en 1896. Se passant de sel, d'aliments fermentés ou de produits issus de la chimie, les sept colons travaillent durement pour cultiver les fruits et légumes qu'ils vendent sur les marchés. Ils tirent une autre partie de leurs revenus de la confection de sandales, qu'ils adoptent eux-aussi. Ce choix leur vaut d'être surnommés les « Égyptiens » par les locaux ! L'expérience de Norton s'achève au bout de quatre ans, sans trop de fracas : le propriétaire des terres refuse tout simplement de renouveler le bail de la colonie.

Les proto-hippies des Monte Verità



Photographie d'un groupe dansant à Monte Verità, vers 1910, ©Fondation Monte Verità.

Monte Verità et la « réforme de la vie »

Les cheveux longs, les grosses barbes, les vêtements amples (quand ils sont portés)... l'allure des hommes photographiés à Monte Verità est typique du mouvement hippie. Ces clichés n'ont pourtant pas été pris dans les années 1960. Ils datent en réalité du début du XX^e siècle. Sur ce « mont de la Vérité », au bord du lac Majeur (Suisse), ces personnes s'adonnent à l'amour libre, fuient la vie urbaine, la société industrialisée et tentent de revenir à la nature, principes de la *Lebensreform* (« réforme de la vie » en allemand). Ce mouvement, peu organisé mais très influent dans l'intelligentsia germanique de l'époque, s'intéresse particulièrement à l'hygiène de vie, encourageant la pratique du sport, les bains de soleil, le naturisme et le végétarisme. À Monte Verità, les légumes, cultivés sur place, sont souvent consommés crus.

La création de la communauté sur cette colline date de 1900, quand ses six fondateurs achètent le domaine pour 140 000 francs suisses. C'est Henri Oedenkoven (1875-1935), 25 ans, issu d'une riche famille anversoise, qui avance les fonds nécessaires. Dès le début, ces curieux individus intriguent les habitants d'Ascona, la ville voisine, qui les surnomment les « balabiots » – « ceux qui dansent nus » dans le patois local. Ces danseurs participent toutefois activement à la renommée de la région. Quelques années après leur installation, Henri Oedenkoven et sa femme, la pianiste Ida Hofmann, ont l'idée de construire un sanatorium et de constituer Monte Verità en colonie coopérative végétarienne. Les curistes, venus de toute l'Europe, y restent des semaines, voire des mois.

La Première Guerre mondiale a raison de l'idéal des fondateurs, qui finissent par abandonner Monte Verità et son sanatorium. Le domaine est finalement racheté pour une bouchée de pain en 1926 par le baron von der Heydt, grand collectionneur d'art et ancien banquier de l'empereur Guillaume II. Il y fera construire un hôtel de style Bauhaus, existant encore de nos jours. Depuis la mort du baron en 1964, la colline appartient au canton du Tessin et les universitaires réunis pour des séminaires ont remplacé les « balabiots ».



Photographie de Gustav Gräser prise par Georg Fruhstorfer vers 1948 ©Bayerische Staatsbibliothek.

Gustav Gräser, vagabond de la paix

De tous les fondateurs de Monte Verità, Gustav Gräser (1879-1958), géant né à Kronstadt (actuelle Brasov, en Roumanie), est le plus radical. Opposé au projet de sanatorium d'Henri Oedenkoven et d'Ida Hofmann, il préfère s'éloigner de quelques kilomètres pour s'installer dans... une grotte. À la fois peintre et poète, Gräser est un apôtre de la non-violence qui cultive un mysticisme nourri par ses lectures des *Upanishad* et du *Tao Te King* de Lao Tseu. Le prophète vagabond ne reste pas confiné sur la colline. Avant même de quitter définitivement Monte Verità en 1911, il sillonne les routes d'Europe avec son pacifisme en bandoulière. Ses opinions lui valent cinq mois de prison, après un refus d'effectuer son service militaire. Gräser et sa femme Elisabeth Dörr, veuve et mère de cinq enfants qu'il rencontre en 1908, fascineront l'écrivain Hermann Hesse, venu à Monte Verità pour soigner son alcoolisme. Le couple aurait été l'une des inspirations de l'écrivain allemand pour son roman initiatique *Demian* (1919).



Scène extraite du drame suisse *Monte Verità* réalisé par Stefan Jäger, 2021.

Un « Who's Who » de l'avant-garde

Mystiques, intellectuels, psychanalystes, anarchistes... Hermann Hesse n'est pas le seul à gravir les pentes de Monte Verità, devenu un passage incontournable pour l'avant-garde du début du siècle. André Gide, Erich Maria Remarque, Carl Jung, Paul Klee ou Thomas Mann se pressent sur cette « montagne magique ». De 1908 à 1913, le prince Kropotkine, phare du communisme libertaire, passe tous ses étés au centre de cure, qui

reçoit également la visite du sociologue Max Weber en 1914. Monte Verità devient aussi le théâtre d'une révolution dans le monde de la danse. En plus de recevoir la visite de célèbres danseuses comme l'Américaine Isadora Duncan, Ida Hofmann et Henri Oedenkoven accueillent en 1913 Rudolf Laban. Le chorégraphe hongrois finit par prendre la tête d'une école de danse sur la colline. L'enseignement dispensé est à mille lieues des ballets traditionnels et l'accent est mis sur la pure expression du corps, parfois sans musique. Monte Verità devient ainsi l'un des berceaux de la danse contemporaine.

Des utopies toujours d'actualité ?



Photographie du centre de méditation d'Auroville, 2018, ©Pixabay.

Auroville, l'aube de « l'unité

humaine »

À l'évocation d'Auroville, une image vient souvent à l'esprit : une sphère dorée géante, entourée de verdure. Avec ses 36 mètres de diamètre, le Matrimandir, centre dédié à la méditation, est le symbole de cette cité née il y a plus d'un demi-siècle près de Pondichéry, en Inde. C'est cependant une Française, Mirra Alfassa (1878-1973), qui est à l'origine de ce projet fou. Avec le soutien de l'Unesco, l'ancienne compagne du yogi Sri Aurobindo a fondé en 1968 ce lieu « dont aucune nation n'aurait le droit de dire : il est à moi » afin d'atteindre « l'unité humaine ». « Dans ce lieu idéal, l'argent ne serait plus le souverain seigneur ; la valeur individuelle aurait une importance très supérieure à celle des richesses matérielles et de la position sociale », écrivait Mirra Alfassa dès 1954. Pour les habitants d'Auroville, l'école et les soins sont gratuits. Même chose pour les courses au magasin Pour Tous, où aucun prix n'est affiché. Pour en profiter, les Aurovilliens doivent travailler pour la communauté, cette activité d'intérêt général leur donnant également droit à une allocation mensuelle équivalente à 200 euros.

Parce que cette somme est insuffisante, les habitants doivent souvent demander de l'aide à leurs proches, puiser dans leurs économies ou travailler à l'extérieur une partie de l'année. Même si Auroville compte une vingtaine d'exploitations agricoles sur 120 hectares, cela ne suffit pas à nourrir ses 3 300 habitants (dont 1 500 Indiens et 460 Français). Ce chiffre, datant de décembre 2021, est très éloigné des ambitions initiales. À l'origine, Auroville était censée accueillir 50 000 personnes.



Des travailleurs s'affairent dans le verger d'orangers du Kibboutz Na'an (Israël) en 1938, ©Kluger Zoltan.

Le kibboutz et le prix de la longévité

Lorsque le premier *kibboutz* de Degania a été fondé en 1910 par des Juifs ashkénazes, sur les rives du lac de Tibériade, la Palestine était sous le contrôle de l'Empire ottoman. Plus d'un siècle a passé, l'État d'Israël a entre-temps vu le jour et le *kibboutz* est toujours là. Mais cette incarnation d'un idéal sioniste et socialiste a réussi à perdurer au prix de profondes mutations qui éloignent les *kibboutzim* des valeurs ayant motivé leur création. Réunissant le plus souvent quelques centaines de personnes, le *kibboutz* (« ensemble » ou « groupe » en hébreu) repose historiquement sur le collectivisme agricole et industriel, ainsi que sur une égalité économique parfaite entre ses membres, chacun d'entre eux touchant le même salaire. Cette vie collective s'étend jusqu'aux repas, préparés et pris en commun, et à l'éducation. Les enfants étudient et vivent dans des maisons d'enfants, et non avec leurs parents.

Devenu un symbole d'Israël, le *kibboutz* a traversé, comme le reste du pays, une grave crise économique dans les années 1980. Elle a été doublée d'une grave crise d'identité, nourrie par l'exode urbain de nombreux jeunes. Pour survivre, la majorité des *kibboutzim* ont préféré transiger sur leurs principes, en permettant à leurs membres de posséder leur habitation à titre privé ou de travailler où ils le souhaitent. Des accommodements qui ont de nouveau rendu attractif le *kibboutz* pour une partie des urbains simplement en quête d'un meilleur cadre de vie. Depuis 15 ans, les quelque 270 *kibboutzim* ont vu repartir le nombre de leurs membres à la hausse, tout en représentant moins de 2 % de la population israélienne.

Un kibboutz en Corrèze

La fondation des *kibboutzim* ne s'est pas limitée à la Palestine puis à Israël. Dans les années 1930, un essai est également mené en France sous l'impulsion du baron Olivier de Rothschild. Voulant aider les émigrés juifs fuyant le nazisme, il achète des terres dans le village de Jugeals-Nazareth, en Corrèze. Avec le *kibboutz* de Machar (« demain »), le baron veut préparer les arrivants à l'*alyah*, le départ vers la Palestine. Venus d'Allemagne mais aussi de Pologne, de Hongrie ou de Russie, les centaines de membres de la communauté, souvent urbains, apprennent le travail des champs sur ces 75 hectares de terres. Un labeur payant puisqu'ils parviennent même à vendre leurs excédents sur le marché de Brive-la-Gaillarde. La présence des *kibboutznik* juifs et marqués à gauche est vue d'un mauvais œil par les autorités préfectorales, qui imposent au baron de Rothschild à mettre un terme à l'expérience en 1935. Contraints de partir, la majorité d'entre eux rejoindront le *kibboutz* d'Ajelet-Haschach, en Galilée.

Vincent GAUTIER, publié le 20 septembre 2022 (Socialter)
Vincent Gautier est journaliste au Parisien.